

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DU

CRÉDIT MUTUEL ET COOPÉRATIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

MAURICE CHABROL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1896

THESE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DU
CRÉDIT MUTUEL
ET COOPÉRATIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 20 janvier 1896, à 1 heure

PAR

MAURICE CHABROL



Toute puissance est faible à moins que d'être
unie.

LA FONTAINE.

Président : M. BEAUREGARD, professeur.

Suffragants : { *MM. FAURE, professeur.*
JAY, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1896

A MES PARENTS

A MES AMIS

AVANT-PROPOS

On ne saurait nier sans injustice, que depuis quelque vingt-cinq ans, les classes laborieuses ont obtenu, des classes dirigeantes, des marques nombreuses d'une sollicitude très significative. Ces témoignages d'intérêt sont-ils dictés par le seul amour du prochain ? Ou bien plutôt, la société se sentant menacée dans son existence, fait-elle tous ses efforts pour apaiser les haines que suscite contre elle le socialisme envahissant ! Désintéressée ou non, l'œuvre qui poursuit l'amélioration du sort des travailleurs se recommande aussi bien à l'économiste qu'au philanthrope ! Et pour la mener à bonne fin, ce n'est pas trop de toute la science de l'un jointe à la généreuse persévérance de l'autre ! Les moyens ne manquent pas de venir en aide au travailleur honnête et la difficulté n'est pas de les concevoir. Mais pour les mettre en pratique, il faut une énergie infatigable qui triomphe de l'indifférence et de l'incrédulité malheureusement trop générales. Est-ce une utopie de promettre quelque bonheur à quiconque le mérite ? Si cela était, pourquoi n'ont-ils pas échoué tous ceux qui ont consacré leurs efforts à la cause des humbles et des laborieux ? Pourquoi leurs œuvres sont-elles si

fécondes ? Par eux aujourd'hui, l'ouvrier digne d'intérêt trouve pour une somme modeste un foyer sain et pratique où le soir venu, fuyant le cabaret, il peut se reposer au milieu des siens, des fatigues de la journée. Par eux, il peut acquérir aux meilleures conditions, les choses de première nécessité et par eux encore, s'assurer contre les risques professionnels, en attendant qu'une législation nouvelle consacre le principe de l'assurance obligatoire. Par eux enfin, l'ouvrier trouvera demain le crédit dont il a si souvent besoin et qu'il ne peut trouver qu'aux conditions les plus exorbitantes. Sans doute, il ne paraît pas aussi aisé de procurer du crédit aux travailleurs que de leur assurer l'abri et le pain. Mais nous nous proposons de montrer qu'avec de la méthode et surtout beaucoup de persévérance, la conception du crédit populaire est susceptible d'une application très pratique et relativement simple. Et si, joignant nos modestes efforts à ceux des hommes de cœur préoccupés du bien public, nous pouvons contribuer à rendre meilleur le sort souvent si problématique de l'artisan laborieux, nous aurons fait une œuvre charitable et utile dans toute l'acception de ce terme.

INTRODUCTION

BUT ET UTILITÉ DU CRÉDIT POPULAIRE DE SON ROLE ÉDUCATIF ÉCONOMIQUE ET MORAL

Avant d'étudier sous quelle forme pratique on peut réaliser le crédit populaire, demandons-nous quel est son but, quelle est son utilité ? S'il a une raison d'être et quels services les classes laborieuses sont en droit d'en attendre.

Les deux principaux éléments de la production, en dehors des forces de la nature, sont le capital et le travail (1). Quiconque veut produire doit donc s'assurer le concours de ces deux grands moteurs. Mais tandis que les travailleurs abondent, les capitaux font défaut. Qu'arrive-t-il alors ? C'est que par le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande, le travail est peu rémunéré, tandis que le capital absorbe la plus large part des profits.

Les entreprises financières et industrielles qui se présentent sous les meilleurs auspices ont aujourd'hui la plus grande peine à réunir les capitaux nécessaires. Dans de telles conditions, comment le modeste ouvrier, si honnête qu'il soit, pourra-t-il jamais obtenir

(1) *Sic* Rapport de M. Many au Conseil supérieur du travail.

du crédit ? Et cependant, ce crédit lui est nécessaire pour se procurer les outils, les matières premières avec lesquels il s'établira enfin patron ! Faute d'avoir su inspirer confiance, le voilà réduit à l'impuissance. Sa seule ressource est d'amasser, au prix de mille sacrifices, une modeste épargne qui lui tienne lieu du crédit qu'on lui refuse. Mais combien d'années lui faudra-t-il pour constituer ce petit fonds de roulement ? Toute sa vie peut-être.

Mais le paysan est encore plus digne d'intérêt que l'ouvrier de nos cités. Quel spectacle plus lamentable que celui qu'offre notre agriculture ! Elle est la première de nos industries, elle pourrait être encore, comme longtemps elle l'a été, notre source la plus féconde de richesse. « Son capital foncier s'étend à presque toute la France. Et son capital d'exploitation est d'au moins 9 milliards (1) ». Et cependant depuis plus de vingt ans, notre agriculture traverse une crise douloureuse qui la met dans un état navrant d'infériorité. La production des terres déjà insuffisante pour nos besoins était hier encore paralysée par la concurrence étrangère contre laquelle nos cultivateurs ne pouvaient lutter. Les fléaux mêmes se tournent contre nous et portent à nos campagnes des coups terribles dont elles ne se relèveront qu'au prix de longs et pesants sacrifices ! Enfin notre système fiscal

(1) Sic M. de Rocquigny, *Les syndicats agricoles et le socialisme agraire*.

écrase sous le poids d'impôts excessifs la propriété rurale. Toutes ces causes expliquent le découragement qui envahit les campagnes et chasse vers les villes les travailleurs des champs. Au paysanaussi, il faudrait un crédit facile et à bon marché, pour perfectionner la terre et lui appliquer les nouveaux procédés de culture, pour acheter seul ou avec ses voisins, les machines agricoles devenues indispensables de nos jours !

Malheureusement, les travailleurs sont presque dans l'impossibilité de trouver du crédit à cause de l'organisation actuelle de nos banques et de nos grandes sociétés financières (1). Le marché des capitaux n'est point organisé en vue des besoins des humbles. Comment les grands établissements de crédit consentiraient-ils à avancer quelques centaines de francs par an, à des gens dont la solvabilité leur est inconnue et dont la surveillance leur coûterait plus cher que l'opération ne leur rapporterait. Il faut suivant l'heureuse expression de M. Many « démocratiser le crédit ». Il faut créer des banques populaires accessibles aux porteurs de petits effets. Les humbles, s'ils sont honnêtes et laborieux, y trouveront à bon compte, en même temps que le crédit, des conseils sûrs et autorisés. Aider les ouvriers laborieux à gravir les échelons de l'échelle sociale ; les habituer à épargner et à

(1) *Sic* M. Many, Rapport au Conseil supérieur du travail.

se servir avec intelligence de leurs épargnes, voilà la formule du crédit populaire, voilà son but. Quelle sera son utilité ? Nous l'avons déjà laissé entrevoir. Il ne s'agit point, qu'on le comprenne bien, de distribuer de l'argent à tous ceux qui se présenteront aux guichets des banques populaires. Ceux-là seuls feront appel au crédit et seront entendus, dont la moralité, les habitudes d'ordre et d'économie laisseront présumer qu'ils sont dignes du crédit qu'ils sollicitent.

Le crédit populaire est un encouragement au travail et ne sera pas une œuvre de bienfaisance.

« Il ne s'agit pas », dit le R. P. Ludovic de Besse, « de créer une œuvre de bienfaisance qui déguise le don sous la forme du prêt. Non, il y a mille œuvres de charité où l'on donne de l'argent. Dans une banque populaire, on n'en donne pas, on se contente d'en prêter et les prêts doivent s'y faire, entourés de toutes les garanties qui assurent la rentrée intégrale, au jour convenu, des sommes sorties de la caisse ».

Ainsi compris, l'avantage du crédit populaire n'est pas niable et l'œuvre de « démocratisation du crédit » devient au premier chef une œuvre économique, morale et sociale. Économique d'abord, car elle facilite au travailleur l'exercice intégral de ses facultés en même temps qu'elle développe la production. Morale aussi, car elle donne à l'ouvrier le sentiment de sa personnalité et de sa dignité. Elle lui apprend à respecter ses engagements, et lui enseigne la probité

dans les affaires et dans la vie. Sociale enfin, car en permettant à l'ouvrier de devenir un jour patron, elle comble le fossé profond que la haine des socialistes creuse chaque jour davantage entre le patron et l'ouvrier. Elle fait de l'ouvrier, l'ennemi du trouble et des révolutions, l'ami de l'ordre, le soutien de l'Etat.

PREMIÈRE PARTIE

DU CRÉDIT POPULAIRE A L'ÉTRANGER.

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT DE LA QUESTION EN FRANCE.

La France pour des causes que nous aurons à étudier plus tard, s'est montrée jusqu'à nos jours réfractaire à l'idée du crédit populaire. C'est à peine si depuis cinquante ans quelques essais ont été tentés, pour acclimater en France les banques populaires si prospères à l'étranger. Ces essais dus à l'initiative de quelques esprits novateurs n'ont obtenu ni le soutien du gouvernement, ni la confiance du public et les quelques banques qui avaient été créées ont disparu presque toutes. Mais l'idée dont elles étaient l'expression devait faire des progrès et triompher de notre scepticisme. Aujourd'hui les partisans du crédit populaire ne se comptent plus et le parlement pour répondre au courant de l'opinion publique est à la veille

de nous donner une loi qui règle la création et le fonctionnement des banques populaires.

Les commissions chargées au Sénat et à la Chambre de l'élaboration du projet de loi, ont trouvé dans les institutions étrangères une source abondante d'informations et d'observations. Le crédit populaire fonctionne partout en Europe, sauf en Angleterre, et l'excellence des effets qu'il a produits justifie surabondamment son utilité. Puisse l'expérience de nos voisins nous servir et nous faire regagner le temps et le terrain que nous avons perdus !

Mais avant d'aborder l'étude de notre projet de loi, qui sera en quelque sorte la quintessence des institutions étrangères, il nous semble que nous ne saurions mieux faire que d'étudier le crédit populaire chez nos voisins. Cette étude rationnelle des sources aura l'avantage de mieux nous faire saisir l'économie de nos lois sur la matière.

Malheureusement, nous ne pourrons faire des institutions de crédit populaire de l'étranger, un examen aussi approfondi que nous le désirerions. Nous serions entraînés au delà des limites communes d'une thèse de doctorat.

CHAPITRE II

ORIGINES DU CRÉDIT POPULAIRE.

LE CASH-CRÉDIT EN ÉCOSSE.

On lit dans un grand nombre d'ouvrages qui ont traité des institutions de crédit mutuel populaire que c'est en Ecosse qu'a pris naissance cette forme particulière du crédit. Il y a dans cette assertion une part de vérité qu'il s'agit de délimiter bien exactement, pour ne point commettre une erreur préjudicielle. Ce qui est vrai, c'est que l'Ecosse est le premier pays où les classes laborieuses aient obtenu du crédit. Mais la manière dont ces classes ont obtenu le « Cash-crédit » et la forme même de ce crédit le font différer essentiellement des institutions de crédit populaire que nous rencontrerons en Allemagne, en Italie, en Russie même et que notre parlement se propose d'acclimater en France.

Le crédit populaire n'a jamais été en Ecosse ce qu'il est ailleurs, c'est-à-dire une institution sociale et philanthropique, créée pour répondre uniquement aux besoins des classes laborieuses. Le cash-crédit dans sa conception est une affaire purement économique, une affaire de banquier. Les banques d'Ecosse,

contrairement à ce que pensent quelques écrivains, ne sont nullement des banques populaires. Ce sont des banques ordinaires n'ayant aucun lien avec le gouvernement et fonctionnant sous leur propre responsabilité.

S'il est vrai qu'en fait, les ouvriers modestes, les petits agriculteurs ont trouvé auprès des banques d'Ecosse, les quelques ressources qui leur étaient nécessaires pour s'établir ou se développer, c'est que ces banques, ne poursuivant qu'un but économique et financier, trouvaient plus sûr de multiplier les petits crédits, que de risquer leurs ressources dans quelques prêts démesurés, exposés à la spéculation des joueurs (1).

Notre opinion repose sur l'étude historique des banques d'Ecosse. Depuis leur fondation qui remonte à la révolution de 1688 jusqu'en 1844, ces banques, comme toutes les banques britanniques, jouissaient du droit illimité d'émettre des billets de banque. Il est aisé de comprendre que l'intérêt d'une banque était d'écouler autant que possible son papier-monnaie et d'encaisser en échange des espèces métalliques ou des valeurs acceptables. Il fallait pour répandre les billets de banque, attirer le plus grand nombre de clients, sans distinction entre les classes supérieures, les classes moyennes et les classes inférieures de

(1) *Sic*, M. Codet, Rapport à la Chambre.

la société. Et, comme ces dernières pouvaient fournir le plus gros contingent, on imagina de les séduire par un appât. Cet appât habile et sûr fut le cash crédit et le moyen de mettre en circulation les notes de la banque réussit à ce point, qu'imaginé en 1729, il fonctionne encore de nos jours, quoique depuis 1844, l'émission des billets soit limitée ! Cette origine historique qui fait du cash crédit une spéculation financière au lieu d'une institution philanthropique, comme quelques-uns l'ont prétendu, ne nous semble pas niable. Devant une commission parlementaire anglaise, un des membres les plus autorisés déclarait que le but unique du « cash crédit » était de mettre en circulation le plus grand nombre de notes de la banque qui donne le crédit. Et ce qui corrobore cette déclaration, ce qui prouve que le « cash crédit » ne saurait être confondu avec le crédit populaire proprement dit. C'est ce passage d'une revue d'Edimbourg, le *Chambres'journal*, écossaise elle-même, qui réclamait l'introduction du crédit populaire en Ecosse : « Il y a chez nous, disait ce journal, une grande lacune, un grand manque de banques intermédiaires entre les banques importantes de sociétés anonymes et les caisses d'épargne. Nous n'avons point de banques répondant aux banques populaires d'Allemagne. Il y a, en conséquence, grand nombre de petits cultivateurs, commerçants et boutiquiers, hommes laborieux et très honorables, sans aucun appui de banque.

Il faut clairement des banques populaires et des facilités de banques à l'avantage de la classe nombreuse de petits clients qui manquent encore de banque pour y déposer leurs épargnes et en même temps, pour y mettre au meilleur profit leur argent ; et également, d'autre côté, à l'avantage de ceux qui pourraient désirer emprunter de temps en temps de petites sommes, pour agencer leurs boutiques ou leurs fermes ».

Quoi qu'il en soit des intentions véritables, qui guidèrent les banques ouvrant leurs guichets aux classes laborieuses, on ne saurait nier sans injustice, que celles-ci profitèrent pleinement du crédit qui leur était offert. L'artisan, le modeste agriculteur jouissant d'une honorabilité connue et cautionné par deux voisins ou amis solvables, était sûr de trouver à la banque, le capital dont il avait besoin et pouvait y verser en dépôt ses fonds d'économie. La pratique des petits emprunts se répandit tellement dans la classe ouvrière qu'au cours de l'année 1825, les banques écossaises prêtaient aux travailleurs jusqu'à 150.000.000 de francs. On compte aujourd'hui un peu plus de 900 banques ayant pour clientèle toute la population laborieuse du pays. Ainsi le cash crédit, sans l'avoir voulu, fut pour l'Ecosse une source merveilleuse de progrès et de prospérité. Il fut aussi une œuvre morale et sociale, donnant à la population l'habitude de l'ordre, de la régularité dans les paiements et de l'économie dans la dépense. Les statisti-

ques des banques que nous avons consultées sont pleinement édifiantes. On y voit d'une part que l'épargne au cours de ces deux derniers siècles a été continuellement en augmentant et que les emprunteurs à de bien rares exceptions près, se sont toujours acquittés, sans qu'il fut besoin de recourir à la solidarité des cautions. Il résulte de cet examen sommaire que si l'on peut dire du crédit populaire qu'il a pris naissance en Ecosse et dérive du « cash crédit », c'est en ce sens seulement, qu'il s'est inspiré des services rendus indirectement aux classes laborieuses par le cash crédit, pour élever à la hauteur d'une institution sociale et philanthropique, généreuse et désintéressée une conception égoïste et purement financière.

CHAPITRE III

CRÉDIT POPULAIRE EN ALLEMAGNE.

Justement frappés des avantages procurés par le cash crédit au monde des travailleurs, deux hommes de bien, qui ne se connaissaient pas, entreprirent presque à la même époque, en deux points éloignés de l'Allemagne, de faciliter au travail l'accès du capital. Schulze-Delitzsch et Raiffeisen ont laissé des noms immortels comme initiateurs du crédit populaire en Allemagne. A vrai dire, ni l'un ni l'autre ne l'ont complètement inventé.

Déjà bien avant 1849, époque où Raiffeisen entreprend son œuvre colossale, il existait en Allemagne des associations appelées, « *Landschaften* », ayant pour but de procurer du crédit aux associés et reposant sur la solidarité de tous les membres. Ces sociétés formées entre propriétaires jouissant d'une certaine fortune, avaient donné d'excellents résultats, qui encouragèrent sans doute Raiffeisen et Schulze dans leurs conceptions. Mais cette considération, fut-elle exacte, ne saurait diminuer le mérite de ces deux généreux philanthropes, qui luttèrent toute leur vie pour le bien des petits et n'eurent pas même la con-

solution d'assister au succès triomphant de leur idée. Appliquer au petit monde des travailleurs allemands les principes féconds de l'association et de la solidarité, pour réaliser l'accession du travail au capital, voici en somme le but que se proposèrent Schulze-Delitzsch et Raiffeisen. Mais si leur but était le même, les voies par lesquelles ils prétendaient y arriver différaient essentiellement. Les limites de cet ouvrage ne nous permettent pas d'approfondir comme ils le méritent les deux systèmes que nous allons mettre en présence ; cependant l'examen attentif des principes sur lesquels ils reposent nous permettra d'en saisir l'économie, et, nous osons l'espérer, d'en juger la valeur.

§ 1. — **Système des caisses Raiffeisen.**

Raiffeisen naquit en 1810 dans le village de Hamm (province rhénane). D'abord officier-élève dans l'artillerie de forteresse à Cologne, il devint à la suite d'une maladie en 1843 secrétaire de l'arrondissement de Mayen. En 1848, nous le retrouvons bourgmestre de Weyerbuch et de Hammersfeld. A cette époque éclata la famine. Raiffeisen forma alors une société coopérative de consommation « *Cunsum verein* » avec l'aide de quelques personnes riches et permit à ses concitoyens de traverser la crise sans trop de mal.

L'année suivante, en 1849, Raiffeisen fonde une autre société « Hilfsverein » pour permettre aux paysans d'acheter des bestiaux, plus généralement pour aider les agriculteurs peu fortunés par des prêts d'argent. C'est sa première caisse rurale. Elle prospéra d'autant mieux qu'elle sauvait les campagnes des griffes de l'usure dont les prétentions au lendemain de la famine étaient devenues exorbitantes. Naturellement le système Raiffeisen se propagea rapidement. De toutes parts, dans la province et dans les provinces voisines, des caisses rurales se fondèrent. Le bourgmestre dut bientôt résilier ses fonctions, pour se consacrer tout entier, avec une ardeur infatigable, au succès de son œuvre. Il mourut en 1888, brisé moins par l'âge que par la lutte et le travail, laissant dans les campagnes un nom béni de tous, une œuvre considérable.

Raiffeisen n'était pas un économiste, encore moins un financier. C'était, suivant l'expression de M. Durand, son défenseur le plus ardent et le plus éloquent : « un homme de bien craignant Dieu et aimant son prochain ». Avec une foi ardente il chercha toute sa vie à répandre la belle parole de l'évangile : « Aimez-vous les uns les autres » et son œuvre procède de cette pensée unique. C'est assez dire que les banques dont il fut l'initiateur, tiennent plus de l'œuvre de bienfaisance que de la conception financière. Cela nous explique aussi pourquoi elles sont surtout des

caisses de crédit mutuel agricole. Les sentiments dont s'inspirait leur fondateur, n'auraient pas eu raison du scepticisme des ouvriers des villes !

La caisse rurale est une société *en nom collectif*, c'est-à-dire que tous les meubles sont solidairement responsables et sur tous leurs biens des dettes de la société, et à *capital variable*, c'est-à-dire que chacun peut sous certaines conditions, se retirer de l'association sans en provoquer la dissolution.

La caisse rurale n'a pas de capital initial. Pour faire partie de la société, aucune souscription n'est donc exigée, mais il faut être agréé par tous les sociétaires.

On n'accepte que ceux qui par leur sobriété, leur économie, leur conduite publique et même privée, présentent les garanties morales les plus sérieuses. Et cette exigence se conçoit aisément, car nul ne veut devenir solidaire d'un homme qui peut le ruiner ou jeter le discrédit sur la société tout entière.

Nous avons dit que la caisse rurale commençait ses opérations sans capital propre, c'est-à-dire sans souscription de parts sociales. Mais elle accepte et recherche même, à ses débuts tout au moins, les allocations de l'Etat, et les dons des grands seigneurs, des riches particuliers de la contrée (1). Nous verrons

(1) *Sic Bedeutung der Schulthe-Delitzsch'sche, Crédit-Genossenschaften und Raiffeisen'schen Darlehns Kassen für den Landwirthschaftlichen Crédit* par le Dr Crüger.

plus loin que l'on a vivement reproché à Raiffeisen cet appel aux caisses publiques et aux cassettes des riches. A défaut de subsides officiels ou de largesses privées, il faut à la caisse qui débute les capitaux qu'elle avancera à ses membres. Ces capitaux elle les trouvera sans peine et à meilleur compte que la banque la plus puissante. Comment une pareille association ne jouirait-elle pas d'un crédit immense ? Par la mutualité, tous sont associés, tous sont intéressés, tous sont responsables sur tous leurs biens. Et qu'on ne dise pas que cette responsabilité est illusoire, que ce faisceau de garanties individuelles est un fétu de paille.

Il se peut que les agriculteurs n'aient ni monnaie, ni valeurs de bourse, mais ils possèdent tous plus ou moins des fermes, des instruments aratoires, des bestiaux, des récoltes. Ce capital vaut bien l'autre ! « Pendant la guerre de 1866 contre l'Autriche, pendant celle de 1870, le commerce allemand ne trouvait plus de capitaux : les banques allemandes n'avaient plus de dépôts : les fonds d'État allemands étaient dépréciés. Les caisses rurales au contraire étaient obligées de refuser l'argent qu'on les suppliait de prendre sans intérêt ». Ainsi s'exprime M. Durand qui a fait du système Raiffeisen une étude approfondie et dont l'assertion ne saurait être mise en doute.

Le but essentiel de la société n'est pas de réaliser des bénéfices. Il est uniquement d'accomplir un de-

voir d'assistance mutuelle, de rendre service aux sociétaires. Toute idée d'intérêt, de dividende, de rémunération même doit être écartée. C'est ainsi que les administrateurs de la caisse exercent leurs fonctions gratuitement par pur dévouement, par charité chrétienne. Le trésorier seul est rémunéré. C'est ainsi que les sociétaires ne touchent aucun dividende quelque importante que soit la réserve sociale. La conséquence économique de cette idée c'est que la caisse échappe aux spéculations hasardeuses, puisque personne n'en saurait profiter. Et comme, d'autre part, les prêts sont soumis à des formalités telles que la caisse est certaine d'être remboursée, la sécurité et la prospérité de la société sont absolument assurées. Un sociétaire veut-il emprunter une certaine somme à la caisse, il doit justifier de l'emploi qu'il en fera et présenter une caution, sociétaire également, qui garantisse sa dette. Les administrateurs se renseignent alors et ils ont pour ce faire des facilités exceptionnelles. Dans un village tout le monde se connaît et chacun dira ce qu'il sait, avant même qu'on le lui demande, soit par malice s'il n'a pas été admis membre de la caisse, soit, s'il est sociétaire, par intérêt, pour éviter à la caisse une mauvaise affaire. Puis l'emploi auquel la somme est destinée sera contrôlé, ainsi que la solvabilité de la caution. S'il résulte de l'enquête que la caisse peut prêter en toute garantie, la somme sera versée à l'emprunteur en tout ou en partie, car il ne

faut pas que le prêt dépasse un maximum fixé chaque année d'après les ressources de la caisse.

Le prêt, étant surtout agricole est à long terme, jusqu'à cinq ans au plus. La caisse fait tous les trois mois l'examen de la solvabilité des emprunteurs et des cautions. Si cette solvabilité inspire quelque crainte, la caisse exige une nouvelle caution ou réclame dans le mois, avec préavis, le remboursement de ses avances. Sinon le remboursement s'effectue en bloc ou par paiements partiels échelonnés, aux dates qui sont les plus commodes pour l'emprunteur, généralement celles où il vend ses produits. L'intérêt perçu par la société varie entre trois et sept pour cent. Il est naturellement un peu supérieur à l'intérêt que paie la société lorsqu'elle emprunte. La différence sert à couvrir les frais généraux et à constituer une réserve qui s'accroît indéfiniment, mais qui en aucun cas, nous l'avons déjà dit, ne doit être distribuée aux sociétaires *sous quelque forme que ce soit*. En cas de liquidation ceux qui ont fait des avances à la caisse rurale reprennent leurs mises et le surplus est acquis à l'Etat et destiné à fonder une autre caisse.

Nous avons vu que la caisse rurale n'étant pas le plus souvent assez riche pour répondre à toutes les avances qu'on lui demande, est obligée d'emprunter elle-même. Sur ce point, deux erreurs sont généralement commises dans les ouvrages qui ont traité du crédit populaire en Allemagne.

La caisse rurale, dit-on, emprunte ses fonds, à une banque centrale, créée tout spécialement pour faire des avances aux caisses rurales. Et l'on ajoute que sans cette banque centrale, le fonctionnement de ces caisses serait impossible. Erreur absolue ; s'il est vrai qu'une banque centrale puisse rendre de grands services aux caisses locales, il n'en est pas moins vrai que celles-ci peuvent s'en passer. Et la meilleure preuve c'est que de 1849 jusqu'en 1876, les caisses ont fonctionné d'une manière satisfaisante sans banque centrale et, même maintenant, on en compte un grand nombre qui ne font pas partie d'une banque centrale (1).

On dit aussi que cette banque centrale escompte le papier agricole des caisses rurales. C'est encore une erreur absolue. Dans le système Raiffeisen il n'y a pas de papier agricole. Le représentant de M. Cremer, président de l'union des caisses Raiffeisen, nous l'a formellement écrit. Il n'y a que des prêts et des emprunts. La caisse emprunte d'une main et prête de l'autre. Ces caisses Raiffeisen rendent aux travailleurs des services véritablement très appréciables. Il existe actuellement en Allemagne plus de 3.000 caisses. On en compte plusieurs milliers en Italie, en Autriche, en Belgique, en Suisse et en Russie.

(1) Conférence de M. E. Rostand au Congrès de Marseille.
Déposition de M. de Malarce à la Chambre.
Conférence de M. Benoit-Lévy sur Raiffeisen.

Jamais aucune n'a fait faillite, aucune même n'a fait perdre un centime à ses créanciers ni à ses membres. Cette constatation qui résulte d'un examen impartial des statistiques parues jusqu'à ce jour, n'est pas contredite par les adversaires de Raiffeisen.

Si le rôle économique des caisses rurales est considérable, leur rôle social et moral n'est pas moins grand. Elles ont diminué la misère et chassé des campagnes les usuriers ; elles ont donné au paysan la conscience de sa dignité et lui ont appris la probité dans les affaires, le respect des engagements. Elles ont resserré les liens d'amitié qui doivent unir les habitants de la même commune, en rapprochant les agriculteurs riches et les paysans.

Enfin, elles ont, en pénétrant dans les chaumières, converti l'incrédule, corrigé l'ivrogne et le paresseux. « La caisse rurale a plus fait pour moraliser ma paroisse que tous mes sermons », disait un prêtre des provinces rhénanes. Le brave homme avait raison. L'intérêt seul fait agir les masses. La crainte de Dieu trop souvent les laisse indifférentes. Tel débauché qui n'aurait pas rougi de ses vices s'en corrigera, deviendra sobre et laborieux, pour conquérir le titre de sociétaire.

§ 2. — Système des caisses Schulze-Delitzsch.

Schulze-Delitzsch un peu plus connu que Raiffei-

sen s'appelait Herman-Schulze. Le nom de Delitzsch lui vient de la ville où il est né en 1808. A l'âge de 31 ans il entre dans la magistrature et profite des loisirs que lui laissent ses fonctions, pour s'occuper de mutualité et de coopération. Comme Raiffeisen, il se distingue au moment de la famine par son zèle et son dévouement pour le bien public. Mais ses idées libérales et les revendications sociales dont il se fait l'interprète, déplaisent à l'autorité royale qui l'exile au fin fond de la province orientale de Posen, à Vreschen. Il comprend que sa carrière est brisée et démissionne pour se consacrer exclusivement au bonheur de ses concitoyens.

C'est en 1850 que Schulze fonde sa première caisse.

Son but est d'assurer le crédit aux ouvriers laborieux, comme celui de Raiffeisen était d'assurer le crédit aux paysans. Les deux systèmes peuvent à vrai dire, être appliqués aussi bien à la ville que dans les campagnes. La preuve en est que l'on trouve quelques caisses urbaines du système Raiffeisen et un assez grand nombre de caisses rurales du système Schulze-Delitzsch. Cette observation faite, sur quels principes repose la théorie de Schulze.

Schulze par sa naissance et par ses fonctions était familiarisé avec les questions sociales, ce qui le rendait plus apte que Raiffeisen à comprendre les difficultés des problèmes sociaux. Aussi n'est-il pas éton-

nant que Schulze ait conçu l'œuvre du crédit populaire avec plus de science économique, sociale et politique que son digne rival. Celui-ci avec la simplicité pratique d'une nature honnête et généreuse, avait compté sur la charité et sur la fraternité chrétiennes pour créer l'assistance mutuelle. Il eut la chance de réussir ; comme il l'a dit lui-même, Dieu bénit son œuvre. Schulze auquel les Raiffeisennistes ont reproché d'être matérialiste, parce qu'il mit de côté toute sentimentalité, s'appuie sur l'énergie individuelle. La caisse qu'il crée avec l'intuition élevée d'un économiste et d'un financier, n'est pas une œuvre de bienfaisance sollicitant les subsides de l'Etat, ou les largesses des riches, mais une vraie société mutuelle en nom collectif à capital variable.

Les membres de cette société, doivent comme dans la société du type Raiffeisen, offrir les plus sérieuses garanties morales. « Constituez par contrat régulier et bien précis, disait Schulze aux petits producteurs, une union solidaire, une union entre artisans tels que vous, dont vous connaissiez par voisinage les bons précédents, les habitudes laborieuses et bien réglées. C'est l'appréciation des personnes qui fera votre crédit et la solidarité vous obligera à bien choisir vos associés, à les contrôler, à les maintenir dans les voies régulières, sobres, laborieuses, dignes du crédit ». Comme dans les caisses rurales, on est libre de se retirer en avisant six mois avant la clôture de

l'exercice, mais tandis que dans les caisses rurales on reste toujours responsable des pertes subies avant la démission, dans la banque Schulze, on est délié de la solidarité au bout de deux ans.

Chaque sociétaire en entrant dans la société doit :

1° Acquitter un droit d'entrée ;

2° Souscrire une et *une seule* part qui est de 40 thalers au moins (133,20) et 1000 marcks au plus (1250 fr.). Cette part n'est pas une action, c'est la somme d'épargne que le souscripteur s'engage à amasser, et qui pourra être formée par petits versements mensuels de 1 thaler. Les droits d'entrée et les souscriptions constituent un fonds social de garantie, qui s'accroît chaque année par un prélèvement sur les bénéfices.

Les dépôts d'épargne que chacun déposera dans la caisse de la société, seront reçus avec mesure et le plus souvent ne seront exigibles qu'à terme, car l'exigibilité à vue pourrait mettre la caisse en péril. Raiffeisen offrait également aux paysans de recevoir leurs épargnes. Mais il ne les poussait pas à épargner, c'est-à-dire à mettre de côté une certaine somme d'argent lentement amassée. Pour lui, mieux valait employer de suite l'argent économisé, à acquérir de nouveaux instruments de travail, à augmenter son bétail, à agrandir son bien. Schulze-Delitzsch au contraire, dans l'œuvre du crédit populaire ne connaît que l'épargne. Aussi sa banque est-elle autant une

caisse d'épargne qu'une caisse de prêts ? Chaque système répondant à des besoins différents avait sa raison d'être. Comme disait M. Benoit Lévy dans une étude comparée des deux doctrines : « Si l'on forçait le paysan à économiser de la même façon que l'ouvrier ou l'employé, on lui rendrait un mauvais service ; pour le paysan, épargner, c'est se trouver possesseur au bout de l'année d'un outil plus perfectionné, d'une étable mieux garnie, d'une terre plus fertile ».

Schulze-Delitzsch pousse donc à l'épargne. C'est autant de moins à emprunter au banquier et puis le capital de garantie s'en trouve augmenté !

Mais pour ne pas donner d'une part ce que l'on reçoit de l'autre, l'intérêt servi aux déposants sera un peu inférieur à l'intérêt demandé à ceux qui empruntent.

La Société est administrée par un comité-gérant élu parmi les associés par l'assemblée générale des sociétaires.

Le comité est élu pour 3 ans et comprend un président, un caissier, un contrôleur rétribués et neuf assessseurs irresponsables des appréciations erronées de solvabilité. En principe la caisse ne fait d'avance qu'à ses membres, mais ce principe bien souvent a fléchi. Le sociétaire qui désire du crédit adresse une demande écrite au comité qui se renseigne et peut accorder jusqu'à concurrence de l'avoir de la caisse et souvent

même au double. Le comité pourrait avancer plus encore, à condition que le prêt soit garanti par deux associés se portant caution spéciale. Les demandes de crédit sont examinées par rang d'inscription. Il y a un maximum et un minimum de crédit fixé par les statuts. Ordinairement les prêts sont consentis pour trois mois, sauf renouvellement ; exceptionnellement ils peuvent l'être pour six, neuf et douze mois au plus, dans le cas où le comité le juge bon. Il y a loin de ces délais relativement courts, aux délais de cinq ans et plus accordés par les caisses Raiffeisen. Le sociétaire qui cessera d'offrir des conditions suffisantes de solvabilité, qui sera en retard de remboursement, ou qui aura fait mettre ses cautions en cause, s'exposera à se voir refuser, sauf appel à l'assemblée, un nouveau crédit. Mais jamais le comité n'exigera le remboursement avant terme, comme nous avons vu que pouvait le faire la caisse rurale. L'intérêt perçu par la banque est au minimum de 5 p. 0/0 l'an. Le plus souvent il varie entre 7 et 10 p. 0/0 à cause des frais et des commissions. Nous ne trouvons pas dans les statistiques qu'il s'élève jamais jusqu'à 15 p. 0/0 comme l'a prétendu le champion de la cause Raiffeisen. « Schulze-Delitzsch, dit M. Durand, n'a vu dans l'œuvre du crédit populaire que le côté mesquin de l'argent. Il ne comprend que la poursuite du bénéfice. Plus ses banques populaires distribueront de beaux dividendes, plus le peuple s'attachera à son œuvre.

Aussi Schulze fait-il au besoin de l'usure.» Sans doute, les banques fondées par Schulze ne donnent pas le crédit à bon marché. Mais le taux élevé qu'elles perçoivent, est en réalité moins « exorbitant » pour l'emprunteur, que ne le dit M. Durand, parce qu'à la fin de chaque année, les bénéfices sont partagés entre les sociétaires sous forme de dividende. Il est bien vrai que les bénéfices qui sont faits des intérêts perçus par la société, servent à appointer les administrateurs, à augmenter la réserve et sont distribués indistinctement, aussi bien à ceux qui ont emprunté qu'à ceux qui n'ont pas emprunté. Mais le dividende qui revient au sociétaire qui a emprunté, diminue d'autant la somme qu'il a dû payer comme intérêt. Tout serait pour le mieux si les bénéfices n'étaient répartis qu'entre ceux qui ont emprunté à la société et au prorata de l'intérêt qu'ils ont payé.

Les avances sont délivrées à l'emprunteur contre remise d'effets. Ces effets sont des billets souscrits par l'emprunteur à l'ordre de la société ou des billets à l'ordre de l'emprunteur et qu'il fait escompter par la société. Comme la société a un besoin constant de capitaux pour faire face aux demandes de ses membres elle ne peut garder en portefeuille ces effets dont l'échéance est quelquefois assez éloignée. Que fait-elle ? Elle les fait elle même escompter ou réescompter par une banque qui n'est nullement, comme certains l'ont cru, une banque centrale créée *ad hoc*

et subventionnée par l'Etat, mais une simple banque locale sans attache avec le gouvernement et fonctionnant sous sa propre responsabilité. L'erreur commise par quelques écrivains vient de ce qu'ils ont pris pour une banque centrale de crédit populaire la société privée Sœrgel-Parisius et Cie à Berlin avec laquelle beaucoup de banques populaires sont en compte courant. « Pour vos emprunts, dit Schulze aux artisans, pour escompter votre papier, vous vous adresserez à un banquier quelconque qui vous traitera comme le premier industriel venu, un banquier qui juge ses clients sans aucune vue de charité ni de politique, mais qui s'applique tout simplement à ne pas perdre, en s'assurant que le client emprunteur est assez habile, capable, bien ordonné et garanti pour rembourser régulièrement aux échéances ».

« C'est ce banquier qui vous déclarera *bons pour le crédit* et qui, à chaque opération avec vous, vérifiera votre situation, vos actes et prononcera que vous restez *bons pour le crédit*. On sait d'ailleurs, que l'argent à prêter ne manque pas d'ordinaire chez les banquiers locaux, qui n'ont guère besoin que de bons emprunteurs .»

« Loin de vous qui prétendrait vous procurer un crédit facile, plus facile qu'aux autres producteurs, cet homme vous ferait un présent funeste.... Non, pas de prêteur complaisant ! Pas de prêt qui aurait l'air d'un don et qui semblerait n'engager l'emprun-

teur qu'à une certaine reconnaissance... Le crédit facile, c'est le plus souvent pour le producteur une cause de ruine et surtout pour le petit producteur qui n'a pas encore les habitudes de calcul, d'ordre, de prévoyance et qui a vécu au jour le jour, sans trop se rendre compte de ses opérations, du net de ses revenus, du coût exact de sa production... Ce qu'il faut c'est vous rendre le crédit possible, à l'égal de tout bon industriel. Et cela se fera par le banquier qui ne puise pas dans un fonds de dépôts publics ou de charité, mais qui prête au risque de sa fortune et de son honneur ; ce sera le banquier qui fera mieux que vous procurer de l'argent, car il vous aidera à monter de la classe des travailleurs sans crédit à la classe des travailleurs créditaes ; ainsi vous monterez d'un degré dans l'ordre économique des producteurs et pour toujours peut-être ».

« Sans doute, il est plus long d'arriver ainsi, par vous-mêmes, par votre union mutuelle, qu'en s'adressant à des caisses d'État ou à des notables généreux, disposés à répandre l'argent, à faire des largesses. Oui certes, *il est plus lent de faire pousser le crédit d'en bas que de le faire tomber d'en haut*. Et il est moins séduisant de venir dire aux petits producteurs : Par votre vie bien réglée, par la bonne direction que vous vous imposez à vous-mêmes, vous parviendrez au crédit et ce crédit vous ne le recevrez pas d'autrui comme une sorte de don gracieux, pres-

que d'aumône ; c'est en réalité vous-mêmes qui l'aurez créé, c'est vous-mêmes qui vous élèverez. Le résultat pourra être plus lent à se produire, mais il sera plus sûr. Le bienfait sera profond et durable ».

Après ce brillant tableau peint par la main du maître, nous ne saurions rien ajouter, de peur de ternir le rayonnement et l'éclat d'une œuvre philanthropique si grande que le roi Guillaume jaloux de la popularité de son humble sujet, s'écriait un jour : « Nous verrons bien qui l'emportera de M. Schulze ou de moi ». Le peuple n'a-t-il pas répondu. A Delitzsch et, non loin de la statue du roi, sur l'une des places de Berlin, s'élève la statue du pauvre juge de district qui avait tout sacrifié au bien de ses concitoyens.

§ 3. — Du principe de la solidarité.

La base sur laquelle reposent les institutions de crédit populaire fondées par Raiffeisen et par Schulze-Delitzsch, nous l'avons vu, c'est la solidarité illimitée de tous les membres de la caisse. Cette conception hardie de la garantie solidaire, a fait le succès des banques populaires allemandes. Sans elle le crédit populaire serait mort-né, comme il l'a été partout où le principe de la responsabilité active n'a pas été admis. Schulze l'avait bien compris : « Ce principe, disait-il à ses concitoyens, obligera chacun à contrôler ses associés et à se surveiller lui-même. Pour le moment, la res-

pensabilité entière fera seule votre valeur solvable, créditable ». Puis il ajoutait avec une intuition économique que l'avenir a pleinement ratifiée: « Plus tard, quand votre éducation sera faite et quand les prêteurs connaîtront votre valeur solvable, alors vous pourrez limiter la responsabilité de chacun ! ». Schulze avait raison, le principe de la solidarité entière transforma les mœurs des classes inférieures, répandit dans le peuple des villes et des campagnes les habitudes d'ordre, de régularité, d'économie qui devaient assurer la transition à la responsabilité limitée. Cette transition ainsi ménagée par une éducation sévère mais intelligente s'opéra aussi facilement que l'avait prévu Schulze et sans que le peuple se relâchât de ses habitudes de prévoyance et de ponctualité. Dès 1881, Schulze permit la fondation d'une caisse à solidarité limitée. Cette caisse prospéra si bien que la loi du 1^{er} mai 1889 consacrant l'expérience de Schulze et l'appliquant à toutes les unions mutuelles allemandes auxquelles la responsabilité illimitée avait été imposée par la loi du 4 juillet 1868, admit trois sortes de solidarité : limitée, illimitée, mixte. Cette loi soumet également toute union mutuelle à un contrôle exercé tous les deux ans par des experts pris en dehors de l'union et qui peuvent être choisis par elle. Enfin elle interdit de faire des prêts à des personnes autres que les membres de l'union.

La loi de 1889 n'est pas assez ancienne pour que nous puissions en apprécier sainement les résultats. Cependant le système de la responsabilité mixte, c'est-à-dire illimitée seulement quant aux versements à faire pour compléter la part de sociétaire, ne paraît pas devoir donner de bons résultats ! Le système de la responsabilité limitée peut donner d'excellents résultats à condition toutefois qu'il s'adresse à des associés dont l'éducation économique soit suffisamment avancée.

§ 4. — Critique des caisses Raiffeisen et Schulze-Delitzsch.

La perfection n'est pas de ce monde. Aussi la critique eût-elle en tout temps une tâche abondante ! Mais s'il est aisé souvent de rechercher les imperfections humaines, et si l'on ne craint pas de les exposer en plein jour au sourire triomphant des incrédules et des sceptiques, il est des hommes et des choses qu'on voudrait ne juger qu'à voix basse et dans l'ombre, tant on y éprouve de chagrin et de douloureux étonnement.

Raiffeisen et Schultze-Delitzsch sont morts laissant des noms bénis de l'humanité et des œuvres considérables. Animés des mêmes sentiments philanthropiques, poursuivant le même but avec la même ardeur, pourquoi ces grands bienfaiteurs se sont-ils haïs et combattus, eux qui disaient aux petits dont ils

étaient la providence : « Aimez-vous et aidez-vous les uns les autres ». Est-ce qu'il ne devrait pas exister entre ceux qui consacrent leur vie au bien public la même communion dans les efforts que dans les idées et comme le dit M. Durand « une sorte de confraternité qui ferait que chacun applaudirait sans jalousie aux succès de ses rivaux ». Le bien n'en serait que plus facile à faire. Raiffeisen et Schulze-Delitzsch ne l'ont pas compris et ces deux hommes de bien, aux idées larges et généreuses, dont on aurait aimé à voir les deux statues sur le même piédestal, se livrèrent la lutte la plus mesquine, la plus déloyale, la plus indigne d'eux et de leur œuvre. Les champions de la lutte ne sont plus et cependant la lutte continue. Les écoles qu'ils ont formées ne rendent pas les armes et chacune cherche à avilir l'autre par les critiques les plus injustes. Ces critiques ont eu par le monde un écho regrettable et il importe d'y répondre pour en montrer l'inanité et en arrêter la propagation.

On a dit de la caisse Raiffeisen, qu'elle était au profit des gouvernements et des classes riches un instrument de domination; que cette influence de l'Etat et de la classe capitaliste sur les paysans était d'autant plus irritante que la caisse incapable de se soutenir par elle-même, avait chaque jour plus besoin des subventions publiques et des largesses privées. « D'ailleurs, ajoute-t-on, la clause de congé à court délai qui permet à la caisse, en réclamant dans le

mois du préavis le remboursement de ses avances, de frapper l'emprunteur endormi sur la foi d'un long contrat, n'a pas d'autre but que de faire sentir à ces petits emprunteurs, qu'au moindre écart dans leur attitude sociale ou politique, on est armé pour les rappeler à l'ordre ». Ce reproche est une calomnie qu'aurait évité de reproduire M. de Malarce dans sa déposition devant la chambre des députés, s'il s'était informé aux sources mêmes. Les documents que fournit l'office du travail au ministère du commerce, et les renseignements que nous avons trouvés avec le meilleur accueil à Berlin et dans tous les centres où fonctionne une caisse rurale, sont concluants. La caisse Raiffeisen n'est soutenue ni par des subventions, ni par des dons généreux. Et c'est évident à priori. Que pour faciliter dans sa commune la création d'une caisse, quelque grand seigneur ait fait une donation importante, c'est une action généreuse. Que chaque année, ce grand seigneur comble les déficits de la caisse, pour garder son prestige et son influence, c'est une action stupide. Et l'on croit que les 1500 caisses rurales qui fonctionnent en Allemagne font combler leurs déficits par autant de fous ambitieux ! Quant à la subvention officielle dont parle M. de Malarce, elle a été exactement en l'année 1894 de 5000 marks soit 6200 fr. pour 1250 associations ! Cette somme fut destinée à soutenir les débuts des caisses les plus pauvres.

On a dit aussi : la caisse rurale fait l'aumône et les paysans l'ont si bien compris qu'ils ne se gênent pas pour ne pas rembourser la caisse. « Ouvrez un guichet de prêts dans des conditions où les emprunteurs, se voyant en face d'une caisse publique ou philanthropique, ne se considèrent pas comme très sérieusement obligés au remboursement et vous aurez un afflux énorme d'emprunteurs ». Ainsi s'exprime M. de Malarce qui bien évidemment n'est pas partisan de Raiffeisen car il se fait trop complaisamment l'écho de ses détracteurs. Mais les caisses Raiffeisen sont au-dessus de ces attaques déloyales. Leur prospérité incontestable leur a valu depuis 50 ans assez d'admiration et d'éloges.

Enfin on a dit aussi que la caisse Raiffeisen ne poussait pas le paysan à l'épargne. Nous avons répondu déjà à ce reproche qui n'est pas moins injuste que les précédents.

Ainsi s'écroule cette théorie échafaudée par Schulze et son école qui fait de la caisse Raiffeisen une œuvre de bienfaisance et un *instrumentum regni*. Voilà réduites à néant les accusations les plus injustes que puisse enfanter l'envie.

Autrement bien fondés sont les reproches que l'école de Raiffeisen adresse à la caisse Schulze. Celle-ci ne cherche pas à faire une bonne œuvre ; l'intérêt étant son seul mobile, elle veut avant tout faire des affaires et les faire aussi fructueuses que possible.

Alors les dividendes seront magnifiques. Mais avec une pareille doctrine, que devait-il arriver ? Qu'est-il arrivé ? C'est que les titres des banques Schulze-De-litzsch étant négociables, transmissibles, furent l'objet de spéculations effrénées. Il n'en pouvait être autrement ! La plupart de ces sociétés distribuent un dividende supérieur à 6 0/0. Il y en a un très grand nombre qui servent 9 0/0. D'après des chiffres produits à la Chambre des députés, il paraît que 28 servent 10 0/0, et que plusieurs servent 15, 16, 18, 20 et jusqu'à 30 et 35 0/0. Avec de tels dividendes comment des titres négociables ne seraient-ils pas exposés aux spéculations des joueurs !

De plus, les administrateurs directement intéressés aux affaires par un tantième sur les bénéfices, lancèrent souvent la caisse dans des opérations malheureuses qui entraînèrent la faillite ou la liquidation. D'après des chiffres que nous empruntons à M. Durand, il y aurait eu de 1875 à 1886, 36 faillites et 174 liquidations.

Un autre reproche à faire à Schulze, c'est que son crédit est très onéreux pour les emprunteurs et par là en contradiction avec les sentiments de philanthropie dont il prétend s'inspirer. En somme, son œuvre vaut mieux comme instrument d'épargne que comme instrument de crédit.

Nous en avons terminé avec l'étude du crédit populaire en Allemagne. Nous avons vu comment fonc-

tionnaient les institutions de crédit créées par Schulze et par Raiffaisen et nous en avons montré les principales différences. Pourquoi faudrait-il maintenant prendre parti pour telle ou telle école ? Aussi bien ne s'agit-il pas d'acclimater en France l'un ou l'autre des deux systèmes dans son intégrité absolue. Chacun d'eux offre des avantages incontestables, qu'attestent suffisamment les statistiques même les moins favorables. Chacun aussi a ses imperfections. Quelle œuvre humaine n'a point les siennes ! Nos pouvoirs publics sauront se pénétrer de la grandeur de ces institutions, des qualités maîtresses de leur mécanisme. Et si les autres nations nous ont devancés, du moins leur expérience nous servira-t-elle à éviter les hésitations des débuts et à adopter le système le mieux conçu, le plus conforme à nos mœurs et à nos lois ! Puissions-nous dire un jour, suivant l'expression d'un écrivain : nous sommes partis les derniers, mais pourtant nous sommes arrivés.

**Bilan des sociétés de crédit populaire en Allemagne
au 1^{er} septembre 1894.**

Nombre total des sociétés : 5489 (4794)	{	à responsabilité illimitée d'après la loi du 1 ^{er} mai 1889. . . .	5051 (4406) (1)
		à responsabilité limitée	293 (241)
		à responsabilité mixte.	23 (22)
		sociétés non enregistrées	122 (122)

(1) Les chiffres entre parenthèses correspondent à la statistique de 1893.

Fédération Schulze-Delitzsch.	32 fédérations, 1451 sociétés.
Fédération des sociétés agricoles de l'empire allemand.	21 sous-fédérat. 1960 sociétés.
Fédération des caisses Raiffeisen.	— 1232 sociétés.
Fédération des sociétés de crédit agricole du Wurtemberg.	— 614 sociétés.

CHAPITRE IV

CRÉDIT POPULAIRE EN ITALIE.

Après l'Allemagne, c'est en Italie que le crédit populaire est le plus florissant. Il s'y est développé depuis quinze ans avec une rapidité et une facilité surprenantes. Bientôt, il y aura autant d'institutions de crédit populaire en Italie, qu'il y en a en Allemagne. Ces institutions fonctionnent dans les centres ouvriers et dans les campagnes d'après les principes de Raiffeisen et de Schulze-Delitzsch auxquels les mœurs et les lois ont fait apporter quelques tempéraments nécessaires.

§ 1. — Caisse rurale italienne (Wollemborg).

Grand admirateur de Raiffeisen et, comme lui, esprit généreux, philanthrope ardent, le docteur Léon Wollemborg de Padoue entreprit en 1883 de fonder une caisse rurale à Loreggia, « pour venir en aide aux petits cultivateurs, locataires ou propriétaires d'un maigre lopin de terre, altérés de crédit et

rongés par l'usure ». Son épreuve fut heureuse et le succès couronna sa persévérance et son dévouement.

« Ces caisses ont apporté dans les campagnes un soulagement et un bien-être que l'on ne saurait s'imaginer. Plus qu'en aucun autre pays surtout depuis les dernières crises financières, l'usure sévit dans les campagnes avec une intensité effrayante ; par la force même des choses, le paysan est livré aux griffes du « banquier de village ». S'il essaye de lui échapper en s'adressant à une banque on lui réclame actuellement des garanties. Le prêt hypothécaire est impraticable, à cause des formalités et des frais qu'il entraîne, lorsqu'il s'agit d'emprunts qui s'élèvent rarement à 500 francs. A défaut de garantie réelle, on exige que notre paysan soit couvert par une caution : c'est ici que réapparaît l'usurier déguisé en caution, exerçant « ce métier nouveau » moyennant un salaire rémunérateur exorbitant. L'initiative personnelle étant impuissante à rompre ce cercle d'enfer, les caisses rurales sont créées pour y suppléer par l'action collective ». Ainsi s'exprimait le docteur Wollemborg à notre congrès français de Menton dans un exposé magistral des banques rurales italiennes.

Ces caisses rurales sont calquées sur leurs aînées, *absence de capital initial, absence de dividendes, solidarité illimitée des associés, limitation des opérations à la commune, ou, si elle est trop étendue, à la paroisse ou même au hameau*. Voilà leurs traits communs ca-

ractéristiques. « Constituées sans capital, elles obtiennent le crédit par leur solide et sage constitution, dont les lois cardinales sont la solidarité ou responsabilité illimitée des membres, l'assidu et clairvoyant contrôle des mêmes intéressés, la limitation territoriale » (Paroles de M. Contini, avocat à Milan, au congrès de Lyon). Le système Wollemborg ne diffère du système Raiffeisen que par des points de détail. Ainsi nous avons vu dans l'étude de la caisse rurale allemande, qu'il n'existait pas de papier agricole, la banque prêtant d'une main et empruntant de l'autre. Au contraire la caisse italienne sert d'intermédiaire entre les banques ou les capitalistes d'une part et les cultivateurs d'autre part. L'argent qu'elle emprunte aux uns, elle le prête aux autres, contre des billets à ordre qu'elle fait escompter ou réescompter. Ces billets sont à trois mois même lorsque les prêts sont consentis pour un temps plus long, dans ce dernier cas ils sont renouvelables. En général les caisses s'interdisent les prêts à échéance plus longue que deux ans.

Autre différence : en Allemagne, l'emprunteur même le plus solvable, doit toujours fournir une caution. En Italie, au moins pour les prêts à court terme, la signature de l'emprunteur suffit.

Comme les caisses Raiffeisen, les caisses Wollemborg acceptent les dépôts d'épargne des associés ou des personnes étrangères à la société. Les dépôts et les capitaux qu'elles empruntent aux capitalistes, aux

banques importantes, et même aux caisses d'épargne (car celles-ci sont libres d'employer leurs fonds au mieux de leurs intérêts) forment le fonds de roulement. La caisse sert aux déposants un intérêt de 3 à 4 1/2 0/0 et n'emprunte qu'au taux de 4 à 5 1/2 0/0. Tandis qu'elle prête à ses membres à 6 0/0. La différence, prélèvement fait des frais généraux, constitue un patrimoine commun, qui n'est jamais distribué sous forme de dividende et qui sert à parer aux éventualités. C'est grâce à leurs réserves que les caisses rurales italiennes ont pu, sans en souffrir, traverser les dernières crises financières qui ont englouti tant de sociétés plus puissantes !

Terminons en disant que la banque du système Wollemborg peut aussi fonctionner dans les villes. Dans ces dernières années M. Contini, le bras droit du docteur Wollemborg, a fondé avec le plus grand succès des caisses urbaines de crédit mutuel (1). La commune est alors remplacée par la corporation, par la spécialisation professionnelle. Mais il est certain que le mécanisme demande alors des soins plus minutieux, parce qu'il est très difficile de connaître dans une ville, la solvabilité exacte de chacun et de contrôler l'emploi qu'il fait des deniers empruntés. Dans les

(1) Conférence de M. Contini au Congrès de Lyon, sur « le fonctionnement des caisses Raiffeisen-Wollemborg comme instrument de crédit urbain ».

campagnes au contraire ; « tout le monde connaît la situation de tout le monde ».

§ 2. — Caisse urbaine (Luzzatti), 1864.

Le fondateur des caisses urbaines est M. Luigi Luzzatti, ancien ministre du trésor d'Italie. Cet éminent homme d'État, aujourd'hui président de la Fédération des banques populaires italiennes fonda sa première caisse en 1864 à Lody. Les débuts furent modestes, mais les succès ne se firent pas attendre, parce que le crédit populaire répondait à un besoin réel des populations ouvrières et des petits producteurs. L'usure la plus éhontée et la plus formidable saignait aux quatre membres les classes laborieuses. « L'ouvrier le plus honnête ne trouvait de l'argent qu'à 50, 60 et jusqu'à 100 0/0 », déclare M. Luzzatti. La création d'une banque populaire sauvait le travail du mal qui le rongait ; aussi de toutes parts vit-on s'élever des institutions de crédit mutuel qui prospérèrent avec une rapidité merveilleuse ! En veut-on pour exemple la banque populaire de Milan ? Cette banque fondée en 1866 par M. le commandeur Luzzatti débuta avec le capital modeste de 700 francs divisé en actions de 50 francs. Aujourd'hui son capital social s'élève à 12,816,750 francs et elle comptait au 31 décembre 1894, 170,890 associés.

Elle peut être considérée comme la plus puissante

banque coopérative de l'Europe. La banque populaire italienne est une société anonyme à capital variable. Quoique son but soit surtout de venir en aide aux travailleurs des villes, elle procure cependant le crédit à l'agriculture. Et même, grâce à un système mixte des plus heureux, elle alterne les opérations de crédit urbain avec celles de crédit agricole, répandant dans les campagnes l'excédent d'épargne accumulée dans les villes. Pour être membre de la société, il faut souscrire une ou plusieurs actions, variant, suivant les statuts, entre 50 et 100 livres. Les actionnaires soldent leurs actions par versements mensuels de 5 francs par chaque action souscrite. Quand les titres sont entièrement libérés, les actionnaires échappent à tout recours de la société ou des créanciers sociaux. La responsabilité d'un sociétaire est donc limitée à sa part sociale.

A cette différence près dans l'étendue de la responsabilité des associés, la banque Luzzatti est calquée sur la banque Schulze-Delitzsch.

La banque populaire est administrée par un comité qui est en principe appointé sur les bénéfices de l'année financière. Cependant le dévouement du commandeur Luzzatti et son infatigable activité ont suscité des exemples dans les rangs les plus élevés de la société italienne.

« Les banques populaires d'Italie, dit M. Luzzatti, sont administrées d'enthousiasme et presque toujours

gratuitement. Des sénateurs, des députés, des magistrats, des maires de villes importantes, se font gloire d'occuper des fonctions parfois modestes dans l'administration de ces sociétés ». Administrateurs et sociétaires touchent un intérêt fixe de 6 0/0 du montant de leurs parts sociales.

Dans la plupart des banques, les dividendes ne sont pas limités. Il en est ainsi dans la banque populaire de Milan, c'est ce qui explique que la réserve ne soit pas dans cette société si puissante, supérieure au capital social. Avec son grand sens pratique, M. Luzzati avait proposé sans succès d'ailleurs, que les dividendes fussent limités par une clause des statuts. A l'heure actuelle, l'idée de l'éminent ministre a triomphé et dans toutes les banques de création récente, les statuts ont limité les dividendes ; de sorte que le surplus des bénéfices constitue une réserve qui s'accroît sans cesse et dont l'intérêt à lui seul suffit à rémunérer le capital actions. Quand, par la suite des années, cette réserve devient trop considérable, l'excédent est affecté aux termes de l'art. 27 des statuts à des œuvres d'utilité générale, quelquefois même les administrateurs de la caisse se donnent comme de grands seigneurs, le luxe de la bienfaisance. C'est ainsi qu'en clôturant l'exercice 1894, la caisse de Milan a réparti 10.000 livres entre les institutions philanthropiques, les sociétés de protection et d'assistance pour l'enfance abandonnée ou malade,

les congrégations de charité, les asiles de nuit, les écoles professionnelles.

La caisse Luzzatti joue aussi le rôle de caisse d'épargne. Les déposants, sociétaires ou personnes étrangères à la société, bénéficient d'un revenu rémunérateur qui dépasse 3 1/2 0/0. Généralement les prêts ne sont faits par la banque que pour une durée de trois mois, mais l'emprunteur qui offre des garanties sérieuses de solvabilité, obtient avec la plus grande facilité des prolongations qui peuvent aller jusqu'à une et même quelquefois deux années. Le taux moyen du prêt est 6 p. 0/0. Ce chiffre qui peut nous paraître quelque peu élevé, ne soulève chez nos voisins aucune réclamation. C'est que le prix de l'argent est plus élevé en Italie qu'en France. Et puis le sociétaire qui pour une somme de 100 liras est obligé d'en rendre 106, retrouve dans le dividende qui lui est alloué une partie de ce qu'il a dû payer pour emprunter. Tout compte fait, pour 100 liras il a payé entre 4 liras et 5 liras 1/2 d'intérêt. Quel prix aurait-il payé à l'usurier ? Peut-être 100 p. 0/0 ! « Il arrivait souvent, dit M. Luzzatti, dans les débuts, que les sociétaires emprunteurs habitués jusqu'alors aux exigences monstrueuses de l'usure, n'ayant plus à payer pour un emprunt de 100 liras qu'une lire et cinquante centimes par trimestre, c'est-à-dire 6 liras par an se rendaient chez le comptable pour le prier de vérifier ses comptes, croyant qu'il s'était trompé à son détriment. »

Les petites caisses locales du système Luzzatti, se groupent comme les caisses de crédit allemandes, autour d'une caisse centrale. Mais cette caisse centrale n'est pas autre chose qu'une caisse locale plus puissante que les autres. C'est donc à tort qu'on a voulu voir en elle un organe public, fonctionnant sous la garantie et le contrôle de l'Etat. Ainsi, les banques populaires de Milan et de Bologne, pour jouer le rôle de caisses régionales, n'en sont pas moins des caisses locales fonctionnant absolument d'après les mêmes principes que la plus pauvre et la plus ignorée de toutes. Le rôle de ces banques populaires régionales est considérable. Elles sont le réservoir commun où les banques locales les plus fortunées déversent le trop plein de leurs caisses et où les plus modestes viennent puiser les capitaux qui leur font défaut. Ainsi, chaque banque depuis la plus riche, la banque de Milan, jusqu'à la plus pauvre, celle de Joldo composée de 100 montagnards perdus à 1000 mètres de hauteur, est intéressée à la prospérité des autres, car la plus riche fait fructifier ses réserves au lieu de les immobiliser et la plus pauvre trouve à bon compte un crédit sûr et facile. Ajoutons que la banque régionale ne se contente pas de recevoir les fonds d'épargne des banques locales ou de leur ouvrir des crédits. Elle réescompte aussi leur papier. Voilà ce que peut l'initiative individuelle sous une législation sage et libérale ! Voilà ce que l'on doit attendre de l'émancipation de nos cais-

ses d'épargne si jamais nos politiciens, sortant de leur routine incurable, sont assez hardis pour les soustraire à la tutelle de l'État. Aujourd'hui la caisse d'épargne de Milan et les banques populaires disposent d'un capital de plus de 1300 millions incessamment renouvelés, toujours offerts à l'activité nationale. De quel capital ne disposerait pas la France, elle qui du monde entier est la nation la plus prévoyante et la plus apte à l'épargne !

Pendant l'année 1894, 24 banques populaires ou sociétés de crédit à responsabilité limitée ont été créées.

Situation générale de la banque populaire de Milan
au 24 février 1895.

Nombre des sociétaires.	17.724	(17606) (1)
Capital social. {	Actions.	8.544.550 francs
	Réserve.	4.272.250 »
Caisse.		1.331,741 fr. 85
Dépôts		70.791.542 »
Nombre des prêts 504 représentant		930.235 francs

(1) Les chiffres entre parenthèses correspondent à l'année précédente.

CHAPITRE V

CRÉDIT POPULAIRE EN SUISSE.

Les banques populaires suisses affectent deux formes différentes : 1° l'association coopérative comprenant des parts nominatives et intransmissibles ; 2° la société par actions se composant d'actions nominatives et au porteur, transmissibles. Nous ne retiendrons que la première de ces institutions, qui seule rentre dans le cadre de notre ouvrage. Les sociétés par actions excluent toute idée de coopération ou de mutualité. Sans doute elles font des opérations de crédit populaire, mais elles les font à la manière des banques d'Écosse, parce qu'il y a de l'argent à gagner et nullement pour venir en aide aux classes laborieuses. Au contraire dans l'association coopérative, les actions sont distribuées entre les sociétaires et sont intransmissibles, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent passer en des mains étrangères. Le conseil d'administration recueille les actions des membres qui se retirent ou meurent et ne peut les distribuer qu'à des associés.

On compte actuellement en Suisse 10 banques populaires dont les sièges sociaux sont Berne, Saïgne-

légier, Zurich, Fribourg, Bâle, Saint-Gall, Wetsikon, Tramelan, Porrentruy, Uster.

Ces dix banques fonctionnent d'après le système allemand de Schulze-Delitzsch, mais la responsabilité des membres y est limitée à un multiple, généralement le quintuple, des sommes par eux versées dans la caisse de la banque. Toutes ces banques se groupent autour de la banque populaire de Berne qui fonctionne comme banque centrale et dont elles sont à proprement parler les succursales.

Le but de l'association est de procurer à bon marché aux classes moyennes, les capitaux qui leur sont nécessaires pour leurs opérations, et de transformer peu à peu en petits capitalistes les gens sans fortune, en leur offrant la faculté de placer avantageusement leurs économies.

Comme dans la société Schulze, pour être membre de la banque populaire il faut souscrire une part sociale qui, primitivement fixée à 100 francs, s'est élevée d'abord à 500 francs puis à 1000 francs en 1877. Chaque sociétaire n'a droit qu'à une part dont il peut effectuer le versement par acomptes mensuels de 1 franc. L'égalité des droits est absolue pour tous les sociétaires. M. Arnoux dans une conférence fort intéressante sur les banques populaires suisses nous en donne la raison : « Si l'on permettait aux gens avisés de prendre plusieurs parts, il y aurait bientôt deux sortes de sociétaires. Les personnes fortunées de-

viendraient majorité ; elles ne manqueraient pas de s'assurer une influence proportionnelle au chiffre du capital qu'elles auraient versé et l'association deviendrait simplement une société par actions. Le capital arriverait tôt ou tard à détruire l'égalité des membres entre eux ».

Les opérations de la banque sont surveillées par une commission de 9 membres et par trois réviseurs élus par l'assemblée générale. Chaque banque tient son assemblée générale dans laquelle chacun n'a qu'une voix. Les assemblées générales des 9 banques d'arrondissement désignent les délégués qui nommeront le conseil d'administration et les censeurs de la banque centrale de Berne.

La Schweizerische Volksbank figure parmi les plus importantes et les plus florissantes de l'Europe, c'est assez dire que le système de Schulze-Delitzsch n'est pas incompatible avec le principe de la responsabilité limitée. Sans doute, la responsabilité illimitée offre plus de garantie aux créanciers de l'association, mais lorsque le capital social est important, les créanciers ont un gage suffisant. Aussi est-ce pour constituer un capital social de quelque importance, que la Schweizerische Volksbank exige des versements initiaux plus forts que n'en exige la banque populaire de Schulze. Le principe de la responsabilité limitée adaptée au système de Schulze fonctionne depuis 1866 et produit les résultats les plus satisfaisants. Sans aucun

doute, le législateur autrichien en 1873 et le législateur allemand en 1889 s'en sont inspirés, car ils ont admis dès lors trois sortes de responsabilité : limitée, illimitée, mixte.

Il nous paraît intéressant de reproduire un tableau dressé par les soins de la banque populaire suisse et sur lequel figurent les sociétaires répartis d'après la profession et le sexe.

	Masculin	Féminin
1. Agriculteurs, forestiers et jardiniers. . .	554	40
2. Aides et ouvriers dans les exploitations agricoles, forestières et horticoles. . . .	33	29
3. Fabricants, ingénieurs, architectes et entrepreneurs.	594	9
4. Artisans travaillant pour leur propre compte.	1358	172
5. Ouvriers travaillant pour des fabriques ou pour des patrons.	294	93
6. Négociants	1174	84
7. Commis et autres employés de commerce.	608	47
8. Voituriers, aubergistes, cafetiers et aides.	289	88
9. Facteurs, employés des chemins de fer, des postes et des télégraphes.	327	31
10. Médecins, pharmaciens, instituteurs, artistes, hommes de lettres, employés de l'Etat, de l'Eglise et des communes, avocats et notaires	1408	125
11. Rentiers et autres personnes n'exerçant pas de profession	315	2724
12. Sociétés d'utilité publique et sociétés anonymes.	22	
	22-6,951	3442

Bilan de la Banque centrale de crédit populaire de Suisse
au 25 mars 1895 (1).

Nombre des sociétaires. 40.345 (9.677)

Capital social 9.233.221 fr. 15 (8.665.730 fr. 58)

Virements	1 ^o Caisse	entrée	265.160.493,41.
		sortie	264.893.137,94.
		solde	961.555,26.
	2 ^o Dépôts	versements	70.075.928,70.
		retraits	70.148.488,92.
		solde	418.862,71.
	3 ^o Escomptes	entrée	103.423 effets soit :
			100.697.476,91.
		sortie	102.036 effets soit :
			98.828.522,80.
		produit	561.802,72.
		portefeuille fin 1894, 17.958 effets	
		soit :	42.616.720,93.

Bénéfices nets : { 119.243 fr. 50 effectués à la réserve.
548.391 { 429.147 fr. 50 distribués comme dividende.

Mouvement total des écritures. 1.972.395.729 (1.805.584.122)

4975 prêts représentant 3.939.352 fr. 30 ont été faits sur billets à 3 mois.

La proportion entre le capital et les dépôts est de 24-25 0/0. Et le dividende a été fixé à 5 0/0. L'assemblée générale vient de décider que ce chiffre ne serait jamais dépassé quel que soit le mouvement des affaires.

(1) Les chiffres entre parenthèses correspondent à l'année précédente.

CHAPITRE VI

CRÉDIT POPULAIRE EN BELGIQUE.

C'est en 1864 que M. d'Andrimont, député de Verviers, fonda la première banque de Schulze en Belgique. « Liège, ville de 130,000 âmes, centre d'industries nombreuses et variées était un terrain bien préparé, dit M. d'Andrimont, pour recevoir la semence coopérative ; elle y fut jetée avec soin par quelques hommes convaincus qu'elle y germerait et donnerait une abondante récolte ».

M. d'Andrimont était de ces hommes décidés qui ne se laissent pas décourager par les débuts toujours ingrats des grandes conceptions. Sa foi ardente dans l'œuvre du crédit populaire, le fit triompher du scepticisme des uns et de l'insouciance des autres. Comme Schulze-Delitzsch dont il était l'admirateur et l'ami, M. d'Andrimont est de ces natures d'élite qu'il faut saluer au passage et qui laissent à jamais un nom respecté de tous, une mémoire bénie.

La banque de Liège commença ses modestes opérations avec 67 membres le 1^{er} juin 1864. Six mois plus tard elle comptait 220 sociétaires. Dans le même temps elle recevait en dépôt 5,729 francs et faisait

pour 12,459 fr. 70 d'avances. « M. d'Andrimont se plaît à raconter », nous rapporte M. Garreau dans une conférence sur les banques populaires belges, « que la première opération de la société fût d'avancer 100 francs à un boulanger pour acheter une charrette destinée à porter son pain. Avant cet achat, la location de la charrette coûtait 30 centimes par jour soit 9 francs par mois, soit 108 francs par an. A la fin de l'année le boulanger avait économisé le prix d'achat de sa charrette et remboursé la banque. »

Il y a loin de ces débuts modestes à la prospérité actuelle de la banque. Qu'on en juge par ces chiffres que nous empruntons au compte rendu de la dernière assemblée générale. Au 17 mars de cette année, la banque populaire de Liège comptait 2417 actionnaires ayant versé 399.317 francs. Les dépôts d'épargne s'élevaient à la somme de 773,491 francs pour lesquels la société servait 3 0/0. Le chiffre d'affaires a dépassé 14 millions pour l'année 1894 et il a été réescompté par la société pour 61.000 francs. Enfin les bénéfices ont atteint la somme de 34.236 francs permettant de donner 4 0/0 aux actions et de mettre 5.000 francs à la réserve qui s'élève à 32.666 francs (1).

Tout récemment la banque populaire de Liège vient d'adopter un nouveau système de distribution

(1) Rapports du conseil d'administration et du collège des commissaires, présentés à l'assemblée générale du 17 mars 1895.

des bénéfices. A l'avenir les actionnaires toucheront 4 0/0, sans que ce taux puisse jamais être dépassé, quel que soit le chiffre des bénéfices. Le surplus sera distribué aux emprunteurs sous forme de « ristourne », et proportionnellement au montant de leurs emprunts.

La banque populaire de Liège et les autres sociétés de crédit mutuel fondées par M. d'Andrimont à Hug et à Vervies (1865), à Gand (1866), à Namur et Saint-Nicolas (1869), à Charleroi (1871), à Anvers, Dinant et Chatelet (1873), Malines et Andenne (1874), à Roulers, Termonde (arrondissement), Renaix et Lokeren (1875), enfin à Alost et Thuin (1886), sont régies par les mêmes statuts. Seule, la caisse populaire de Tournay fondée le 1^{er} janvier 1867, a des statuts différents qui l'ont détournée de sa fonction économique d'institution de crédit populaire, pour en faire un comptoir d'escompte.

Cette société mise à part, voyons d'un rapide coup d'œil les traits caractéristiques des fondations de M. Léon d'Andrimont. Le but principal de la banque est de faire des avances à ses membres, son but secondaire est d'escompter leur papier ; ce principe et aussi la rareté du papier de commerce chez les petits marchands expliquent pourquoi dans la précédente statistique le chiffre des billets escomptés est si faible.

Chaque membre de la banque doit souscrire une

action de 200 francs qu'il peut libérer, s'il le veut, par acomptes mensuels de 2 francs. La taxe d'entrée est de 3 francs, plus 0 fr. 50 pour le livret. Le sociétaire participe aux bénéfices réalisés en proportion de ses versements. Aucun associé ne peut souscrire plusieurs actions, et l'action souscrite est incessible (loi du 18 mai 1873) à des tiers non agréés par l'association. Ces restrictions ne figurent pas dans les statuts de la banque de Tournay. Nul ne peut faire partie de la banque populaire s'il n'offre des garanties sérieuses d'ordre et d'honnêteté. Mais les garanties ne suffisent pas à lui ouvrir les guichets de la caisse. Il doit, s'il a besoin de crédit, adresser une demande au comité de direction et faire connaître l'emploi auquel il destine les capitaux qui lui seront avancés. Si le comité fait droit à sa demande, la caisse peut lui avancer jusqu'au double de son boni. Encore faut-il que cette avance ne dépasse pas un maximum fixé d'une manière ou d'une autre, par exemple dans les statuts ou encore par décision de l'assemblée générale des sociétaires. Ce maximum vient d'être porté par le conseil d'administration de la banque de Liège, de 5,000 à 10,000 francs. La plupart des sociétés de crédit mutuel fixent le maximum du crédit que la caisse ne devra jamais dépasser pour chaque sociétaire. Et c'est un principe excellent, car il est à craindre qu'une banque populaire dont les opérations doivent rester modestes, ne se transforme insensi-

blement en société financière plus ou moins puissante, recherchant de préférence les gros clients et négligeant les petits pour le bien desquels elle a été fondée.

Depuis la loi du 18 mai 1873, les banques populaires belges ont renoncé au principe de la solidarité absolue sur lequel, à l'imitation des caisses Schulze-Delitzsch, M. d'Andrimont les avait fondées. Toutes les caisses qui existaient en 1873 et celles qui se sont fondées depuis, sauf la caisse de Saint-Nicolas, ont limité la responsabilité de leurs membres, celle de Vervins, aujourd'hui la plus importante, au quintuple de l'apport social, celle de Gand au triple, quelques unes à la moitié, d'autres enfin à l'unité, c'est à dire au montant nominal de l'action qui est généralement de 200 francs.

La même loi de 1873, entre autres dispositions importantes à retenir, prescrit que les associés ne peuvent donner leur démission que dans les premiers mois de l'année sociale et restent tenus pendant cinq ans, à partir de leur démission, de tous les engagements de la société, contractés jusqu'à cette époque. Les créanciers personnels d'un associé ne peuvent saisir que sa part d'intérêts ou de dividendes et la part qui lui reviendra à la dissolution de la société.

Les fonds nécessaires aux opérations de la banque proviennent des dépôts faits par les associés et des emprunts contractés par la caisse. La banque re-

cueille de 0 fr. 50 jusqu'à 10.000, les dépôts d'épargne des sociétaires et des personnes étrangères et sert aux déposants 3 0/0. Quant aux capitaux empruntés par la caisse, ils proviennent des banques privées ou des autres associations de crédit mutuel.

C'est ainsi que la banque populaire de Liège, malgré des ressources relativement peu abondantes, fait ce qui est en son pouvoir pour venir en aide aux banques populaires voisines. Il n'y a pas en Belgique, comme en Italie et en Allemagne, une banque centrale de crédit mutuel. La raison en est sans doute qu'il y a trop peu de banques populaires en Belgique ; que celles qui existent ne font pas assez d'affaires pour justifier la création d'une banque centrale de la coopération. Le dernier congrès des banques populaires de Belgique, saisi d'une proposition concernant la création d'une caisse centrale, tout en reconnaissant les services que rendrait une telle fondation, à dû déplorer que les éléments manquassent pour prendre la proposition en considération. Il s'est borné à souhaiter plus de prospérité aux banques populaires et leur a recommandé « comme un devoir de bonne confraternité de se faciliter réciproquement et dans la mesure du possible, l'escompte des valeurs commerciales ».

Malgré le dévouement infatigable de M. d'Andrimont, malgré les efforts d'hommes vivement attachés au triomphe de son idée, il faut constater que la dif-

fusion du crédit populaire s'opère très lentement en Belgique. Pourquoi les banques populaires n'ont-elles pas prospéré à l'égal des banques allemandes et italiennes ? Pourtant elles sont fondées sur le même principe et répondent au même besoin ? Bien plus, le crédit populaire, surtout dans les campagnes, aurait rendu en Belgique plus de services qu'en aucun autre pays. Nulle part, si ce n'est peut-être en France, la culture n'est aussi morcelée qu'en Belgique. La petite propriété augmente tous les jours et avec elle le nombre des petits propriétaires et des petits cultivateurs. Et cependant, c'est à peine, s'il y a dans toute la Belgique autant d'institutions de crédit populaire que dans l'une quelconque des provinces italiennes. Au cours de l'année 1894 seule, il s'est créé vingt-quatre caisses populaires en Italie. La Belgique n'a pas mis moins de 30 ans pour en créer le même nombre. Ce petit nombre de banques populaires en Belgique, et, ce qui nous paraît plus grave encore, leur état stationnaire pour ne pas dire rétrograde, a des causes que nous ne saurions rechercher avec trop de soin, car notre caractère national, nos mœurs, la division même de la propriété en France, nous rapprochent plus des Belges que des Allemands, des Suisses ou des Italiens. Il importe donc dans la mesure du possible de tirer notre profit de l'expérience de nos voisins, pour ne pas déplorer à notre tour pareil ou pire mécompte.

« Pour tous ceux qui s'occupent du crédit et de son organisation en Belgique, s'exprimait M. d'Andrimont au Congrès de Chatelet, cette cause du petit nombre de nos banques populaires est bien connue. Mais pour beaucoup d'autres, elle semble ignorée ; il convient donc de la définir en quelques mots. Il existe dans toutes les villes et les gros bourgs des banques particulières et des unions de crédit en grand nombre. Parfaitement organisés et gérés avec intelligence, ces établissements financiers, qui disposent généralement de capitaux importants, accordent de grandes facilités de crédit. Ils ne dédaignent même pas la clientèle la plus modeste. Aussi, là où ils se livrent à leurs opérations, les banques populaires, à tort selon nous, paraissent ne plus avoir leur raison d'être et au lieu de prospérer comme en Allemagne et en Italie, végètent et disparaissent. »

Comme M. d'Andrimont, nous constatons que les banques populaires ont des rivales puissantes dans les banques particulières. Comme lui aussi, nous pensons que cette rivalité n'est pas une raison pour rendre inutile la création d'une banque populaire dans les localités où il existe une banque ordinaire, car les sociétés de crédit mutuel, surtout si elles ne distribuent pas de dividende aux actionnaires, peuvent donner du crédit à bien meilleur marché que les banques qui ont un important capital à rémunérer.

Mais cette cause n'est pas suffisante à notre avis,

pour expliquer le peu de développement des banques populaires belges. Il y a d'autres causes qui certainement n'ont pas échappé à l'honorable M. d'Andrimont, encore qu'il n'en ait pas parlé. D'abord et surtout la population belge, plus particulièrement la population agricole, témoigne peu de foi pour le crédit populaire (1). Est-ce l'esprit national qui est rebelle à la conception du crédit mutuel ? N'est-ce pas plutôt défaut d'initiation aux avantages de ce crédit ? On ne saurait le dire positivement. Mais avant de porter quelque jugement, il faudrait ce nous semble faire l'éducation sérieuse des classes sous le rapport du crédit. Et cette éducation ne se fera d'une façon vraiment efficace, que si les classes dirigeantes prennent à tâche de faire connaître autour d'elles et de faire apprécier les avantages du crédit mutuel. L'indifférence des classes supérieures en Belgique, pour la propagation des banques populaires, contraste singulièrement avec le dévouement admirable autant que désintéressé, qu'apportent à l'œuvre du crédit mutuel les personnalités les plus riches et les plus considérables de

(1) M. Graux, l'auteur de la loi belge de 1884 a été obligé de reconnaître l'insuccès de la loi dans le monde agricole. Il attribue cet insuccès à l'ignorance du paysan pour tout ce qui concerne les ressources que présente le crédit.

En Belgique, dit-il, les cultivateurs n'usent pas de crédit à la manière des commerçants. Ils se défient de l'emprunt, ils considèrent souvent l'emprunt comme le premier pas vers la ruine.

Quand dans un village, on apprend qu'un cultivateur emprunte, immédiatement l'opinion qu'on a de sa situation s'amoin-

l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse même. « Les banques populaires d'Italie, dit M. Luzzatti, sont administrées d'enthousiasme et presque toujours gratuitement... Des sénateurs, des députés, des magistrats, des maires de villes importantes se font gloire d'occuper des fonctions parfois modestes dans l'administration de ces sociétés. »

S'il faut blâmer les classes dirigeantes de leur coupable indifférence, quel blâme plus mérité encore n'encourt pas le gouvernement belge ? La banque nationale en qui les banques populaires auraient dû trouver un appui solide, n'a pour ainsi dire rien fait pour encourager leurs débuts souvent difficiles. C'est à peine si quelques-unes de ces modestes institutions ont eu la bonne et rare fortune de faire escompter leur humble papier par la banque nationale. Cela tient, dit M. Micha, l'intelligent secrétaire de la fédération des banques populaires, « à l'organisation des comptoirs d'escompte de cette banque, composés de quelques hommes constitués en société et qui acceptent ou refusent, selon leur bon plaisir, l'escompte demandé. Ils sont responsables vis-à-vis de la banque des effets qu'ils acceptent, ce qui les rend excessivement prudents et comme ils sont rémunérés par tantièmes sur le chiffre d'escompte fait, il leur est arrivé maintes fois, en différentes localités, de refuser sans se donner la peine de l'examiner, le papier des jeunes banques populaires dont l'acceptation ne leur aurait procuré qu'un très faible bénéfice. »

D'autre part les banques populaires ne sauraient trouver auprès de la caisse d'épargne le secours dont les caisses allemandes et italiennes ont largement profité. En Belgique, quoique un peu moins qu'en France, le trésor public accapare dans une large mesure, les fonds disponibles de l'épargne. Ce drainage pratiqué par le trésor, n'est pas la moindre cause de l'état précaire du plus grand nombre des caisses de crédit populaire.

Il est vrai de dire, qu'une loi votée par les Chambres belges en décembre 1883 et promulguée le 15 avril 1884 avait autorisé la caisse d'épargne et de retraite de Belgique, à disposer d'une partie de ses capitaux en prêts agricoles avec le concours et par l'intermédiaire des comptoirs de la banque nationale ou de comptoirs privés. Excellent principe, digne d'être médité par nos pouvoirs publics. Mais pour garantir les avances faites par la caisse générale d'épargne, la loi (art. 1 et 2) a imposé des conditions si onéreuses aux comptoirs que ceux-ci se sont montrés à leur tour trop exigeants à l'égard des emprunteurs. Il n'y a qu'un comptoir, celui de Genappe, qui fasse des affaires avec la caisse générale d'épargne de Belgique. De telle sorte, que cette loi de 1884 pratiquement conçue et qui aurait pu rendre des services réels, si l'on avait facilité l'intervention des comptoirs, n'a pas donné les résultats qu'on en attendait. Quatre années à peine après la promulgation de la loi, M. de Pitteurs, l'un

des hommes d'État les plus considérables de la Belgique, pouvait dire avec regret: « Je suis membre du conseil général de la caisse d'épargne et je puis vous affirmer que le crédit agricole a complètement avorté ».

Frappé des résultats négatifs de la loi de 1884 et comprenant enfin que c'était une erreur d'attirer presque exclusivement vers la caisse nationale d'épargne, les capitaux disponibles des campagnes, le législateur s'inspirant des principes de Schulze et de Raiffeisen, s'est proposé tout récemment, « d'amener insensiblement les associations de crédit mutuel à entrer en concurrence avec la caisse d'épargne, pour recueillir les économies sans emploi ». « Désormais, déclara le ministre des Finances, grâce à la confiance qu'elles inspireront à raison de la responsabilité solidaire et illimitée de leurs associés, les sociétés coopératives de crédit agricole dont la loi favorisera l'éclosion, attireront à elles, moyennant un intérêt modique, les économies des uns qui faciliteront les prêts sollicités par d'autres. L'épargne populaire trouvera ainsi à s'employer sur place ».

La loi du 21 juin 1894 fait entrer le crédit populaire dans une ère nouvelle. Les résultats ne se feront pas attendre et nous souhaitons que les banques populaires belges n'aient bientôt plus rien à envier aux caisses allemandes et italiennes. Leur succès ne sera-t-il pas le meilleur argument que nous puissions opposer à ceux qui s'appuient sur l'insuccès de la loi

belge de 1884 et de nos tentatives, pour soutenir que la France et la Belgique sont inaptes au crédit populaire ?

Voici le texte de la loi du 21 juin 1894.

Article premier. — Le titre 1 de la loi du 15 avril 1884 est modifié ainsi qu'il suit :

Titre I. — Des comptoirs agricoles et des sociétés coopératives de crédit agricole.

Art. 1. — La caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à employer une partie de ses fonds disponibles en prêts faits soit aux agriculteurs, soit aux sociétés coopératives de crédit agricole.

Ces prêts sont assimilés, suivant leur forme, soit aux placements provisoires, soit aux placements définitifs de la caisse d'épargne.

Les prêts aux agriculteurs sont réalisés par l'intervention de comptoirs établis dans les localités où l'utilité en est reconnue.

Art. 2. — Le conseil général de la caisse d'épargne détermine le taux et les conditions générales des prêts ainsi que les conditions de l'organisation ou de l'agrégation des comptoirs et des sociétés coopératives.

Les décisions relatives à ces objets sont soumises à l'approbation du ministre des finances.

La réalisation du gage qui aurait été fourni par le comptoir ou par ses membres sera, le cas échéant, poursuivie conformément aux articles 4 et 9 de la loi

du 5 mai 1872. Toutefois la requête sera adressée au président du tribunal de première instance, ce tribunal connaîtra de l'opposition à l'ordonnance et les significations seront faites au greffe civil.

Article second. — L'article 25 de la loi du 15 avril 1884 est complété par la disposition suivante :

Les prêts aux sociétés coopératives désignés à l'article 1 et ceux faits par elles aux associés sans garantie hypothécaire, ainsi que les quittances jouiront de la réduction des droits d'enregistrement établie ci-dessous.

Les obligations ou billets de sommes supérieures à 1000 francs, souscrits par ces sociétés ou les associés, ne sont assujettis qu'au timbre de dimension.

Comme on le voit, les législateurs de 1884 et de 1894 n'ont songé qu'à venir en aide à l'agriculture. Le petit commerce et la petite industrie ont été négligés. Pourquoi la loi de 1894 n'a-t-elle pas étendu ses dispositions favorables aux banques populaires proprement dites, puisqu'aussi bien, ces dispositions leur seraient applicables sans qu'on eût à y apporter le moindre changement ?

Le congrès des banques populaires belges, dans sa dernière session, estimait avec raison, « que les prêts de faveur consentis par la caisse générale d'épargne aux banques de crédit agricole devraient s'étendre aux banques populaires en général, sans rechercher si leurs avances sont faites ou non à l'agriculture, le

petit commerce et la petite industrie étant non moins intéressants que l'agriculture elle-même ».

Nous formons le souhait que le vœu du Congrès soit entendu des pouvoirs publics. La Belgique, nous l'avons déjà dit, nous touche de trop près pour que nous ne soyons pas intéressés à ses moindres tentatives.

**Situation générale des banques populaires (1)
au 30 juin 1894.**

Total des banques populaires.	24
Nombre de sociétaires	12,034
Avances, renouvellements et escomptes de va- leurs commerciales	33.493.001
Chiffres d'affaires pendant l'exercice	156.165.228
Fonds de réserve et de prévision	473.431

(1) M. Micha, secrétaire général de la fédération des banques populaires, à l'obligeance duquel nous devons ces chiffres, nous fait savoir qu'il existe en dehors de la Fédération des banques populaires belges, trente caisses rurales d'épargne et de crédit fondées d'après les dispositions réglementaires des caisses allemandes du type Raiffeisen. D'après le « De Boer », journal flamand, la situation de 21 de ces caisses aurait été établie à la fin de juillet 1893, et accuserait 787 membres; les avances consenties, au nombre de 223 et variant entre 200 et 1000 francs, auraient atteint le chiffre de 70.399 fr. 25 et les dépôts 143.439 fr. 60. L'argent était prêté en moyenne à 4 0/0. Résultats des plus satisfaisants, pour les débuts du système Raiffeisen en Belgique.

CHAPITRE VII

CRÉDIT MUTUEL EN RUSSIE.

Nul peuple ne possède à un plus haut degré que la Russie l'esprit d'association. Le Russe des classes inférieures, à quelque profession qu'il appartienne, quel que soit son métier, fait partie d'un « artel ». L'artel est une association dont les membres mettent en commun leur capital et leur travail ou seulement leur travail pour une œuvre, une industrie, ou une entreprise déterminée et sont par conséquent mutuellement responsables. A Pétersbourg, Moscou, Varsovie, Kiev, Odessa il existe de puissants artels disposant de ressources considérables et comptant un très grand nombre d'associés. « Les artels, écrit M. Carnegie dans un très intéressant article, sont appliqués à la chasse, à la pêche, à l'agriculture ; on en trouve dans les salines, les charbonnages, les mines d'or, les banques, les douanes, les chemins de fer ; il y a des artels de charpentiers, de peintres, de maçons, de facteurs, de mariniers et de garçons de café ; il y en a qui fabriquent de la poterie, du fromage, des capsules, des bottes, du matériel d'artillerie et des cordages ; enfin les mendiants eux-mêmes, les musiciens

et les voleurs de chevaux s'organisent en artels ! »

Malgré cette curieuse faculté d'association, qui fait partie de leur caractère national, les Russes fort longtemps ont ignoré les avantages des associations de crédit. C'est en 1860 qu'apparaît dans l'empire des tzars, la première société de crédit mutuel. Son but, était-il écrit dans les statuts, était « d'organiser un crédit peu élevé et accessible à la masse ». Les débuts de la banque furent heureux, et bientôt se fondèrent à Moscou, à Varsovie, à Kiew, à Riga, des sociétés de crédit mutuel très prospères. Toutes les banques populaires sont organisées de la même façon. Le capital social comprend : 1° un fonds de roulement et de circulation, 2° un fonds d'assurance, 3° un fonds d'épargne, 4° un fonds de réserve.

Chaque membre, en entrant dans la société, doit faire un apport, appelé « paï », égal au dixième du crédit que la société consent à lui ouvrir. C'est la masse des apports individuels qui constitue le capital de circulation. Jusqu'à concurrence des neuf autres dixièmes dont il est crédité, chaque associé s'engage sur tous ses biens à garantir la société des pertes éventuelles qu'elle pourrait faire. Le capital éventuel garanti par tous les associés constitue le fonds d'assurance. Comme on le voit, la stabilité et le crédit de la société dépendent uniquement des garanties offertes par les associés, car le capital de circulation n'est pas suffisant pour parer à une crise un peu prolongée.

Aussi l'admission dans la société est-elle entourée des plus grandes précautions. Quiconque veut être membre, adresse une demande au comité d'admission. Ce comité prend tous les renseignements sur la solvabilité et la moralité du postulant, et par un vote secret, statue sur sa demande à la majorité des deux tiers des voix. Enfin le fonds d'épargne est constitué par les dépôts remboursables à terme ou à vue qu'effectuent dans la caisse sociale les membres de la société. Conformément à la loi, les règlements stipulent un maximum pour les dépôts remboursables à vue. Quoique l'esprit de la population russe soit infiniment moins enclin à la panique que l'esprit français, il faut cependant prévoir l'éventualité possible d'un remboursement immédiat de tous les dépôts à vue. En prévision d'une telle éventualité, les règlements exigent que le fonds d'épargne ne dépasse pas de plus de cinq fois le fonds de circulation. Dans les sociétés très prospères, telles que les sociétés de crédit mutuel de Moscou, d'Astrakan, de Riga, d'Odessa, les capitaux d'épargne atteignent jusqu'à sept et huit fois l'importance des capitaux actifs de la société. Mais alors les sociétés disposent d'un fonds de réserve très puissant qui leur permettrait, le cas échéant, de faire face aux difficultés. Nous verrons plus loin comment est constitué le fonds de réserve.

Les sociétés de crédit mutuel se composent :
1° du conseil d'administration ; 2° du comité d'admis-

sion ; 3° de l'assemblée générale. Celle-ci qui comprend tous les associés indistinctement, quelle que soit l'importance du « paï », nomme pour trois ans avec rééligibilité annuelle par tiers, les quatorze ou quinze membres qui composent le conseil d'administration. Chargés sous leur responsabilité solidaire, de la gestion des affaires courantes et de la police intérieure de la société, les administrateurs élisent encore les membres du comité d'admission. Ce comité, composé de douze à vingt membres rééligibles chaque semestre par quart, statue ainsi que nous l'avons vu, sur les demandes d'admission.

Quelle est la nature des opérations des sociétés de crédit mutuel ? Tout d'abord il faut dire que ces sociétés ne font d'opérations qu'avec leurs associés ou avec d'autres sociétés similaires. Elles font surtout des avances. Les prêts le plus souvent sont garantis par des marchandises ; c'est ainsi que pendant l'année 1894, la banque populaire d'Odessa, seule, a prêté plus de 600 mille roubles sur les blés. Plusieurs sociétés, comme nos monts-de-piété, font même des prêts sur bijoux, objets d'or, d'argent ou sur pierres précieuses. Cette pratique des avances sur gages, moyennant un intérêt modique, a presque totalement détruit, au moins dans les grands centres, l'usure effroyable qui y régnait. Au dire de M. Afanassiew, professeur d'économie sociale à l'université impériale d'Odessa, « les usuriers, non les plus exigeants,

ne demandaient pas moins de 7 et 8 0/0 d'intérêt par mois. La loi qui fixait le taux de l'intérêt était très facilement éludée et ne garantissait nullement les nécessaires». C'est assez, ce nous semble, pour justifier l'extension rapide des institutions de crédit mutuel en Russie, dans le cours de ces vingt-cinq dernières années, et pour expliquer la faveur considérable et le crédit dont elles jouissent auprès des classes laborieuses.

Ces sociétés font aussi des opérations d'escompte. Elles acceptent en principe toute traite endossée par un associé. Cependant si la somme à recouvrer leur paraît trop élevée, ou si le signataire de l'effet n'offre pas une garantie suffisante, la caisse exige un gage dont elle fixe les conditions. La société de crédit mutuel de Novotcherkask n'accepte en garantie des billets à ordre que des immeubles. Cependant le plus souvent le gage est constitué par des meubles ou des marchandises, et c'est assurément plus rationnel, car la plus grande partie de la clientèle de ces institutions ne possède pas d'immeubles.

Voyons maintenant comment se répartissent les bénéfices et s'il s'en présente comment sont supportées les pertes. Si l'année se solde par un bénéfice net, 1/10 de ce bénéfice est obligatoirement versé au capital de réserve, jusqu'à ce que ce capital soit avec le capital social dans une proportion déterminée par les règlements. Dans la plupart des sociétés, cette

proportion est bien dépassée et le fonds de réserve atteint un très gros chiffre. Est-il besoin d'insister pour démontrer l'utilité d'une réserve importante? C'est par elle que récemment deux sociétés entraînées par l'imprudence ou la négligence de ses administrateurs, dans des affaires malheureuses, ont échappé à la faillite. C'est par elle aussi, que quelques sociétés relèvent les dividendes de fin d'année, lorsque le niveau en a été abaissé au-dessous d'un certain chiffre.

Après le prélèvement, sur le bénéfice net, du 1/10 affecté au fonds de réserve, et des sommes destinées à couvrir les frais d'administration et les traitements du caissier principal et des employés, on procède à la répartition de l'excédent entre les associés. Dans la plupart des sociétés, il n'y a qu'une répartition et par conséquent qu'un dividende. Chaque associé émarge dans la proportion de son « paï ». Mais dans quelques sociétés, cette répartition générale ne doit pas absorber tous les bénéfices. Une seconde répartition est prévue, dans laquelle ne figurent que ceux des associés qui ont fait des opérations avec la société. Il y a donc alors, tout comme dans certaines sociétés allemandes et italiennes, un dividende supplémentaire et proportionnel pour chacun, aux emprunts qu'il a contractés à la société.

Supposons maintenant que l'année se solde par un déficit. Le fonds de circulation, puis le fonds de réserve apportent leur soutien. Ce soutien est-il in-

suffisant, la société fait appel d'abord à ceux de ses membres qui n'ont pas intégralement versé leur « paï » c'est-à-dire le $\frac{1}{10}$ prévu par les règlements. Si cet appel de fonds ne comble pas le déficit, la société a recours alors au capital d'assurance. La somme nécessaire est répartie entre tous les membres proportionnellement au « paï » de chacun.

Mais de tels faits, paraît-il, ne se sont jamais présentés. Quand, très rarement, un déficit s'est déclaré, les fonds de circulation et de réserve sont toujours parvenus à le combler.

Il ressort de tous les comptes rendus des sociétés de crédit mutuel que nous avons consultés, que l'état de ces institutions est très prospère. Les chiffres en ces matières sont plus éloquents que la parole. Judgeons-en par ces résultats. La société de crédit mutuel de Moscou a distribué l'année passée un dividende représentant pour chaque associé 10 0/0 de son paï. A Odessa, à Kiew, à Varsovie, les dividendes ont varié entre 7 et 11 0/0. Et les bénéfices ont été tels, qu'avant même de répartir les dividendes, les sociétés ont pu distribuer avec une largesse royale plusieurs milliers de roubles aux pauvres, et ont consacré $\frac{1}{20}$ encore des bénéfices nets, à la constitution ou à l'augmentation de caisses de retraites pour leurs membres.

**Bilan réuni des sociétés de crédit mutuel en Russie au
1^{er} juillet 1895.**

Nombre des sociétés.	96
Nombre des membres.	60241
Actif total	188403,6 (1)
Escompte de traites.	67908,9
Escompte d'autres papiers à terme. .	185,8
Escompte de traites à 1 signature ga- rantie par nantissement.	22106,6
Prêts à terme sur nan- tissement.	Sur titres. 16710,3
	Sur marchandi- ses. 163,3
	Sur objets pré- cieux. 841,8
	Sur immeubles 32
Réserve	3762,1

(1) Les chiffres sont exprimés en 1000 roubles.

DEUXIÈME PARTIE

DU CRÉDIT POPULAIRE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

POURQUOI LE CRÉDIT POPULAIRE NE S'EST PAS ACCLIMATÉ EN FRANCE.

Quand on songe aux bienfaits que le crédit populaire a procurés aux nations qui l'ont pratiqué, quand on constate les résultats multiples qu'ont obtenus dans l'ordre économique, moral et social, les institutions de crédit mutuel, une question se présente tout naturellement à l'esprit. Comment, en cette matière, la France s'est-elle laissé devancer par les autres nations ; comment n'a-t-elle pas suivi sinon dirigé l'évolution qui depuis cinquante ans s'opère en faveur des classes laborieuses ? Les causes du retard de l'acclimatation en France du crédit populaire sont nombreuses.

La plus désastreuse de ces causes est l'absence d'i-

initiative privée. Est-ce indifférence, est-ce incrédulité, nous préférons rester dans le statu quo, au risque de passer pour la nation la plus arriérée, la plus hostile aux innovations. On a dit de nous, que nous faisons plus facilement les révolutions que les réformes et cette triste vérité s'affirme chaque jour davantage ! Qu'il s'agisse de perfectionnements scientifiques à apporter dans nos moyens de transport, dans l'éclairage de nos cités, dans nos instruments aratoires, ou dans une fabrique ; qu'il s'agisse d'un progrès social à réaliser comme celui qui fait l'objet de notre étude, toujours nous sommes devancés par les autres nations. « Ce n'est pourtant point de l'innaptitude au progrès, dit M. Many, car la France en a été l'initiatrice dans tous les champs de l'activité humaine. Mais un peu d'apathie, jointe à beaucoup de scepticisme, nous vaut de n'avoir qu'une ardeur contenue pour les réformes. D'autre part, l'existence est plus douce en notre pays, l'aisance et le bien-être y sont plus répandus, l'extrême richesse et l'extrême misère s'y rencontrent moins fréquemment ; aussi la lutte pour la vie y est-elle moins âpre et moins violente. De là un moindre désir de changer et d'améliorer ».

Ajoutons au défaut d'initiative une crainte innée et exagérée pour toute opération financière. La France possède, il faut le reconnaître à sa louange, une merveilleuse faculté d'épargne qui en fait l'ennemie jurée

de la spéculation. C'est à peine si à certains moments de téméraire engouement, elle s'est départie de sa prudence ordinaire, pour s'engager dans des opérations qui semblaient à l'abri de toute surprise. Des crises graves, des catastrophes financières sont survenues. Et aujourd'hui, plus effrayée que jamais, l'épargne se cache et ne veut rien tenter. Les économies s'accumulent sur les fonds d'Etat et sur les valeurs mobilières les plus sûres. On préfère se contenter d'un revenu qui va constamment en diminuant que d'employer ses épargnes plus fructueusement et plus utilement à la prospérité d'institutions du genre de celle qui nous occupe.

Enfin, pour tout dire, la politique en France sortant de la sphère de ses attributions, transforme les questions les plus simples en question d'Etat. Cette immixtion de la politique dans les problèmes sociaux ne contribue pas peu à en retarder la solution. Il y a dans cette ingérence inopportune des pouvoirs publics, un abus que notre éducation et nos habitudes tendent encore à exagérer. Loin de repousser l'Etat, nous sommes habitués à voir en lui le tuteur et le législateur sans lesquels il semble que toute entreprise doive péricliter. Sans doute, les garanties que nous offre l'Etat méritent la confiance que nous plaçons en lui. Mais n'y a-t-il pas de salut hors l'Etat? « Compter sur l'Etat, dit M. de Rocquigny dans son remarquable ouvrage sur le socialisme agraire, c'est s'aban-

donner soi-même au courant du socialisme d'État, de toutes les conceptions la plus stupide et la plus néfaste ».

Ajoutons à ces causes principales qui expliquent notre inexpérience du crédit populaire, d'autres causes qui pour être secondaires n'en sont pas moins regrettables. Telles sont :

1° L'indifférence des classes dirigeantes pour toute opération dans laquelle les gains se font trop attendre. Quand elles s'adonnent à des œuvres de philanthropie et de bienfaisance, leur charité est sans bornes, mais quand elles s'occupent d'affaires, elles n'ont ni le courage de risquer ni la patience d'attendre. C'est pour avoir su oser et patienter que les classes supérieures en Allemagne et en Italie ont donné au crédit populaire une impulsion si énergique et si bienfaisante.

2° L'organisation défectueuse de la Banque de France, du Crédit Foncier, de la Caisse d'épargne. Ces établissements financiers, avec leur organisation actuelle, sont dans l'impossibilité de rendre aux banques populaires les services qu'elles seraient en droit d'en attendre. Nous verrons plus loin les modifications qu'il importerait d'apporter au mécanisme de ces puissantes sociétés, pour leur permettre, sans courir plus de risques, de prêter un concours efficace aux institutions de crédit populaire.

3° L'insuffisance des efforts tentés pour créer le

crédit mutuel, conséquence fatale du préjugé malheureusement trop enraciné, que les banques populaires ne peuvent s'acclimater chez nous.

Toutes ces causes et bien d'autres sans doute qui ont pu nous échapper, expliquent l'infériorité de la France pour le crédit coopératif et en rendent son développement plus difficile.

CHAPITRE II

TENTATIVES DE CRÉDIT POPULAIRE EN FRANCE.

S'il est vrai de dire qu'en matière de crédit populaire notre pays occupe une place arriérée, il ne faudrait pas croire cependant qu'il ait été sans tenter quelques essais. L'idée allemande de recueillir les petites épargnes et d'en faire une source de crédit pour les travailleurs, avait été comprise en France, mais elle y reçut une fausse application. Presque toutes les expériences qui ont été tentées ont occasionné des mécomptes. L'histoire de ces expériences n'est pas sans intérêt et nous allons la raconter succinctement. Nous en empruntons tous les détails et les chiffres au rapport de M. Mary au Conseil supérieur du travail. « Outre l'intérêt historique que présente cette histoire, dit le rapporteur, elle constitue un avertissement salutaire pour l'avenir et si nous découvrons les causes de notre insuccès, ce sera le moyen de ne plus retomber dans les fautes commises. De cette histoire de nos défaites, doit se dégager une série d'enseignements qui sera notre meilleur guide pour nous conduire bientôt à la victoire ».

Les premiers essais de coopération remontent à

plus de 50 ans. Buchez fut le premier qui fonda en 1834 une association de production entre les bijoutiers en doré. Partisan convaincu du self-help, il soutenait ce principe fondamental, que les ouvriers doivent améliorer eux-mêmes leur situation et que la mutualité est « le meilleur moyen de mettre l'ordre et la paix dans l'industrie, d'établir et de conserver les sentiments de devoir et de moralité sur lesquels repose l'avenir de la société française ».

La république vota le 15 juillet 1848 un crédit de trois millions pour prêts à des sociétés ouvrières. Cette somme fut répartie entre soixante et une sociétés. Dès 1851, dix-huit de ces sociétés avaient disparu et quelques années après on ne comptait plus que 3 sociétés.

C'est en 1857, qu'apparaît vraiment la coopération de crédit. A cette époque, des ouvriers à Paris se groupèrent dans le but de se faire des prêts mutuels. Cette association fut la « société-mère » de crédit mutuel. En 10 ans elle avait fait 200.000 d'affaires et donné 2000 de bénéfices.

En 1863 se fonde à Paris « la banque de crédit au travail » destinée à venir en aide aux ouvriers par l'assistance pécuniaire. En trois ans, cette banque faisait 10 millions et demi d'affaires et comptait 1187 sociétaires.

Le mouvement libéral de la fin de l'Empire fut favorable à l'éclosion des coopératives. En 1865 « la

société de crédit au travail » se fondait à Lyon. Elle subsiste encore aujourd'hui et fait en moyenne près de quatre millions d'affaires par an.

A Lille, à Saint-Etienne, à Valence, à Strasbourg des tentatives furent faites, mais échouèrent au bout de quelques années d'exercice.

La caisse des associations coopératives fondée par l'empereur pour prêts aux ouvriers, n'eut pas un sort meilleur.

Toutes ces sociétés eurent le tort grave de consentir des prêts excessifs sans se renseigner suffisamment sur la solvabilité des emprunteurs. Beaucoup aussi se montraient trop faibles dans l'admission comme membres, d'adhérents suspects, qui n'avaient qu'un but, trouver de l'argent et qu'une idée, se soustraire à leurs engagements.

D'après l'almanach de la coopération de 1870, il y avait en 1869, 39 sociétés de crédit mutuel. De 1857 à 1865, 64 sociétés avaient été fondées à Paris.

Les désastres de la guerre franco-allemande portèrent un coup terrible à la coopération. Et jusqu'en 1875, la question du crédit mutuel parut définitivement abandonnée. Mais des hommes de bonne volonté ont depuis cette époque repris l'idée de la coopération. Grâce aux efforts persévérants du P. Ludovic de Besse, de MM. Rayneri, Rostand, Louis Durand, Benoît-Lévy et de tant d'autres dont le mérite et le dévouement sont au-dessus de tout éloge ; grâce

aussi au rôle considérable joué en France au point de vue de la propagation de l'idée coopérative par les Congrès des Banques populaires, des sociétés coopératives de types divers ont été créées et encouragées sur plusieurs points de notre territoire. On compte aujourd'hui 26 banques populaires et plus de 200 caisses agricoles. Ces institutions de crédit populaire, modelées pour la plupart sur le type des caisses allemandes et italiennes à responsabilité limitée, après avoir vaincu les difficultés des débuts, produisent aujourd'hui des résultats très satisfaisants. Quand leur seul effet aurait été de porter un coup mortel à l'usure qui rongait nos campagnes sans trêve ni merci, elles auraient déjà rendu de réels services. Mais elles ont fait plus et mieux. Elles ont familiarisé les classes laborieuses avec l'idée du crédit mutuel et ont préparé l'avènement en France des banques populaires, en mettant le crédit à la portée des petits et en décentralisant l'épargne.

Les quelques banques populaires urbaines et rurales qui existent en France et dont nous donnons la liste plus loin n'ont pas encore produit, quoique très prospères pour la plupart, des résultats que nous puissions comparer à ceux des banques allemandes, italiennes, suisses et belges. On peut donc dire que le crédit mutuel est tout entier à créer en France. Après des lenteurs regrettables, la loi sur le crédit agricole a enfin abouti. A l'heure présente, des ten-

tatives sérieuses sont faites pour amener le parlement à voter la loi sur les sociétés coopératives de crédit mais l'accord n'est pas encore fait entre le Sénat et la Chambre sur la rédaction définitive du projet de loi ; espérons cependant que l'accord interviendra, et que l'année 1896 ne s'écoulera pas sans que la loi si impatiemment attendue ait été votée.

CHAPITRE III

LOI DU 5 NOVEMBRE 1894 DU CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL.

Dans les séances des 14, 16, 18 et 20 juin 1892 et dans la séance du 29 avril 1893, la Chambre des députés avait adopté un projet de loi, « tendant à l'organisation du crédit agricole et populaire ». Ce projet dû à l'initiative de M. Jules Méline et de plusieurs de ses collègues s'étendait indistinctement à tous les syndicats professionnels et agricoles.

« Ce n'est pas seulement l'industrie agricole qui nous paraît destinée à recueillir les avantages de notre système de crédit, s'exprime M. Méline ; en l'étudiant au point de vue agricole, nous sommes arrivés aisément à découvrir qu'il s'appliquait le plus naturellement du monde aux autres industries. Que manque-t-il bien souvent à un ouvrier intelligent, honnête, instruit et en possession d'une petite épargne, pour s'élever à la profession de patron ? Il lui manque un peu de crédit pour acheter les matières premières dont il a besoin, et attendre qu'il les ait transformées ou vendues. Avec le crédit, le tailleur pourra se procurer du drap, le cordonnier du cuir,

le menuisier du bois, le mécanicien du fer, sans être obligé de subir des conditions ruineuses et écrasantes ». D'après le projet de l'honorable M. Méline, tous les syndicats étaient autorisés à faire des opérations d'emprunt, de prêt et de gage, autrement dit, à s'ériger en société de crédit. L'art. 1^{er} était en effet conçu ainsi :

« Les syndicats professionnels peuvent, s'ils y sont autorisés par leurs statuts :

« 1° Acheter pour revendre, louer ou prêter à leurs adhérents les matières premières, machines, outils, engrais, semences, bestiaux et généralement tous objets nécessaires à l'exercice de leur profession ;

« 2° Garantir le paiement des achats directement faits aux producteurs et aux fournisseurs des objets ci-dessus énumérés ;

« 3° Recevoir de leurs adhérents des dépôts de fonds en compte-courant avec ou sans intérêts ; se charger des recouvrements à faire sur eux ou pour eux ;

« 4° Vendre pour leur compte les produits de leur profession ;

« 5° Contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou pour augmenter le fonds de roulement de la société ;

« L'émission d'actions est interdite. »

Comme on le voit, la loi autorisait de la façon la plus formelle les syndicats ouvriers et les syndicats

agricoles à faire toutes les opérations nécessaires au fonctionnement des établissements de crédit.

Le projet de loi rencontra quelque opposition au Sénat. La commission sénatoriale chargée de l'examen du projet proposa dans son rapport : 1° de supprimer les mots « et populaire » dans le titre de la loi ; 2° de transformer ce titre en celui de « Loi relative à la création de sociétés de crédit agricole » ; 3° de distinguer les sociétés de crédit, des syndicats professionnels ou agricoles, distinction que n'établissait pas la Chambre, puisque, nous l'avons vu dans l'article 1^{er} du projet, c'étaient les syndicats mêmes qui devaient se constituer en sociétés de crédit.

Les modifications que proposait d'introduire la commission du Sénat étaient trop profondes pour ne pas rencontrer la plus vive opposition à la Chambre. Supprimer les mots « et populaire » au titre du projet, c'était décapiter la loi, « lui enlever toute la partie démocratique » (1), c'était exclure du bénéfice de la loi tous les syndicats d'ouvriers et de patrons. M. le sénateur Labiche, rapporteur du projet, nous donne la raison de cette exclusion. « L'expérience a, en effet, démontré, dit-il, que l'objet, l'organisation, le développement, les effets des syndicats agricoles ont été jusqu'à présent, absolument différents de ceux des autres syndicats professionnels ». Cette argumen-

(1) Paroles de M. Lacombe, député. Séance du 27 oct. 1894.

tation exacte ne justifie pas suffisamment la suppression proposée par l'honorable rapporteur dans le titre de la loi. Certainement les syndicats agricoles ne doivent pas être confondus avec les autres syndicats professionnels. Tandis que ceux-ci sont des instruments de combat, de grève, de désorganisation qui aboutissent à l'augmentation de la misère des syndiqués, au gaspillage des ressources péniblement amassées ou fictivement récoltées, les syndicats agricoles sont une œuvre de richesse et de pacification sociales. Mais il ne faut pas confondre la classe ouvrière avec les syndicats ouvriers ; les artisans, les petits industriels ne font pas tous partie d'un syndicat ; pour ceux-là au moins, le crédit est un secours bien-faisant. Et puis les syndicats les plus bruyants, les plus révolutionnaires sont encore remplis de braves ouvriers qui ne demandent qu'à travailler. Pour eux aussi, le crédit est un puissant secours. Comme les agriculteurs, et autant qu'eux, ils ont besoin de crédit pour l'achat des outils et des matières premières qu'exige leur profession. Dès lors pourquoi n'auraient-ils pas droit aussi à la sollicitude du législateur, aux faveurs de la loi ?

La seconde proposition de la commission sénatoriale, tendant à modifier le titre de la loi, ne rencontra pas d'opposition sérieuse à la Chambre. Le nouveau titre « Loi relative à la création de sociétés de crédit agricole » moins prétentieux que le titre pri-

mitif, répondait mieux aussi au but que poursuivait le législateur. Ce que la loi se proposait en effet ce n'était pas de *créer le crédit*, mais bien *de le faciliter*, ce qui ne doit pas être confondu. « Il faut bien reconnaître, disait M. le sénateur Labiche, que si les dispositions du projet doivent faciliter, comme nous l'espérons, le crédit d'un certain nombre d'agriculteurs, il serait excessif de paraître affirmer que ces dispositions suffiront à elles seules pour constituer une véritable organisation du crédit ».

La troisième modification proposée par la commission sénatoriale concernait l'article 12.

Nous avons dit que d'après les termes de cet article, c'étaient les syndicats eux-mêmes qui étaient autorisés à s'ériger en sociétés de crédit. Au contraire la commission proposait d'autoriser la création des sociétés de crédit : « soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats ».

La nouvelle rédaction avait cet *avantage* de laisser aux syndicats une personnalité indépendante et de leur conserver le caractère civil que leur reconnaît la loi du 21 mars 1884. Les syndicats n'en demeurent pas moins dans un rapport étroit avec les sociétés de crédit qui sont destinées à leur faire des avances et à garantir leurs engagements, mais qui constituent des sociétés commerciales.

« La société de crédit, dit M. Labiche, aura un but, des pouvoirs différents ; elle agira comme société commerciale tandis que le syndicat, société civile, devra se maintenir dans les attributions restreintes que lui confère la loi du 21 mars 1884 ».

L'avantage de la nouvelle rédaction de l'art. 1 de la loi ne nous paraît pas discutable. La transformation d'un syndicat en société de crédit, est en fait presque impraticable puisqu'il faudrait pour la réaliser, l'adhésion unanime de tous les syndiqués, or, beaucoup ne se soucient pas d'engager leur responsabilité dans les opérations d'une société de crédit. Mais cette transformation fut-elle possible, grâce à l'adhésion du syndicat tout entier, elle aura l'inconvénient de changer le caractère essentiel du syndicat, d'entraîner peut-être son développement et de fausser la véritable solution du crédit agricole. Et puis comme le dit fort justement un de nos collègues M. Touillon, dans une thèse remarquable sur le crédit agricole : « Pour qu'un syndicat devienne une véritable société de crédit mutuel, il ne suffit pas qu'il inscrive sur sa porte : Crédit mutuel ; il faut non seulement qu'il accepte résolument les responsabilités qui donnent seules une base sûre à la confiance des capitalistes et des banquiers, il faut encore qu'il ait un capital et il ne peut l'acquérir, puisqu'il lui est interdit d'émettre des actions ! » Pour arriver à un accord définitif entre le Sénat et la Chambre, une commission extra-par-

lementaire fut nommée par le ministre de l'agriculture avec mission d'examiner les modifications proposées par la commission sénatoriale. La commission extra-parlementaire (1) jugea que les modifications n'étaient pas inacceptables et conclut à leur adoption. Elles furent donc introduites dans la loi et présentées par l'honorable M. Codet député rapporteur qui triompha des dernières résistances de la Chambre. Il fit très justement observer à ses collègues que la première et la plus grave des modifications introduites par la commission sénatoriale, celle qui consistait à exclure du bénéfice de la loi les syndicats professionnels, ne causait à ces syndicats qu'un seul préjudice, celui qui pourrait résulter pour eux des lenteurs de la loi sur les sociétés coopératives de crédit. En effet, à la même époque, la Chambre et le Sénat étaient saisis d'un projet de loi sur la création de sociétés coopératives de crédit, destinées à venir en aide exclusivement aux syndicats professionnels. Ceux-ci devaient donc trouver dans cette seconde loi, ce qu'on leur refusait dans la première. Mais la seconde n'est pas encore votée et nul ne peut dire quand elle le

(1) Cette commission se composait : de MM. Boulanger, Darbot, Guichard, Labiche, Lourties, Magnin, Trarieux, Bertrand, Christophle, Doumer, Jonnard, Lavertujon, Linard, Méline, Mir, Passy, Philipon, Quintaa, Ribot, Say, Benard, Bertaux, Boucard, Risler, Gatelier, Gilbert, Groslier, Josseau, Labeyrie, Laujalley, Sagnier, Tisserand, Daubrée, Philippe.

sera ! M. Codet n'eut pas de peine à faire admettre les deux autres modifications.

En voici la teneur :

ART. 1^{er}. — Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats ; elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats.

Ces sociétés peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants avec ou sans intérêt, se charger, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats. Elles peuvent notamment contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leur fonds de roulement.

Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions. Il pourra être constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société. Ces souscriptions formeront des parts qui pourront être de valeur inégale ; elles seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société.

La société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit.

Dans le cas où la société serait constituée sous la forme de société à capital variable, le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports des sociétaires sortants au-dessous du montant du capital de fondation.

ART. 2. — Les statuts détermineront le siège et le mode d'administration de la société de crédit, les conditions nécessaires à la modification de ces statuts et à la dissolution de la société, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun de ses membres contribuera à sa constitution.

Ils détermineront le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants.

Ils régleront l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société.

Les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie.

ART. 3. — Les statuts détermineront les prélèvements qui seront acquis au profit de la société sur les opérations faites par elle.

Les sommes résultant de ces prélèvements, après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts des emprunts et du capital social, seront d'abord affectées jusqu'à concurrence des $\frac{3}{4}$ au moins, à la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce

qu'il ait atteint au moins la moitié de ce capital.

Le surplus pourra être réparti, à la fin de chaque exercice, entre les syndicats au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations. Il ne pourra en aucun cas être partagé sous forme de dividende entre les membres de la société.

A la dissolution de la société, ce fonds de réserve et le reste de l'actif seront partagés entre les sociétaires proportionnellement à leur souscription, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole.

ART. 4. — Les sociétés de crédit autorisées par la présente loi sont des sociétés commerciales, dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du code de commerce.

Elles sont exemptes du droit de patente, ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières.

ART. 5. — Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées par les dispositions suivantes :

Avant toute opération, les statuts avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires indiquant leurs noms, profession, domicile et le montant de chaque souscription, seront déposés, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal. Il en sera donné récépissé.

Un des exemplaires des statuts et de la liste des

membres de la société sera, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société déposera en double exemplaire au greffe de la justice de paix du canton, avec la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente. Un des exemplaires sera déposé par les soins du juge de paix au greffe du tribunal de commerce.

Les documents déposés au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce seront communiqués à tout requérant.

ART. 6. — Les membres chargés de l'administration de la société, seront personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation.

Ils pourront être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 200 francs.

Le tribunal pourra, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution de la société.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des di-

recteurs ou des sociétaires, l'amende pourra être portée à 500 francs.

ART. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

CHAPITRE IV

TEXTE ANNOTÉ ET EXAMEN CRITIQUE DE LA LOI
DU 5 NOVEMBRE 1894.

- 1. — But de la loi. — Rôle de l'Etat en matière de crédit.**
— Organisation du crédit par « en bas ».

Comme son titre l'indique, le but de la loi est de venir en aide aux agriculteurs en leur donnant des facilités de crédit. Mais ce but pouvait être atteint par deux moyens différents qui ont été tour à tour proposés et défendus à la tribune par des voix autorisées. Disons quelques mots de ces deux moyens et nous verrons quelles raisons ont déterminé le législateur à choisir l'un plutôt que l'autre.

En matière de crédit populaire comme de toute réforme sociale, deux écoles sont en présence. L'une s'en remet aux pouvoirs publics du soin de résoudre toutes les questions sociales. C'est l'école du socialisme d'Etat, la plus dangereuse de toutes. Elle décourage l'initiative, énerve la volonté et appelle la tyrannie. Que de gens en France sciemment ou inconsciemment appartiennent à cette école ! Que de gens qui apporteraient à la propagation du crédit populaire le concours de leur expérience et le soutien

de leur fortune et qui préfèrent compter sur l'Etat-Providence pour accomplir la tâche qui leur est dévolue. De là le nombre considérable de systèmes qui aboutissent en définitive au crédit par le budget, c'est-à-dire à l'Etat banquier.

Ce serait sortir de la question que d'aborder ici l'étude du socialisme d'Etat. Et cependant n'est-il pas important de savoir lequel de l'Etat ou de l'initiative privée est le plus apte à distribuer le crédit au peuple ? Il y a des attributions qui ressortissent sans conteste à l'Etat, mais en matière de crédit populaire l'intervention de l'Etat, doit-elle être désirée ? Voilà toute la question.

Pour nous l'intervention de l'Etat en matière de crédit populaire doit être énergiquement combattue, et elle doit l'être pour plusieurs raisons. D'abord parce que la politique doit rester étrangère à toute question de crédit ou de prévoyance. L'honnêteté, la probité du travailleur, son esprit d'ordre et d'économie, doivent être les seules conditions du crédit qui lui est accordé ; ses opinions politiques doivent être ignorées du créancier. Mais si ce créancier est l'Etat, peut-on empêcher qu'il ne favorise ses partisans et ne néglige ceux qui lui font de l'opposition ! Peut-on même empêcher qu'il ne profite des ressources destinées au crédit pour acheter les dévouements ou vaincre les résistances ! M. Luzzati, l'éminent homme d'Etat dont nous nous sommes entretenu précédemment,

répondait un jour à M. Rouher qui l'interrogeait sur les chances de succès du crédit populaire en France : « Vous ne réussirez pas, car vous bâtissez vos institutions sur la politique ; et la politique est ce qu'il y a de pire au monde pour fonder des institutions de prévoyance. Vous faites du crédit populaire, les uns impérialiste, les autres orléaniste, libéral, radical que sais-je ? Moi, je ne connais qu'une sorte de crédit ; c'est le crédit sans épithète. Vous l'établissez suivant les partis que vous dirigez ; moi, je me base sur la prévoyance et suivant les besoins ». Les faits ont donné raison à l'ancien ministre du Trésor d'Italie. Les banques populaires qu'il a fondées sur ces principes ont pris un essor inespéré. Que sont devenues la société du « Prince impérial », la caisse « du crédit au travail » et tant d'autres essais de crédit populaire tentés par M. Rouher et ses contemporains (1) ?

L'intervention de l'Etat doit encore être combattue parce qu'elle serait la cause inévitable de grandes déceptions financières. L'Etat ne peut en effet remplir l'une des conditions fondamentales du crédit populaire : la surveillance de l'argent prêté.

Sans doute l'Etat possède d'immenses ressources

(1) La société dite du Prince Impérial avait été fondée par l'empereur Napoléon III pour prêts au travail. La caisse de crédit au travail avait été fondée par MM. Léon Say, Casimir-Périer père et Jules Simon.

et offre des garanties exceptionnelles pour la restitution, mais quand on fait du crédit aux classes laborieuses, il faut s'assurer au préalable de la moralité et de la solvabilité des emprunteurs, il faut juger si ceux qui font appel au crédit sont dignes de l'obtenir ! L'Etat est-il capable de telles appréciations ? Evidemment non. Ceux-là sont capables d'apprécier la solvabilité d'un emprunteur qui vivent à côté de lui, qui sont les témoins quotidiens de sa conduite et de ses travaux.

L'Etat est-il davantage capable d'exercer un contrôle sur la destination des avances qu'il consentirait et sur l'utilité de cette destination ? Non encore. Un organisme central, si bien outillé soit-il, ne peut procéder à des enquêtes si délicates. Et cependant l'enquête sera d'autant plus nécessaire que ce sera l'Etat qui fera les avances. Eût-on jamais en effet pour les intérêts du Trésor, les égards que l'on doit à un particulier. Voler l'Etat, ce n'est voler personne, dit-on trop couramment. Et maint emprunteur ne craindra pas sur de tels principes d'infliger à l'Etat un dommage sans remède.

Mais admettons pour un instant que l'Etat soit à même d'apprécier la solvabilité des emprunteurs et d'exercer un contrôle efficace sur l'utilité et la destination des avances consenties, au prix de quelles formalités sans nombre et à quel taux élevé, l'Etat ne devra-t-il pas donner le crédit, pour rentrer seulement dans les frais d'un contrôle si compliqué.

Pour toutes ces raisons, l'Etat serait exposé aux pires dangers ou n'aurait point de clientèle ; il faut donc se prononcer énergiquement contre toute ingérence de l'Etat dans l'organisation du crédit populaire. C'est la solution qui a été proposée par l'honorable M. Méline dans son projet de loi et qui a été consacrée par la majorité de la Chambre.

La loi du 5 novembre 1894 répond aux principes de l'école opposée au socialisme d'Etat. Cette école cherche à améliorer le sort des travailleurs par l'association professionnelle basée sur la communauté des intérêts. Appliquer à l'organisation du crédit populaire les principes féconds de la mutualité, voilà le but qu'a voulu réaliser la loi de 1894 et qu'elle atteindra avec le temps. Au lieu du crédit populaire tombant d'en haut comme une pluie fécondante, ce sera le crédit venu d'en bas avec plus de peine il est vrai, mais avec plus de fécondité aussi et plus de sûreté. Le résultat sans doute sera plus lent à se produire, mais il sera plus profond et plus durable. Réduits à ne compter que sur eux-mêmes, les associés de la banque populaire se choisiront avec la plus grande circonspection et s'observeront les uns les autres. Quelqu'un a-t-il besoin de crédit, qu'il s'adresse à la caisse mutuelle. S'il obtient le capital dont il a besoin l'association court peu de risques, car tous sont trop intéressés à ce que la société ne subisse pas de pertes. L'emprunteur lui-même se fera un point d'hon-

neur de rembourser, pour ne point compromettre à jamais son crédit et pour ne point autoriser les camarades à manquer à leurs engagements.

Est-ce à dire que la loi de 1894, qui fait appel à l'initiative privée, se désintéresse du concours de l'Etat. En aucune façon ; le rôle de l'Etat pour n'être pas prépondérant et exclusif n'en est pas moins fécond. L'initiative privée en France s'aventure timidement surtout dans les questions où l'argent peut être engagé. Il appartiendra donc à l'Etat d'exercer une influence salutaire sur l'application de la loi et de soutenir au besoin, par des subventions intelligemment octroyées, les premiers pas chancelants des banques populaires. Souvent un subside, même modique, alloué à propos, donnera à une banque populaire l'élan qui lui est nécessaire pour s'élever, vivre et grandir !

§ 2. — Comment se constituera une société de crédit agricole ? A quelle condition est-on sociétaire ? La société peut-elle faire des opérations avec des personnes étrangères ? Forme de la société ?

La loi du 5 novembre 1894, art. 1, facilite la création de sociétés de crédit agricole. Mais il n'est pas nécessaire pour fonder une banque populaire de se conformer aux dispositions de la présente loi. Cette loi ne s'impose pas ; la preuve en est que bien avant qu'elle ait été prise en considération et votée par le

parlement, il existait déjà un certain nombre de sociétés de crédit agricole dont quelques-unes très prospères. Telles, la société de crédit mutuel de Poligny fondée en 1885, les caisses de crédit mutuel de Senlis (1885), de Besançon (1891), de Genlis (1891), de Saint-Florent (1891), de Delle (1891), d'Indre-et-Loire (1893) etc., etc..... Toutes ces caisses agricoles sont des sociétés anonymes à capital variable. Elles sont régies par la loi de 1867.

Bientôt des banques agricoles pourront aussi se constituer conformément à la loi sur les sociétés coopératives de crédit qui n'est pas encore votée, mais le sera bientôt.

Une banque agricole peut donc être régie soit par la loi de 1867, soit par la loi du 5 novembre 1894, soit encore par la loi sur les sociétés coopératives de crédit. Comme ces lois ne sauraient être confondues, il est nécessaire que les fondateurs d'une caisse agricole expriment nettement dans les statuts, à quelle loi ils entendent se référer. La loi prescrit que la société de crédit agricole sera constituée par la totalité ou par une partie des membres d'un ou de plusieurs syndicats. Cette disposition qui oblige les membres de la société à faire partie d'un syndicat est vivement critiquée et il n'est pas facile de la justifier. Sans doute le législateur a voulu que les syndicats agricoles, fussent les organisateurs tout naturels et tout indiqués du crédit rural, et c'était leur faire un grand

honneur que de les juger aptes à remplir cette mission qui accroît encore leur utilité. Mais pareil honneur ne peut-il échoir à d'autres qu'aux membres des syndicats ? Pourquoi exclure des avantages de la loi les agriculteurs auxquels, pour une raison ou pour une autre, il ne convient pas de faire partie d'un syndicat ? Le rapporteur de la loi, M. Codet, croit nous en donner la raison. « Parce que, dit-il, leur exclusion, si elle a lieu, ne résulte que de leur volonté. Rien ne les empêche de se constituer eux-mêmes en un syndicat d'un nombre restreint. Il n'était pas possible d'accorder les privilèges des associations que notre loi a pour but d'encourager à des personnes qui ne veulent pas être associées ». Eh bien ! véritablement nous ne saisissons pas. Comment ! voilà des personnes qui se proposent de former entre elles une société de crédit et vous venez nous dire qu'elles n'ont pas l'esprit d'association. Si elles ne l'ont pas, croyez-vous qu'elles l'aurent davantage quand, pour se conformer à votre prescription, elles auront ébauché une ombre de syndicat ? Et si, persistant à ne pas vouloir se conformer à la loi, les personnes préfèrent renoncer à leur projet, n'aurez-vous pas à le regretter ?

Par une anomalie des plus singulières, et qui n'est pas unique dans la loi, il n'est pas nécessaire de faire partie de la « Société de crédit » pour faire des opérations avec elle. Il suffit d'être membre d'un syndi-

cat. « La Société de crédit agricole, dit M. Labiche, rapporteur au Sénat, pourra faire des affaires avec des adhérents non sociétaires, comme dans les sociétés coopératives de consommation ». Cette faculté donnée à des adhérents, moyennant un droit d'entrée (1) très modique, de participer aux opérations de la société de crédit, et dans une certaine mesure, aux bénéfices annuels, a été très contestée. On a dit qu'elle faussait le caractère de la société et qu'elle aurait pour conséquence d'écarter les vrais sociétaires, car il est plus avantageux, dût-on même avoir des bénéfices moins rémunérateurs, de ne verser que 2 ou 3 francs d'entrée, pour pouvoir faire des affaires avec la société, que de souscrire une action souvent assez élevée et d'être exposé aux appels de fonds ultérieurs.

Nous ne saurions partager cette opinion ; pour nous l'exclusion des adhérents de la société de crédit agricole aurait des inconvénients très graves. Il ne faut pas perdre de vue que la multiplication indéfinie des personnes et surtout des capitaux est la caractéristique des sociétés de prévoyance. C'est pour cette raison qu'on les appelle souvent « sociétés à personnel et capital variables ». Plus il y aura d'affaires, plus la société sera prospère et plus il lui sera facile de distribuer le crédit à bon marché. Exclure les adhérents

(1) Ce droit a été fixé à 2 francs au minimum dans le projet de loi sur les sociétés coopératives (art. 31).

c'est renoncer à une source importante de bénéfices, c'est rendre le capital constaté au dernier inventaire à peu près stationnaire jusqu'à la prochaine émission (1). Car jusqu'à cette époque ceux qui demanderont à faire partie de la société ne pourront être admis que s'il y a des démissions, des exclusions ou des morts d'associés, circonstances qui ne sont pas fréquentes.

Nous sommes donc d'avis que la participation des adhérents non sociétaires aux opérations de la société est une mesure efficace. Mais l'honorable M. Labiche aurait pu, ce nous semble, insister quelque peu sur la situation de ces adhérents. Le projet Doumer contient à leur égard une disposition importante que nous aurions voulu voir reproduite dans la loi sur le crédit agricole. L'article 31, § 3, du projet de loi sur les sociétés coopératives dit en effet : « Le montant du droit d'entrée payé par l'adhérent est inscrit à son compte individuel, auquel s'ajoute sa part annuelle des bonis.

« Dès que le montant de ce compte égale le montant d'une action ou part de la société, l'adhérent est crédité d'une action ou part, et prend rang parmi les associés, après acceptation du conseil d'administration. Dans le cas contraire les bonis lui sont remboursés ».

Ainsi donc, d'après l'article 31, l'adhérent n'est,

(1) *Sic* rapport sur les sociétés coopératives par V. Lourties, sénateur.

en somme, qu'un « aspirant sociétaire ». Dès que son compte, qui est formé de son droit d'entrée et des bonis résultant de ses opérations avec la société, atteint le chiffre de l'action, il peut être sociétaire, il en a presque le droit. Le conseil d'administration se réserve, il est vrai, de donner son avis, mais cet avis est bien rarement défavorable, en tout cas il ne peut être partial, car il est motivé.

Nous ne trouvons rien de tout cela dans la loi de 1894. M. Labiche nous a dit que la société de crédit agricole pourra faire des opérations avec des adhérents non sociétaires, comme dans les sociétés coopératives de consommation, mais il n'a pas ajouté, et nous l'en blâmons fort, que comme dans ces mêmes sociétés, l'adhérent peut accéder au titre de sociétaire par le seul effet de ses bonis. La loi de 1894, article 3, § 3, prescrit seulement que la restitution du quart des bénéfices sous la forme de bonis peut être faite aux sociétaires et aux adhérents, et rien de plus. Qu'arrivera-t-il alors ? C'est que plusieurs personnes pourront former une société de crédit agricole, admettre aux opérations de cette société le plus grand nombre possible d'adhérents auxquels il sera distribué des bonis, mais ne jamais les recevoir comme sociétaires. Quand la société, qu'elles auront eu soin de fonder pour une courte durée, aura réalisé des bénéfices suffisants, ces personnes dissoudront la société, se partageront la réserve et iront recommencer ailleurs.

Et la spéculation que le législateur voulait si bien écarter des sociétés de crédit agricole se sera donné libre et facile carrière ! Il nous sera permis de trouver étonnant que cette lacune n'ait pas été signalée par quelque membre du Sénat ou de la Chambre ! Preuve trop évidente de la négligence avec laquelle nos lois sont aujourd'hui « bâclées ».

Quelle forme prendra la société de crédit agricole ? Sur ce point la plus grande latitude est laissée aux fondateurs. La forme à capital variable est celle qui paraît le mieux répondre au caractère et au but des sociétés de crédit agricole ! Les ressources des cultivateurs même les plus économes sont restreintes, il faut qu'ils puissent, s'ils ont besoin de leur argent, retirer leurs mises. Il faut d'autre part que de nouveaux associés puissent à tout moment entrer dans la société. Cette variabilité incessante du capital et du personnel, qui est la condition du succès pour les sociétés de crédit mutuel, ne saurait être assurée que dans la société à capital variable. Mais comme dans une telle société, la faculté pour les associés de reprendre leurs mises ne saurait exister jusqu'à l'épuisement complet du capital, la loi dispose, article 1^{er}, dernier alinéa, que : « Dans le cas où la société sera constituée sous la forme de société à capital variable, le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports des sociétaires sortants, au-dessous du montant du capital de fondation ».

§ 3. — Opérations des sociétés de crédit agricole. La société peut-elle emprunter ? Taux de l'emprunt.

L'article 1^{er}, § II. est ainsi conçu :

« Ces sociétés peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants avec ou sans intérêt, se charger, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats. Elles peuvent, notamment, contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement ».

Les énonciations comprises dans ce paragraphe sont-elles énonciatives, c'est-à-dire données à titre d'exemple, ou bien sont-elles limitatives ? Le doute n'est pas possible ; l'un des rapporteurs de la loi a déclaré que les énonciations étaient simplement énonciatives. Les sociétés pourront faire toutes les opérations qui « concernent l'industrie agricole ». Expression des plus larges qui comprend toutes les opérations qui touchent de près ou de loin à l'agriculture, en dehors de celles qui rentrent directement dans les attributions des syndicats. Par exemple, la société de crédit agricole pourra faire des opérations d'es-compte, d'avance, de transport de créances avec ses propres sociétaires ou avec les membres des syndicats ; elle pourra garantir par son aval ou son endos

les engagements pris par les syndiqués ou les syndicats, se charger des paiements et des recouvrements qui figurent à leur débit et à leur crédit, enfin recevoir les dépôts d'épargne etc... Mais la société ne pourrait pas acheter pour le compte d'un sociétaire ou d'un client, une valeur de bourse ; cette acquisition dût-elle être faite avec des gains réalisés dans la société.

Il faut reconnaître que le critérium donné par la loi est bien vague. S'il est des opérations qui rentrent sans conteste dans le ressort de la société de crédit, parce qu'elles concernent évidemment « l'industrie agricole », il peut s'en trouver sur le caractère desquelles il sera très difficile d'être fixé. Quel sera le sort de telles opérations si la société consent à les faire ? C'est encore un point qu'il aurait fallu éclaircir dans la loi ! Le législateur, au lieu de s'en rapporter pour l'application de la loi à la bonne foi des sociétés, n'aurait-il pas beaucoup mieux fait d'indiquer d'une façon très détaillée, mais limitative, les opérations qui ressortiront à ces sociétés. Que d'abus et que de procès auraient été ainsi évités pour l'avenir !

Le législateur autorise les sociétés de crédit agricole à recevoir des dépôts de fonds en comptes courants ; mais il prescrit article 2, § 2, que les statuts devront déterminer le maximum de ces dépôts. Cette prescription se justifie aisément par la raison qu'il importe de mettre la société en garde contre les de-

mandes inopinées de restitution. Quoique la loi soit muette sur ce point, nous pensons qu'il importe, pour la même raison, d'appliquer la limitation prescrite par l'article 2 aux dépôts d'épargne.

Le législateur autorise également les sociétés de crédit agricole, à contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement. Mais pourquoi le taux à servir aux capitaux empruntés n'est-il pas limité? N'est-il pas à craindre que la société dans un besoin pressant d'argent, plutôt que de refuser du crédit à ses membres, ne se laisse aller à emprunter à un taux déraisonnable? Le législateur a trop souvent oublié que les sociétés de crédit agricole seront composées et administrées par des paysans qui ne possèdent aucune notion de gestion financière, et qui pourront, avec la meilleure foi, engager la caisse dans des opérations compromettantes. En matière d'emprunt, nous pensons que trop de réglementation vaut mieux que trop de liberté !

§ 4. — Constitution du capital social. Caractère des parts sociales. Non-limitation de l'intérêt.

Contrairement à la loi commune des sociétés commerciales, le capital social de la banque agricole ne pourra être formé par des actions. Il sera constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société et

ces souscriptions, dit l'article 1^{er}, § 3, formeront des parts qui pourront être de valeur inégale. Elles seront nominatives, et ne seront transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société.

Cela revient à dire que le capital social se composera de parts d'intérêt, et non d'actions. Mais quel avantage y a-t-il à introduire des parts civiles dans une société commerciale, quand aussi bien on peut stipuler que les actions seront nominatives et intransmissibles sans l'agrément de la société? Nous avouons ne pas saisir la différence entre la part et l'action nominative. M. Mir, rapporteur, dit que celle-ci donne plus prise à la spéculation que celle-là! La spéculation ne nous semble pas aisée sur des actions nominatives, transmissibles seulement aux membres des syndicats et encore avec l'agrément préalable du conseil de la société. Si l'on arrive à spéculer sur ces actions, on spéculera tout aussi facilement sur les parts d'intérêt. Dira-t-on que les ressources des agriculteurs étant très variables de l'un à l'autre, les parts d'intérêt offrent l'avantage très appréciable d'être à la portée de tous parce qu'elles ne sont pas d'une quotité fixe? Cette raison que nous donnons sous toutes réserves, encore qu'elle ne soit pas très juridique (1), justifierait peut-être la solution du législateur.

(1) Nos maîtres MM. Lyon-Caen et Renault, dans leur *Traité de Droit commercial*, sont d'avis que l'action peut tout aussi bien que

Quoi qu'il en soit, les parts des associés seront de valeur inégale, nominatives et ne pourront être transmises qu'à des membres des syndicats et avec l'agrément de la société.

La loi n'a pas fixé un minimum à la part que chaque associé peut avoir dans le capital social ! Elle n'a pas davantage limité le taux de l'intérêt à servir aux associés ! Double lacune infiniment regrettable et qui ouvre la porte à la spéculation. Comment empêcher que plusieurs capitalistes ne forment une société de crédit agricole dont ils partageront toutes les parts et n'insèrent dans les statuts que l'intérêt servi au capital s'élèvera à 7, 8, 10 0/0 et plus même ! Semblable lacune n'existe pas dans le projet de loi sur les sociétés coopératives. Il est dit en effet à l'article 5, § 2 : « la part que chaque sociétaire peut avoir dans le capital social ne peut dépasser 5.000 francs ». D'autre part l'article 19 fixe à 5 0/0 l'intérêt maximum qui devra rémunérer le capital.

Que d'obscurité, que de lacunes dans un seul article ! Et tout n'est pas encore dit ! M. Labiche admet que des sociétés de crédit agricole pourront être créées d'après le système Raiffeisen, c'est-à-dire sans capital social : « Bien que cette hypothèse, dit l'honorable sénateur, ne doive, suivant nous, se réaliser

la part d'intérêt être en principe d'une quotité variable, quoique en fait la règle soit de l'égalité des actions et de l'inégalité des parts d'intérêt.

que rarement en France, on peut supposer que certaines sociétés pourront fonctionner sans capital social. Il pourrait en être ainsi dans le cas notamment, où les statuts stipuleraient la responsabilité solidaire et illimitée des associés, ainsi que cela a eu lieu dans la plupart des sociétés de crédit en Allemagne et dans les sociétés L. Wollemborg en Italie. Les ressources nécessaires au fonctionnement de la société pourraient alors être obtenues sans capital social, au moyen de fonds de dépôts ou d'emprunts garantis par la responsabilité solidaire et illimitée de tous les associés ».

Puisque M. Labiche admet les sociétés sans capital et à responsabilité illimitée des associés, au bénéfice de la loi, pourquoi n'en est-il rien dit dans la loi ? Le peu de probabilité qu'il y a que de telles sociétés se fendent en France n'excuse pas le silence du législateur ! Bien au contraire. A tort ou à raison, les principes de Raiffeisen et de Wollemborg rencontrent chez nous une méfiance extrême ; nous redoutons la solidarité à l'égal d'un fléau. Dans un tel état des esprits il est nécessaire, ce nous semble, si l'on veut encourager la création de caisses Raiffeisen, d'expliquer et de réglementer le mécanisme de ces caisses. Qu'importent les intentions du rapporteur et de la commission si les textes sont en contradiction avec ces intentions. Les paysans qui voudront fonder une société de crédit s'en rapporteront à la loi. Les travaux préparatoires sont pour eux lettre morte !

§ 5 . — Formalités préalables au fonctionnement de la société. Conditions de publicité.

L'article 1^{er}, § 4, dit que la société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit. Il s'agit ici du quart du capital social tout entier et non pas, comme dans l'article 1^{er} de la loi de 1867 sur les sociétés, du quart du montant des actions de chaque membre. Ainsi les uns peuvent verser en plus ce que les autres versent en moins, sans s'inquiéter de la somme versée sur chaque action, pourvu que le quart du capital entier soit versé. Cette faculté qui existe dans les sociétés à capital variable en vertu de l'article 51, § 3, est très utile, car dans ces sociétés, les associés ont le plus souvent des ressources très inégales.

Il est bien entendu que la disposition de l'article 1^{er}, § 4, ne s'applique pas aux caisses du système Raiffeisen, puisque ces caisses fonctionnent sans capital social.

La loi ne dit pas comment sera constaté le versement du quart du capital ? Nouvelle lacune regrettable à laquelle on ne sait comment suppléer. La loi de 1894 doit-elle se suffire à elle-même ? dans ce cas la prescription du paragraphe 4 échappera à tout contrôle. Faut-il au contraire, dans le silence de la loi, appliquer les dispositions de la loi de 1867 qui

forment le droit commun en la matière ? Dans ce cas les gérants ou les fondateurs de la société devront déclarer par devant notaires que le quart du capital a été versé ! Quoique ce ne soit pas l'opinion la plus généralement admise, nous pensons que les dispositions de la loi de 1867 s'imposent à la société de crédit agricole. Nous l'avons déjà dit ; en pareille matière, on ne saurait exiger trop de réglementation, ni trop de précision. Laisser la plus grande liberté à la société, en dehors des strictes prescriptions de la loi de 1894, comme plusieurs le demandent, c'est entraver encore l'œuvre du crédit populaire qui éprouve déjà assez de difficulté à s'implanter en France.

Autre lacune dans la loi, celle-là moins grave que les précédentes il est vrai, mais qui a cependant son importance. Nous voulons parler du nombre minimum des associés. Dans la loi de 1867 (art. 23) et dans le projet de loi sur les sociétés coopératives (art. 2), le législateur prescrit que les sociétés devront se composer au moins de sept membres. La loi de 1894 est muette sur ce point. Or nous savons qu'il n'est pas impossible de spéculer dans la caisse agricole. Moins il y aura d'associés, mieux ils s'entendront.

L'article 5 relatif aux formalités de publicité et de contrôle de la société n'offre rien de saillant. Qu'il nous suffise de dire que ces conditions sont moins lon-

gues, moins compliquées et moins dispendieuses que celles qui résultent de la loi de 1867 sur les sociétés.

§ 6. — De l'étendue, de la durée et des conditions de la responsabilité des associés. Du principe de la solidarité illimitée.

ART. 2, § 3. — « Ils (les statuts) régleront l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société ».

La loi laisse donc la plus grande latitude aux fondateurs de la société pour régler l'étendue et les conditions de la responsabilité des associés !

Le plus souvent, pour ne pas dire toujours, cette responsabilité sera non solidaire et sera limitée pour chaque membre, au montant de sa souscription. Mais ne pourrait-elle être plus étendue, limitée par exemple à deux ou trois fois la part sociale comme dans les caisses suisses ou même illimitée comme dans les caisses allemandes. Nous touchons là au point le plus délicat et le plus important de la matière. Le principe de la solidarité illimitée ou même limitée à un chiffre excédant la mise sociale, peut-il fonctionner normalement en France ? Il a été déclaré à plusieurs reprises par le Gouvernement (1) et par les commissions

(1) Séance de la Chambre du 27 octobre 1894.

du Sénat et de la Chambre « que le génie français répugnait absolument à ce principe ». La même opinion est reproduite dans beaucoup d'ouvrages qui ont traité du crédit populaire en France. Sans prétendre posséder une notion aussi profonde des aptitudes « du génie français », nous nous permettrons de ne pas nous ranger à cette opinion. La France n'est pas plus rebelle au principe de la solidarité illimitée que les nations voisines ; mais comme elles, il lui faut recevoir une éducation préparatoire. Il ne faut pas croire que Schulze-Delitzsch et Raiffeisen en Allemagne, que Wollemborg en Italie, soient arrivés de prime abord à faire admettre la solidarité illimitée à leurs adeptes. Ils ont eu à vaincre surtout en Italie des difficultés considérables, dont ils ont triomphé à force de brochures, à force de conférences et grâce à leur infatigable persévérance. Ceux qui se sont dévoués à la propagation du crédit populaire en France, MM. Rostand, Aynard, Durand, Rayneri, Benoit-Lévy et tant d'autres, savent ce qu'il faut de temps, de patience et d'énergie pour initier le peuple aux avantages de la solidarité, mais ils diront que grâce à leurs efforts, plus de 200 caisses agricoles fonctionnent maintenant sur le principe de la solidarité illimitée et sont en pleine prospérité. Que deviennent les déclarations pompeuses du parlement en face de ces chiffres !

On se fait généralement une idée très fausse de la solidarité illimitée. Elle ne comporte nullement, com-

me on le croit, le crédit illimité. On l'a dit avec raison (1) : le premier devoir d'une société à responsabilité illimitée, c'est de tout limiter à commencer par le crédit. Supposons en effet que dans une commune, dix cultivateurs offrant des garanties absolues de moralité et de solvabilité, se réunissent pour fonder une société à responsabilité illimitée. Ils conviennent qu'ils n'ouvriront qu'un crédit maximum de 500 fr. à chaque membre et par an. La société est à peine constituée qu'un des dix paysans a besoin de 500 fr. Il adresse une demande à la caisse en indiquant l'usage qu'il compte faire de l'argent. Les neuf autres membres examinent s'il y a lieu d'ouvrir le crédit demandé. Et notez que cet examen sera d'autant plus scrupuleux que tous les neuf seront engagés par le dixième. Le crédit est accordé, et le billet signé par l'emprunteur, est avalisé par la société et endossé par elle à un banquier quelconque de la ville voisine qui en versera aussitôt le montant. Quel banquier n'accepterait pas ce billet ? Il est garanti par les dix membres qui sont responsables sur tous leurs biens ! Mais voilà qu'à l'échéance contre toute probabilité, l'emprunteur est dans l'impossibilité absolue de payer son billet ! Remarquez que ce cas sera extrêmement rare, car s'il est déjà difficile d'admettre que dans un village où tout le monde se connaît, on ait pu se trom-

(1) Rapport de M. Many à la Commission supérieure du travail.

per sur la solvabilité du débiteur, il est bien plus invraisemblable encore que ce débiteur se trouve à l'échéance sans un sou, c'est-à-dire sans le moindre bétail, sans un seul instrument aratoire, sans rien enfin qui puisse être réalisé pour couvrir la dette au moins en partie. Mais supposons cependant qu'on ne puisse pas tirer un seul centime du débiteur, que va-t-il arriver ? Le porteur du billet met en jeu le principe de solidarité qui est la garantie de son paiement ; il s'adresse à la société dont l'aval figure sur le billet. Celle-ci puise dans sa réserve et en tire les 500 francs qui couvriront le déficit. Ainsi le plus souvent se passeront les choses sans qu'aucun des membres ait eu à souffrir de « cette terrible responsabilité illimitée ». La réserve neuf fois sur dix comblera le déficit, parce que dans les sociétés de crédit à solidarité illimitée, elle atteint rapidement un chiffre important. Comment en serait-il autrement ; elle prête à ses membres au taux de 3 1/2 ou 4 0/0 et ne paie au banquier qu'un escompte de 2 1/2 ou 3 0/0 (1). La différence va au fonds de réserve qu'elle accroît ainsi à chaque prêt.

Mettons les choses au pire et supposons que la société n'ait aucune réserve, soit parce qu'elle ne fonctionne pas depuis assez longtemps, soit parce que la réserve a été épuisée par des pertes précédentes.

(1) *Manuel des sociétés de crédit agricole* de M. Benoit-Lévy.

Force sera au porteur du billet de s'adresser aux neuf membres de la société qui auront à se partager la somme de 500 francs, soit par tête 55 fr. 60.

Voilà donc l'extrémité désastreuse à laquelle seront entraînés les associés ! Sont-ce là les conséquences d'un principe qu'on craint à l'égal d'un fléau ?

Pour surcroît de garantie, qui empêche les associés de stipuler dans les statuts que tout emprunteur devra fournir une ou même deux cautions étrangères à la société et dont, au cas extrême d'insolvabilité du débiteur, on discutera les biens, avant toute poursuite des associés solidaires.

Sans doute la solidarité illimitée présente des inconvénients. Quel système si bien conçu n'a pas les siens ! Les banques Schulze-Delitzsch ont éprouvé parfois d'amères déceptions. Mais ces banques opéraient plus particulièrement dans les villes ou dans les centres industriels. Là il est beaucoup plus difficile de connaître le degré absolu de solvabilité de chacun et de contrôler l'emploi des fonds qui lui sont avancés par la caisse. Mais il n'en est pas ainsi, et l'expérience l'a démontré amplement, pour les caisses rurales. Dans un village tout le monde se connaît, tout le monde se surveille. Chacun connaît la terre de son voisin, aussi bien que la sienne, dans ses moindres parcelles. Ainsi que le dit Schulze-Delitzsch : « La solidarité entière trouve chez les agriculteurs des conditions spéciales très favorables : l'agriculteur

a une vie patente, il vit au grand jour. Pour le commerçant, on ignore ce qu'il gagne, ce qu'il dépense, comment il vit ; tandis que les voisins d'un agriculteur savent très bien ce qu'il récolte, ce qu'il dépense ; ils peuvent dire les colifichets de sa femme et de ses filles, les verres de vin, de bière ou d'eau-de-vie qu'il boit. Ils savent par là même ce qu'il fait ».

La répugnance de notre pays pour les sociétés à responsabilité illimitée tient surtout à l'ignorance dans laquelle on se trouve du mécanisme et des opérations de ces sociétés. Des hommes convaincus, malheureusement trop rares, ont entrepris de dissiper cette ignorance et leurs efforts sont chaque jour couronnés d'un nouveau succès. Mais les progrès sont lents, et il importe de les encourager. Tous ceux qui ont à cœur le relèvement de notre agriculture si cruellement éprouvée par la concurrence étrangère et par les fléaux les plus désastreux, devraient comprendre qu'ils ont une grande et belle tâche à accomplir ! C'est aux grands propriétaires, aux classes riches qu'il appartient d'approfondir les solutions économiques les plus aptes à rendre à notre chère France, la prospérité passée ! Depuis trop longtemps déjà, les classes supérieures se désintéressent du travail des champs ! L'occasion se présente aujourd'hui de reconquérir l'influence matérielle et morale qu'elles exerçaient jadis sur les populations et qu'elles ont perdue pour lui avoir préféré les plaisirs et le luxe

des grandes villes. Le crédit agricole, sous quelque forme qu'il se présente, avec la responsabilité limitée ou la solidarité illimitée, est appelé des vœux les plus ardents des campagnes. Que les propriétaires se mettent donc généreusement à l'œuvre, qu'ils se pénétrant des avantages incontestables du crédit agricole et se fassent les éducateurs dévoués des populations qui les entourent. En facilitant l'accession des paysans au crédit, ils auront accompli une grande œuvre de moralisation et de pacification sociale.

« Si l'élite intellectuelle et économique », disait M. Wollemborg à notre congrès de Menton, « surtout celle qui habite la campagne ou y est intéressée, prenait en mains la cause de la classe agricole, dans ses sphères inférieures et plus nombreuses, apprenant aux uns à s'arracher à leur misère, aux autres à n'y pas tomber, les progrès que l'on réaliserait dans l'ordre moral aplaniraient puissamment les difficultés de l'ordre temporel. C'est surtout l'*absentéisme* des propriétaires qui est à regretter, matériel et moral à la fois, puisqu'il ne suffit pas de séjourner en passant à la campagne, ou d'y aller en joyeuse compagnie, pour l'habiter dans le vrai sens du mot, c'est-à-dire pour connaître la pensée intime de la population rurale, se mêler à sa vie, y exercer une influence heureuse ».

M. de Cavour écrivait également : « Ces propriétaires vivant au milieu des populations des campa-

gues, les aimant et les éclairant, transformeraient en une influence régénératrice une force qui pousse la société dans la voie de la révolution ».

Pendant combien de temps un sociétaire reste-t-il responsable des engagements sociaux après sa démission ou son exclusion de la société ? La loi ne le dit pas précisément. « Les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie ». Ainsi s'exprime l'article 2 du dernier alinéa.

§ 7. — Prélèvement sur les opérations de la société. — Réserve. — Bonis. — Absence de dividende. — Exemptions fiscales.

Quand la société fera des opérations, elle prélèvera une commission dont le taux sera déterminé par les statuts (art. 3, § 1). Ces prélèvements sur les opérations « après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts des emprunts et du capital social seront d'abord affectés, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce qu'il ait atteint la moitié de ce capital » (art. 3, § 2).

Nous aurions voulu voir déterminer par la loi le taux maximum de la commission prélevée par la société sur ses opérations. Etant donné le but désinté-

ressé de la caisse rurale, destinée uniquement à venir en aide aux cultivateurs les moins riches, il importe d'empêcher que la spéculation ne fasse dégénérer la banque agricole en un véritable établissement de crédit. Pour la même raison le législateur devait limiter le taux maximum de l'intérêt à servir aux emprunts et au capital. Et qu'on ne dise pas que la spéculation n'est pas possible dans la caisse agricole parce que la loi a eu soin de prohiber la distribution de dividendes (art. 3, § 3). Si cette distribution ne peut avoir lieu au cours de la société, elle n'est que différée. Car à la dissolution de la société, l'article 3, § 4, prescrit « que le fonds de réserve et le reste de l'actif seront partagés entre les sociétaires proportionnellement à leur souscription ». La loi peut-elle empêcher des spéculateurs de fonder une société de crédit agricole pour une courte durée, de fixer à un taux élevé la commission et l'intérêt, d'accumuler ainsi une réserve importante et à l'expiration de la société, de se partager les bénéfices d'une opération qui aura été fructueuse et parfaitement licite !

L'article 3 du dernier alinéa prévoit bien, il est vrai, que les statuts peuvent affecter la réserve à une œuvre d'intérêt agricole, au lieu de la laisser distribuer aux sociétaires. Mais il est évident que cette clause étant seulement facultative, les spéculateurs se garderont bien de l'insérer dans les statuts.

Que d'insuffisance dans cette loi ! Que d'inconsé-

quence même ! Ainsi, d'après l'intention formelle de M. Méline, la loi de 1894 devait faciliter aussi bien la création de caisses rurales à responsabilité illimitée, c'est-à-dire des caisses fonctionnant sans capital. C'est pour cela sans doute qu'il est dit à l'article 3, § 2, que « les prélèvements sur les opérations... seront affectés jusqu'à concurrence des trois quarts à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins « la moitié du capital ». Mais puisqu'il peut ne pas y avoir de capital, il était indiqué ce nous semble de prévoir ce cas ! Si la caisse rurale est à responsabilité illimitée que deviendront les bénéfices réalisés ? L'exemple des caisses agricoles allemandes et italiennes nous donne la solution. Ils seront versés après acquittement des frais généraux au fonds de réserve. Comme il n'y a pas de capital social, il ne peut être question d'intérêt ni de dividende. N'est-il pas piquant de penser que notre loi est à ce point incomplète qu'il nous faille emprunter les solutions les plus élémentaires aux institutions étrangères !

Mais revenons à la loi. Nous avons vu que les trois quarts au moins des bénéfices sont affectés au fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint la moitié du capital social.

L'article 3, § 3, ajoute : « Le surplus pourra être réparti à la fin de chaque exercice, entre les syndicats et entre les membres des syndicats au prorata

des prélèvements faits sur leurs opérations ». Autrement dit, le quatrième quart, sous forme de boni, est réparti entre ceux qui ont fait des affaires avec la société, non pas proportionnellement à leur souscription, mais comme dans les sociétés les plus démocratiques de consommation, proportionnellement au chiffre de ces affaires. Ainsi plus un membre aura eu recours à la société pour des opérations d'avances, d'escompte, etc., plus sa part sera grande dans le boni.

L'article 4, § 2, exempte les sociétés de crédit agricole du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières. Ces dispositions de la loi, assurément très avantageuses pour les caisses rurales, ne sont-elles pas trop libérales ? N'aurait-il pas mieux valu se conformer au projet de loi sur les sociétés coopératives ? Ce projet dispense de la patente les sociétés qui ne font des affaires qu'avec leurs membres et exempte de l'impôt sur le revenu les parts inférieures à 2.000 francs. Ces principes nous semblent très judicieux. Pourquoi ne les a-t-on pas appliqués aux sociétés de crédit agricole ? Ces sociétés doivent avant tout faire des affaires avec leurs membres et ceux-ci seront toujours de petits souscripteurs ! Mais si elles veulent étendre le cercle de leurs opérations, faire appel à des tiers soit pour des dépôts en comptes courants, soit même pour des opérations de crédit ; si elles acceptent des sociétaires capables de souscrire des parts de 2.000 francs et plus, c'est-à-dire des

souscripteurs relativement riches, elles sortent de leurs fonctions économiques et ne méritent plus les faveurs de la loi ; elles doivent être considérées comme des sociétés commerciales, et le droit commun leur sera appliqué. Plus d'exemption de la patente, ni de l'impôt sur le revenu !

Nous l'avons déjà dit et nous ne cesserons de le répéter : il faut mettre les caisses rurales à l'abri de la spéculation, si on veut qu'elles produisent dans les campagnes, les résultats qu'on est en droit d'en attendre. Les exemptions accordées par la loi de 1894 sont des faveurs qui doivent être méritées. N'est-il pas excessif d'exempter de la patente et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, une société qui sous le titre de caisse agricole, fera des opérations avec des tiers et dont les membres auront peut-être souscrit 10.000 francs ou plus encore.

CHAPITRE V

CONCLUSION. QUE FAUT-IL PENSER DE LA LOI DU 5 NOVEMBRE 1894.

Nous venons d'étudier la loi du 5 novembre 1894 et nous avons signalé, dans le chapitre précédent, les lacunes et les contradictions qu'elle contenait ! Quel jugement faut-il maintenant porter sur cette loi ? Faut-il remercier le législateur de nous en avoir doté ? La question est délicate et ne saurait comporter, pour le moment du moins, une réponse absolue, puisqu'aussi bien, la loi est trop récente pour avoir donné des résultats convaincants. La loi, lorsqu'elle fut soumise pour la première fois à la Chambre, était, nous ne le nierons pas, impatiemment attendue par le pays. La Société des agriculteurs de France (1), la Société nationale des agriculteurs, un grand nombre de sociétés régionales, de comices agricoles et de conseils généraux avaient émis des vœux en faveur du vote de la loi. Et la loi fut enfin votée ! Mais cette manifestation favorable en faveur du projet de M. Méline, a-t-elle trouvé satisfaction dans la loi du 5 novembre

(1) Déclaration du rapporteur M. Codet à la séance de la Chambre le 27 octobre 1894.

1894 ! Nous nous permettrons d'en douter. Il y a loin du projet voté par le parlement au projet primitif que déposait M. Méline en 1892, sur le bureau de la Chambre. Les populations des campagnes ont pu croire quelque temps, que l'Etat organiserait le crédit agricole en leur ouvrant ses caisses (1) et cette perspective pleine d'attraits justifie, les vœux dont le projet Méline fut accompagné. Mais la déception, quoiqu'on dise, a été grande, quand des sommets élevés où M. Méline l'avait placé, le projet est descendu sur le terrain où le Sénat l'a définitivement fixé.

Avoir seulement pour but de « provoquer les initiatives », ce n'est pas organiser le crédit agricole !

Qu'on ne dise donc pas avant toute discussion sur la loi de 1894, qu'elle doit donner d'excellents résultats parce qu'elle a été attendue avec impatience par la majorité des agriculteurs ! Qu'on ne dise même pas que le développement actuel du crédit agricole est l'œuvre de la loi. Si, depuis quelques mois, les caisses rurales se multiplient d'une manière vraiment inespérée, le mérite en est bien moins au législateur qu'à ceux qui parcourent nos campagnes et y répandent la bonne parole. A ceux-là revient l'honneur d'avoir initié les paysans aux avantages du crédit

(1) Outre que le projet primitif de M. Méline donnait aux syndicats agricoles la faculté de se transformer en sociétés de crédit, il devait être accompagné d'un projet de création d'une grande banque centrale destinée à alimenter les syndicats,

mutuel. Sans eux, sans les brochures et les conférences qu'ils multiplient par toute la France, avec un dévouement au-dessus de tout éloge, la loi de 1894 aurait peut-être le même sort que toutes les précédentes tentatives de crédit populaire ! Car enfin, pourquoi la loi de 1867 n'a-t-elle pas réussi en cette matière ? Fut-il jamais une loi plus libérale, plus favorable aux associations de toutes sortes ? Pour faciliter tout particulièrement les sociétés coopératives, le législateur avait même créé une nouvelle forme de société dite : à capital variable. « Les sociétés à capital variable, disaient nos maîtres MM. Lyon-Caen et Renault, correspondent à celles qu'on appelle généralement dans le langage ordinaire sociétés coopératives. Elles se sont surtout développées en Allemagne, grâce aux idées mises en circulation par des économistes contemporains, spécialement par Schulze-Delitzsch, en lutte avec le socialisme. D'après la doctrine commune aux écoles socialistes, c'est de l'État que les ouvriers doivent attendre le relèvement de leur situation sociale : l'industrie ou la société elle-même devrait être dans ce but soumise à une organisation nouvelle. Des économistes contemporains soutiennent au contraire avec raison, que c'est surtout par leurs propres efforts, que les ouvriers doivent chercher à améliorer leur sort. Dépourvus de capitaux et n'ayant pas de crédit pour en obtenir, les ouvriers ne peuvent pas grand'chose s'ils demeurent isolés ; dans l'association ils

ont un moyen d'acquérir une force qu'ils n'ont pas seuls ; ils peuvent ainsi se procurer un certain crédit.

«... La variabilité du capital et du personnel est une condition de succès pour les sociétés coopératives : aussi les appelle-t-on sociétés à personnel et à capital variables.

« Avant la loi de 1867 la constitution par actions de sociétés de ce genre était en fait impossible... Le législateur de 1867 a voulu faire disparaître les entraves légales qui s'opposaient au développement des sociétés coopératives. D'où le titre IV de la loi de 1867 consacré aux sociétés à capital variable ».

Il est évident que le législateur de 1867 avait pensé, en votant la loi sur les sociétés, faciliter la création des caisses populaires. Il est malheureusement non moins évident que les résultats qu'il attendait ne se sont pas réalisés. Pourquoi cela ? Uniquement, à notre avis, parce que pour une foule de raisons dont nous avons tâché plus haut d'indiquer les principales, la génération de 1867 était encore réfractaire à l'idée du crédit populaire. Et nullement, comme le croit M. Méline, parce que le législateur n'avait pas su vaincre les préjugés communs. « Vous nous accorderez bien », répondait M. Méline à M. Jaurès qui discutait l'utilité de la loi de 1894 (1), « que jusqu'à présent, ce n'est ni avec la loi sur les sociétés anonymes, ni avec la loi

(1) Séance de la Chambre du 27 octobre 1894.

sur les sociétés à capital variable, ni même avec celle des sociétés coopératives qu'on a pu répandre le crédit agricole au fond de nos campagnes ». Nous ne savons si M. Jaurès fut, après cette réponse, convaincu de la nécessité de la loi de 1894. Mais, pour notre part, ces paroles constatent simplement, ce que nous savons tous, l'inanité des efforts tentés jusqu'à ce jour, en matière de crédit mutuel ! Elles nous laissent fort incrédules sur l'utilité de la loi de 1894 !

Dira-t-on « que la nouvelle loi édicte des formalités beaucoup moins longues, beaucoup moins compliquées et beaucoup moins dispendieuses que celles qui résultent de la loi de 1867 sur les sociétés ; qu'elle dispensera aussi les nouveaux sociétaires du paiement de la patente et du paiement de l'impôt de 4 00 sur les valeurs mobilières (1) » ? D'accord ; ce sont là des avantages qu'offre aux sociétés la loi de 1894. Mais croit-on sincèrement que la question avancera d'un pas uniquement parce que l'on aura décrété, que les formalités de publicité imposées par la loi de 1894 seront un peu réduites, parce que les nouvelles sociétés n'auront plus à payer l'impôt de la patente ou du revenu sur les valeurs mobilières !

En admettant même que ces avantages justifient l'utilité de la loi de 1894 et sa supériorité sur la loi de 1867, ils disparaissent devant le projet de loi sur

(1) Paroles du rapporteur M. Codet, à la séance de la Chambre du 27 octobre 1894.

les sociétés coopératives qui va bientôt recevoir sa sanction définitive. Cette loi réglemente en effet d'une façon bien suffisante la coopération de crédit et « permet de la mutualité de crédit, les applications les plus variées pour les besoins les plus divers » (1). Ainsi cette loi de 1894 sur le crédit agricole est à peine plus pratique que la loi de 1867 et d'autre part ses prescriptions rentrent absolument dans le texte d'une loi qui va être incessamment votée.

Qu'en faut-il conclure sinon que cette loi de 1894 est à peu près complètement inutile ? Sans doute il subsistera toujours une différence entre elle et les deux autres. C'est que celles-ci organisent le crédit par la coopération, tandis que la loi de 1894 pourra l'organiser par la mutualité. Encore cette différence n'est-elle pas bien marquée ! Si la loi de 1894 avait réellement pour but d'acclimater en France le système Raiffeisen, c'est-à-dire d'organiser le crédit agricole en prenant pour base la mutualité par excellence, nous aurions applaudi à son inspiration. Mais malgré la liberté qu'elle laisse aux agriculteurs de recourir à la mutualité il n'en ressort pas moins de son économie générale, la prédominance excessive du système Schulze sur le système Raiffeisen, c'est-à-dire la prédominance du « crédit coopératif » sur le « crédit mutuel ».

(1) *Sic* : M. Benoît Lévy sur le projet de loi des sociétés coopératives.

Qu'on ne croie pas qu'il y ait entre ces deux types de crédit une simple différence de consonnance. Dans la coopération de crédit, il y a forcément un capital social et tous les associés sont liés entre eux par une solidarité plus ou moins limitée. Dans la mutualité de crédit, il n'y a pas de capital social, mais la solidarité des associés est illimitée. La coopérative fait des opérations non seulement avec ses membres, mais aussi le plus souvent avec des personnes étrangères. C'est ainsi qu'elle peut faire des opérations d'escompte, d'avance, de transport de créance ou d'encaissement avec des adhérents ou d'autres coopératives (art. 31 et 33 du projet de loi sur les sociétés coopératives). Au contraire, la mutuelle n'ayant été fondée que pour l'utilité de ses membres ne fait en principe d'opérations qu'avec eux. Enfin dans la société coopérative, les actionnaires peuvent être appelés à des versements complémentaires jusqu'à la libération complète des actions par eux souscrites. Dans la société mutuelle au contraire, il n'y a pas de versement complémentaire, parce qu'il n'y a pas de capital social ; ou bien les associés paient une cotisation annuelle et indéfinie dont le montant est fixé chaque année par l'assemblée générale. Cette autre forme de la mutualité est adop-

(1) Voyez l'étude que nous avons faite précédemment des caisses allemandes à responsabilité illimitée, suisses à responsabilité limitée au quintuple, italiennes à responsabilité absolument limitée.

tée surtout en Amérique par les compagnies d'assurances mutuelles. Elle offre cet avantage très appréciable sur la coopération, que le fonds de prévoyance et de réserve est continuellement accru par les cotisations qui sont annuelles et permanentes. Au contraire, dans la coopérative, quand toutes les actions sont libérées, et que les affaires n'ont pas permis de constituer une réserve, il faut compter sur l'émission de nouvelles actions ou liquider.

Nous avons dit et nous croyons avoir prouvé que la loi du 5 novembre 1894 était, au point de vue économique, une loi inutile, parce qu'à part certaines exemptions d'impôts, elle ne contenait aucune innovation appréciable. Mais nous nous garderions bien d'ajouter que « c'est une loi mauvaise parce qu'elle va à l'encontre de son but (1) », qu'elle est dangereuse même « parce qu'elle donne au pays des espérances qui ne se réaliseront pas et sème la désillusion dans les campagnes (2) ». Bien au contraire, comme on l'a dit au Sénat, si la loi de 1894 ne fait pas de bien, elle ne fait assurément aucun mal. Peut-être même n'est-il pas impossible d'expliquer qu'elle mérite encore telle quelle, les sympathies nombreuses qu'elle a rencontrées et les défenseurs convaincus

(1) Paroles de M. Benoit-Levy au VI^e Congrès du crédit populaire.

(2) Paroles de M. Lacombe. Séance de la Chambre du 27 octobre 1894.

qu'elle s'est attachés. Spécialement destinée à répandre le crédit dans les campagnes, c'est-à-dire à venir en aide aux populations agricoles seules, cette loi du 5 novembre 1894 ne témoigne-t-elle pas de la sollicitude toute nouvelle du législateur pour les intérêts de l'agriculture. Trop longtemps en France les régimes qui se sont succédé ont négligé les cultivateurs pour ne porter leur attention que sur les ouvriers, et cette indifférence des pouvoirs publics n'est pas la moindre cause de l'état d'infériorité où se débat maintenant notre agriculture découragée. Sans doute la loi de 1867 sur les sociétés, permettait aux paysans de se grouper pour la défense de leurs intérêts communs ; sans doute encore la loi de 1884 sur les syndicats, consacrait un chapitre à la formation des syndicats agricoles. Mais quelle était la pensée dominante presque exclusive du législateur de 1867 et de 1884 ? D'encourager les sociétés coopératives « entre ouvriers », de répandre dans toutes les villes les syndicats « ouvriers ». Tout pour les ouvriers ! Depuis quelques années, d'éloquents voix se sont élevées au sein du Parlement en faveur de l'agriculture. Elles ont trouvé un écho favorable dans l'opinion publique sérieusement désabusée sur les syndicats professionnels et leurs prétendus avantages. Les désastres financiers de ces derniers temps et les abus dont ils ont amené la découverte, ont convaincu les plus récalcitrants que le relèvement de la dignité et de la for-

tune de la France était lié à la prospérité de l'agriculture. Et les paysans témoins du mouvement des esprits ont repris courage. Dans de telles conditions le législateur pouvait-il rejeter le projet Méline sans déclarer « *ipso facto* » qu'il entendait résister à l'opinion publique ? Quelqu'inutile que soit la loi de 1894 au point de vue économique, elle a donc une grande portée morale qui ne saurait nous échapper.

CHAPITRE VI

PROJET DE LOI SUR LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

§ 1. — État du projet de loi.

Le projet de loi sur les sociétés coopératives de crédit, ou plus généralement, le projet de loi sur les sociétés coopératives est vieux d'une douzaine d'années. Il est né des travaux d'une commission extra-parlementaire (1) instituée le 20 mars 1883 par M. Waldeck-Rousseau alors ministre de l'intérieur à l'effet : « 1° de rechercher le moyen de faciliter aux associations ouvrières leur admission aux adjudications et soumissions des travaux de l'État ; 2° d'étudier dans quelle mesure il serait possible d'obtenir des entrepreneurs la participation de leurs ouvriers dans les bénéfices de leurs entreprises. »

L'enquête laborieuse à laquelle se livra la Commis-

(1) Cette commission extra-parlementaire se composait de :

MM. Gonse et de Laigue (Justice), Marcel et Houette (Aff. étrangères), Camille Lyon et Barberet (Intérieur), Lanjalley et Garnier (Finances), Guille-Desbusses et Henry (Guerre), Godron et Nègre (Marine), Pitre et Gautier (Instruct. publ. et Beaux-Arts), Goujay et Frémaux (Trav. pub.), Tisserand et Philippe (Agriculture), Grison et Girard (Commerce), de Meaux et Cail (Postes et Télégraphes).

sion aboutit le 16 juillet 1888, au dépôt par M. Floquet, ministre de l'intérieur et président du conseil, d'un projet de loi « sur les sociétés coopératives ouvrières de travail et de production et sur le contrat de participation aux bénéfices ».

A la demande d'un grand nombre de sociétés intéressées, la Chambre des députés fit ajouter au projet un titre nouveau sur les sociétés coopératives de consommation. Enfin le Sénat désireux de donner aux sociétés coopératives « une législation d'ensemble, en harmonie avec le progrès des idées et des mœurs, de faciliter leur éclosion et d'améliorer leurs conditions d'existence » fit une part dans le projet à la coopération de crédit. Il voulut même compléter le projet par un titre relatif aux sociétés coopératives de construction de maisons ouvrières, mais la Chambre des députés ne crut pas devoir laisser subsister ce titre, parce que, disait le rapporteur M. Doumer : « les associations « coopératives » qui se constitueraient en vue de construire des maisons à bon marché, seraient des associations de production ». Le vote sur l'ensemble du projet de loi eut lieu au Sénat dans la séance du 21 juin 1892 et à la Chambre dans la séance du 27 avril 1893.

Mais la Chambre avait introduit quelques modifications au texte voté par le Sénat. Celui-ci fut donc de nouveau saisi du projet le 13 mai 1893. Depuis cette époque, les deux Chambres faute de vouloir s'enten-

dre et au grand détriment des intérêts de la coopération française, se renvoient le projet de l'une à l'autre. On nous a laissé entendre que la loi serait votée avant les vacances prochaines. Etant donné ce qu'il reste au parlement de lois à voter avant cette époque, rien ne nous paraît moins certain que le vote définitif de notre loi avant les vacances. Nous allons voir dans l'examen des articles du projet, relatifs aux coopératives de crédit, les points sur lesquels portent les divergences du Sénat et de la Chambre.

§ 2. — Examen annoté et critique des articles du projet de loi relatifs aux sociétés coopératives de crédit.

Définition des coopératives de crédit. — Forme et nature de ces sociétés. — Nombre des membres.

Les coopératives de crédit sont des sociétés qui ont pour but des opérations de crédit à effectuer avec les associés ou avec d'autres sociétés coopératives. Dans le projet primitif du Sénat, les opérations des coopératives de crédit devaient se limiter aux seuls prêts mutuels, la Chambre des députés y a ajouté les opérations à faire avec d'autres sociétés coopératives, afin dit M. Doumer « d'étendre l'influence sociale de la coopérative de crédit ». La coopérative de crédit est civile ou commerciale suivant la nature de ses opérations (art. 2). Si elle demeure une association d'ouvriers, de petits artisans qui se réunissent pour obte-

nir du crédit ; c'est-à-dire, si elle ne fait des opérations qu'avec ses associés, elle a le caractère de société civile. Si au contraire, la société fait des opérations avec des tiers, poursuivant avant tout les bénéfices qui seront répartis aux actionnaires, elle n'a plus le caractère coopératif. C'est une vraie société commerciale régie par la loi de 1867 et non plus par la présente loi dont elle ne peut réclamer ni les avantages, ni les immunités.

Dans le projet du Sénat, il était dit (art. 2) que « les sociétés coopératives de crédit ne peuvent se constituer qu'en sociétés à capital variable ». La Commission de la Chambre a supprimé cette phrase comme inutile « puisqu'il résulte des articles du projet », dit le rapporteur, « que les sociétés coopératives sont nécessairement à capital et à personnel variables ».

La coopérative doit être composée de sept membres au moins. La loi de 1867 exige le même nombre pour les sociétés anonymes. Au contraire, nous avons vu qu'il existe sur ce point une lacune dans la loi du 5 novembre 1894 qui ne prévoit pas de nombre minimum pour le chiffre des membres de la caisse rurale.

Constitution du capital social. — Versement obligatoire du dixième de chaque action souscrite.

Le capital social initial sera déterminé par les statuts constitutifs de la société (art. 6 du Sénat, art. 4 de la Chambre). Nous avons dit plus haut qu'il peut

être augmenté ou diminué, puisque les coopératives sont essentiellement à capital et à personnel variables. La liberté laissée à la société de déterminer à son gré le montant du capital social et des augmentations annuelles est une innovation heureuse du législateur. On sait que la loi de 1867 avait fixé à 200.000 francs le maximum du capital initial et le maximum de l'augmentation annuelle que ce capital était susceptible de recevoir. De nombreuses sociétés coopératives s'étaient plaintes de cette double limitation. Elle est supprimée dans le projet. « Il n'est pas à craindre en effet, dit M. Doumer, que les sociétés coopératives abusent de la liberté qui leur est laissée et qu'elles réunissent des capitaux trop considérables. C'est à grand peine qu'elles se procurent les sommes bien restreintes qui leur sont indispensables ».

Les augmentations devront seulement être autorisées par l'assemblée générale et seront soumises à la formalité du dépôt prescrit par l'article 5 du texte du Sénat (art. 3 de la Chambre). Les actions ou parts sociales ne peuvent être inférieures à 20 francs et sont nominatives même après leur entière libération (art. 6 du Sénat, art. 5 de la Chambre). Sur ces deux points, les Chambres sont d'accord, mais le Sénat a limité à 100 francs le maximum de l'action ou part sociale et à 5000 francs la somme des parts que chaque associé ne peut dépasser dans le capital social.

Cette double limitation de l'action et de la souscription individuelle, n'est pas reproduite dans le texte voté par la Chambre. « Il n'y a pas de raisons sérieuses à faire valoir en faveur de cette limitation » dit M. Doumer. Nous ne saurions partager cette opinion. La coopération fait appel aux ouvriers les plus modestes. L'accès en doit être facilité de la manière la plus large aux classes laborieuses. « Laisser sans limite supérieure le chiffre de l'action », dit M. Lourties, rapporteur du projet au Sénat, « c'est permettre à telle ou telle société de la porter assez haut, pour fermer la porte aux plus intéressants parmi les travailleurs, aux moins fortunés ». D'autre part en limitant à 5000 francs la part que chaque sociétaire peut avoir dans le capital social, le Sénat empêche la spéculation de s'introduire dans la coopération et d'en fausser le caractère. Il ne suffit pas de faciliter aux classes laborieuses l'accès des coopératives, il faut encore leur assurer, surtout en matière de crédit, la sécurité la plus absolue. C'est ce qu'ont parfaitement compris en Suisse, en Allemagne et en Belgique, les fondateurs des banques populaires, n'autorisant pour chaque associé que la souscription d'une seule part. D'ailleurs si le seul reproche que la Chambre puisse faire, à la limitation votée par le Sénat, est d'être inutile ce n'est pas une raison suffisante, à notre avis, pour ne pas la voter ; d'autant mieux que cette limitation est inoffensive. De quel inconvénient pourrait-

elle être pour les sociétés coopératives futures ? Celles-ci auront-elles pour autant moins d'associés ? Evidemment non. Tout au contraire, elles en auront bien plus, car elles inspireront plus de sécurité. Quant aux sociétés déjà existantes, outre qu'il s'en rencontre fort peu (c'est à peine si l'on en compte une vingtaine dans toute la France), celles qui existent ont toutes fixé le montant de l'action ou part sociale au-dessous de 100 francs. Toutes n'ont pas, il est vrai, fixé le maximum des parts que chaque sociétaire peut avoir dans le capital social. Celles qui ne pourront ou ne voudront pas se conformer à la limitation légale, n'auront pas le droit de se prévaloir des avantages et des immunités de la présente loi.

Aucune société coopérative n'est définitivement constituée et ne peut commencer à fonctionner qu'après la souscription de la totalité du capital social et le versement par chaque associé du dixième au moins du montant des actions ou parts qu'il a souscrites (art. 7 du Sénat, art. 6 de la Chambre). Cette prescription se passe de commentaires. Mais au lieu d'exiger de chaque associé le versement du dixième de sa souscription, le projet s'inspirant du titre III de la loi du 24 juillet 1867, n'aurait-il pas mieux fait d'exiger seulement le versement du dixième du capital social pris *in globo* ? Il ne faut pas oublier que les membres d'une coopérative ont des ressources pécuniaires très variables, et qu'il peut être préjudi-

ciable sinon impossible à un ouvrier très modeste de retirer ses épargnes, souvent son unique bien, d'un placement avantageux où elles peuvent être momentanément engagées. Pourvu que la société puisse compter en caisse un dixième du capital souscrit qu'importe ce que chaque membre a versé ! Il est vrai que dans la loi de 1867, les actions des sociétés à capital variable ne devaient pas être d'une valeur moindre que 50 francs. En réduisant à 20 francs le minimum du montant de l'action, le Sénat et la Chambre ont sans doute pensé que la somme de 2 francs par actions exigée de chaque associé était à la portée des bourses les plus modestes.

Une déclaration signée des fondateurs et déposée par eux sur le bureau de la première assemblée générale, constate que la souscription et le versement stipulés au paragraphe précédent ont eu lieu. Elle doit faire l'objet du même dépôt que l'acte constitutif (art. 7, § 2 du Sénat, art. 6, § 2 de la Chambre). Le dépôt dont il est parlé dans ces articles est le dépôt au greffe de la justice de paix ou du tribunal de commerce, suivant que la coopérative a un caractère civil ou commercial, d'un des doubles de l'acte de société, s'il est sous seing privé, ou d'une expédition, s'il est notarié (art. 5 du Sénat, art. 3 de la Chambre).

Opérations des sociétés coopératives de crédit.

Les sociétés coopératives de crédit peuvent faire

des opérations d'escompte, d'avance, de transport de créance ou d'encaissement avec leurs propres associés ou avec d'autres sociétés coopératives. Elles peuvent par une décision spéciale de l'assemblée générale contracter des emprunts destinés à augmenter leur fonds de roulement (art. 31 de la Chambre).

Le Sénat (art. 32) avait primitivement borné le rôle de la coopérative aux opérations de crédit mutuel. La société ne devait opérer qu'avec ses membres et à l'aide de leurs seules souscriptions. Dans des limites aussi restreintes, il était impossible à la coopération de crédit de rendre des services sérieux. Il fallait autoriser la société à faire des opérations avec d'autres sociétés coopératives. Il fallait surtout l'autoriser à emprunter, pour pouvoir faire face aux demandes de crédit des sociétaires. C'est ce que fit la commission du Sénat chargée d'examiner à nouveau le projet de loi après le vote de la Chambre des députés. Aujourd'hui les textes des deux Chambres sur ce point sont conformes.

Il est bien entendu que les opérations désignées par l'article 31 sont énonciatives et non limitatives. Les coopératives de crédit ont le droit de faire toutes les opérations qui ressortissent aux autres établissements de crédit. Elles peuvent donc recevoir des dépôts d'épargne de leurs membres ou d'autres sociétés. Elles peuvent également accepter des dépôts en comptes courants avec ou sans intérêt.

Il paraît difficile de fixer dans les statuts le maximum des dépôts que la société pourra recevoir ainsi que le taux de l'intérêt servi aux déposants. Ces quotités sont essentiellement variables et les statuts devront en laisser la détermination à l'Assemblée générale. Si la société est dans un état prospère, n'ayant point besoin de fonds, elle servira aux déposants un intérêt moins rémunérateur. S'il en est autrement, pour attirer les dépôts dans la caisse sociale, il faudra rémunérer plus largement les capitaux déposés.

La même observation s'applique évidemment aux emprunts que la société peut contracter. Le taux offert aux capitalistes sera d'autant plus élevé que la société aura un plus pressant besoin d'argent et que l'argent sera plus rare à trouver. L'Assemblée générale délibérant sur l'opportunité et les conditions de l'emprunt, (art. 31 de la Chambre) en fixera le taux.

Pour les opérations de prêts aux membres de la société, il est nécessaire que les statuts se montrent très, rigoureux ; l'obligation imposée à chaque sociétaire qui voudra obtenir une avance de la caisse, d'indiquer l'emploi qu'il compte faire de la somme avancée, nous semble une condition essentielle. Sans doute il rentre peu dans les habitudes de notre caractère de mettre les voisins au courant de nos faits et gestes, surtout de nos besoins même momentanés d'argent, mais outre qu'il n'y a là qu'une éducation nouvelle à répandre dans le peuple, il est indispensa-

ble que la société puisse connaître et contrôler l'emploi des fonds qu'elle avance, sinon elle sera victime des abus les plus regrettables. C'est par une réglementation des plus sévères que les caisses allemandes et italiennes de crédit populaire ont évité les échecs si fréquents en cette si délicate matière. Pour plus de sécurité encore, la banque populaire devra fixer le maximum des avances auxquelles chaque associé pourra avoir droit. Elle pourra même exiger, le cas échéant, que l'emprunteur soit bien et dûment cautionné.

*Répartition des bénéfices. — Réserve. — Boni. —
Immunités fiscales.*

Il est effectué annuellement sur les bénéfices nets de la société, et avant toute répartition, un prélèvement d'un dixième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve (art. 21 de la Chambre, art. 26 du Sénat). Dans son texte primitif, la commission du Sénat avait arrêté que le prélèvement cesserait d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve aurait atteint le $\frac{1}{5}$ du capital social constaté par le dernier inventaire. La Chambre a remplacé le $\frac{1}{5}$ par le $\frac{1}{2}$ et le Sénat a ratifié cette modification. Le texte ajoute qu'un prélèvement supplémentaire pourra être prévu par les statuts pour constituer un fonds de prévoyance, dont l'emploi sera décidé par un vote de l'assemblée générale. La constitution d'un fonds de prévoyance est une

sage mesure qu'on ne saurait trop conseiller aux sociétés quelles qu'elles soient. Outre que ce fonds permet le cas échéant, de suppléer à l'insuffisance de la réserve, il peut être employé à des œuvres d'utilité générale ou même être destiné à secourir, sans atteinte à la réserve, quelque membre intéressant, victime d'une infortune.

Ce qui reste des bénéfices nets après les prélèvements destinés à constituer les fonds de réserve et de prévoyance, sera affecté d'abord à la rémunération des emprunts si la société en a contracté, puis au paiement des intérêts du capital social, enfin aux appointements et honoraires de la direction et du Conseil d'administration. En principe, la société est libre de fixer à son gré le taux de l'intérêt servi au capital et aux parts des directeurs ou des membres du Conseil d'administration. Mais la société ne sera admise à bénéficier des dispositions de la présente loi qu'à la condition de n'accorder qu'un intérêt maximum de 5 0/0 au capital et une part de 15 0/0 au maximum dans les bénéfices nets à la direction et au Conseil d'administration (art. 27 du Sénat). Cet article a été supprimé par la Chambre et maintenu par la commission du Sénat qui a jugé avec raison, suivant nous, que la limitation déjà très large de l'article 27 « est de nature à opposer une barrière à l'envahissement des éléments de lucre qui ne peuvent que dénaturer le caractère de la coopération ».

Dans le projet de loi primitif voté par les deux Chambres, il n'était pas question de distribuer un boni aux sociétaires. Mais le Sénat, l'année dernière, introduisit dans le titre III un article 36 qui fut adopté par la Chambre le 7 mai 1894 et qui fait de la distribution des bénéfices sous forme de boni aux sociétaires, la condition des immunités fiscales concédées par la loi aux sociétés de crédit.

« Les sociétés coopératives de crédit aux termes de l'article 36, ne jouiront des immunités fiscales concédées par la présente loi, que si elles répartissent les bénéfices annuels entre les sociétaires au prorata des sommes payées par eux à la société à titre d'intérêt, d'escompte et de commission, après que défalcation aura été faite de l'intérêt du capital jusqu'à concurrence de 5 0/0, des prélèvements prévus par la loi et par les statuts ».

Au premier abord la loi semble se montrer bien exigeante en prescrivant que les bénéfices seront, après les prélèvements prévus, intégralement répartis entre les sociétaires, au prorata pour chacun, des affaires qu'il aura faites avec la société. Cette assimilation de la société coopérative de crédit à la société coopérative de consommation ne se comprend pas. Il est tout indiqué dans une société de consommation, de distribuer dès qu'une réserve suffisante est constituée, l'intégralité des bénéfices entre ceux des associés qui ont fait des achats à la société et au

prorata de ces achats. Mais il n'en va pas de même dans une société de crédit. Comme le dit M. Many, « les sociétés de crédit ont besoin de réserves élevées ». Leur but est de donner le plus de crédit possible et au meilleur compte. Pour cela, il faut qu'elles disposent de capitaux abondants. Au contraire, dans la société de consommation le boni est le but.

Mais puisque la société est libre de rédiger comme il lui plaît ses statuts, de décider par exemple que les trois quarts, que la totalité même des bénéfices iront à la réserve, la prescription de la loi est éludée d'une manière bien facile et cependant légale. En somme il n'y aura distribution de bonis que si la société le veut. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'alarmer sur la rédaction de l'article 36 du projet.

Quelles sont les immunités fiscales auxquelles fait allusion l'article 36 ? Ce sont : 1° les taxes d'enregistrement et les droits de timbre relatifs à la constitution des sociétés de crédit. Aux termes de l'article 18 : « Les actes nécessaires à la constitution et à la dissolution des sociétés coopératives, sont dispensés des droits de timbre et enregistrés gratis. Les pouvoirs en vue de la représentation aux assemblées générales sont dispensés du timbre » ; 2° L'impôt sur le revenu. « Les sociétés coopératives de crédit sont dispensées de l'impôt sur le revenu attribué aux actions ou aux parts d'intérêts inférieures à 2000 francs », article 19, alinéa 2 ; 3° L'abonnement au timbre. Celui-ci « ne

subira aucune réduction quelle que soit la diminution du capital social ; mais en cas d'émissions nouvelles, les droits de timbre resteront les mêmes, tant que le capital social, précédemment soumis à l'abonnement ne sera pas dépassé », article 20. Cet article n'a pas été adopté par la Chambre sous prétexte qu'il était inutile pour le fisc et sans avantage pour les sociétés coopératives de crédit. Il nous semble qu'il y a là, tout au moins dans la deuxième affirmation, une erreur qu'il importe de souligner. Comment ! voilà une société au capital initial de 100.000 francs. L'abonnement au timbre est payé sur cette somme. Pour une raison quelconque le capital se trouve réduit à 80.000 francs, l'abonnement restant le même. La société a été autorisée par l'assemblée générale à compléter à 100.000 francs par voie d'émission nouvelle, le capital précédemment réduit. Et l'on dira que la société n'a point d'intérêt à garder tel quel le chiffre de son abonnement, malgré l'émission des nouvelles actions ! Voilà 20.000 francs d'actions dispensés de l'abonnement au timbre. Est-ce donc là une disposition indifférente aux sociétés de crédit ?

L'article 33 primitif du Sénat, ou 32 de la Chambre des députés et qui dans la dernière rédaction est l'article 37 contient un quatrième avantage au point de vue fiscal pour les sociétés de crédit. Jusqu'à concurrence de 3000 francs s'il s'agit d'un associé et de 10.000 francs s'il s'agit d'une autre société coopéra-

tive, les prêts consentis par la société ne seront assujettis qu'au droit fixe de 3 francs en principal. Ces sommes de 3000 et de 10.000 sont proposées par le Sénat, mais la Chambre des députés veut faire bénéficier plus largement les sociétés de crédit de la faveur de l'immunité et propose que la réduction de droits soit applicable jusqu'à concurrence de 5000 et de 20.000. Il n'y a là à vrai dire qu'une discussion de détail et l'on s'étonne à bon droit que les deux Chambres ne soient pas dès l'origine tombées d'accord. Il arrivera rarement dans la pratique que la totalité des avances consenties à un associé atteigne même 3000 francs. Cette somme nous paraît donc très suffisante. Il sera moins rare peut-être que la société de crédit prête 10.000 francs ou plus à une autre société coopérative. Dès lors le chiffre maximum de 20.000 francs aurait pû être accepté par le Sénat. Nous croyons encore cependant que la somme de 10.000 francs devra être maintenue par le législateur. Les sociétés de crédit ne sont point des institutions destinées à consentir de fortes avances. Leur rôle économique est de venir en aide au plus grand nombre dans la classe honnête et laborieuse, par un crédit facile, modeste et fréquemment renouvelé. Toutes les dispositions prises par le législateur seront louables qui permettront aux banques populaires d'atteindre leur but économique, moral et social. Mais en matière de crédit populaire il est toujours à crain-

dre, que par insuffisance de réglementation ou excès de facilités et d'avantages, les caisses populaires n'en arrivent insensiblement à se transformer en véritables établissements de crédit, recherchant avant tout les opérations fructueuses et importantes. Un ouvrier, une société coopérative de travailleurs qui peuvent obtenir d'une banque populaire l'un 2000 francs, l'autre 10.000 francs et qui jusqu'à concurrence de ces sommes jouissent des immunités de la loi ne peuvent réclamer davantage sans cesser d'être intéressants et sans mériter qu'on leur applique le droit commun.

Parmi les immunités fiscales concédées par le projet de loi aux sociétés de crédit, nous aurions voulu voir figurer au premier rang l'exemption de la patente. Ainsi que le disait très justement M. Jaurès (1), les sociétés coopératives de crédit se rapprochent plus du type des sociétés de consommation que des sociétés de production. Pourquoi dès lors exempter de la patente les coopératives de consommation et y laisser soumises les coopératives de crédit ? L'honorable rapporteur, M. Doumer, nous donne du silence de la loi une explication (1) qui ne nous satisfait pas. « Il y a, dit-il, des sociétés de crédit qui se trouveront, par le fait de l'application du droit commun, exemptées de la patente : ce sont celles qui font des opérations

(1) Séance de la Chambre du 7 mai 1894.

de crédit mutuel et limité à leurs membres. Les autres, au contraire, celles qui peuvent recevoir des dépôts en compte courant et faire des opérations commerciales véritables se trouveront atteintes par la patente ». Cela revient à dire, si nous comprenons bien : les sociétés qui ne fonctionnent que pour donner du crédit à leurs membres étant civiles seront exemptées de la patente qui est une taxe commerciale. Au contraire les sociétés qui en dehors des opérations avec leurs propres associés feront appel à des tiers pour des dépôts d'épargne par exemple, ou même pour des opérations de crédit, dans le but, comme le font les coopératives de consommation, d'attirer des adhérents et d'en faire quelque jour des sociétaires, ces sociétés, disons-nous, sont commerciales et « la patente leur sera naturellement appliquée, par l'effet des règles de droit commun », dit M. Doumer.

Autant dire que les sociétés coopératives de crédit ne seront jamais dispensées de la patente ! Quelle sera la société qui pour pouvoir disposer de capitaux plus importants ne fera pas appel à des tiers pour des dépôts d'épargne ? Quelle sera la société qui, au moins accidentellement, ne sera pas appelée à faire des opérations avec d'autres sociétés ? Le projet de loi ne donne-t-il pas aux coopératives de crédit l'autorisation de contracter avec d'autres coopératives : « Les sociétés coopératives de crédit », aux termes de l'article 31-32, « peuvent faire des opérations avec leurs

propres associés ou avec d'autres sociétés coopératives ».

D'ailleurs, les sociétés coopératives sont toutes des sociétés anonymes. Or en vertu de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867 modifié par la loi du 1^{er} août 1893 : « Les sociétés en commandite ou anonymes, quel que soit leur objet, qui seront constituées dans les formes du code de commerce ou de la présente loi, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce ». Quel intérêt y a-t-il dès lors à établir la distinction pratiquement très difficile entre les sociétés qui n'opèrent qu'avec leurs membres et celles qui opèrent si peu que ce soit avec des tiers ou avec d'autres sociétés. Les unes et les autres sont commerciales et soumises aux lois du commerce. Or la patente est une loi du commerce.

Comme le disait très spirituellement notre confrère M. Benoit-Lévy, « le fisc n'a pas de cœur, il n'a que des mains » et il importe que la dispense de la patente soit formellement exprimée dans la loi pour éviter dans l'avenir des difficultés fiscales nombreuses et inextricables. La loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés de crédit agricole s'est montrée à la fois plus large et plus catégorique. « Les sociétés de crédit agricole autorisées par la présente loi dit l'article 4 sont des sociétés commerciales. Elles sont exemptées du droit de patente ».

Le projet de loi contient encore une autre lacune :

le boni n'est pas dispensé de l'impôt sur les valeurs mobilières. Pourquoi dispenser de cet impôt le revenu des actions ou parts d'intérêts inférieures à 2000 francs et ne pas étendre la même faveur à la totalité ou tout au moins à une certaine part du boni. Sur ce point encore la loi du 5 novembre 1894 a été plus large.

Les sociétés de crédit aux termes de l'article 4 § 2, « sont dispensées de l'impôt sur les valeurs mobilières ».

Etendue et durée de la responsabilité des sociétaires.

Démission et exclusion. Dissolution de la société.

D'après l'article 10, la responsabilité des associés vis-à-vis des tiers est limitée au montant de leur souscription. La commission de la Chambre a ajouté : même si la société est civile. Cette responsabilité subsiste encore pendant 3 ans à la charge de l'associé ou de ses héritiers après que l'associé a cessé de faire partie de la société, par suite de la dissolution de la société ou par suite de démission ou d'exclusion (art. 25 du Sénat, art. 23 de la Chambre). La Chambre propose que ce délai puisse être prolongé par les statuts, mais le Sénat s'y oppose formellement et à tort, selon nous. C'est la responsabilité des associés qui fait le crédit de la société, ou qui en est du moins le principal facteur. L'étendue de la responsabilité des associés dans les caisses de crédit

populaire allemandes est la cause certaine de la prospérité inouïe de ces caisses. Chez nous, malheureusement, le principe de la responsabilité illimitée ou limitée à un multiple de la part sociale, se heurte, au grand préjudice de la neutralité, à un sentiment de méfiance mal justifié mais très certain. Qu'à défaut d'étendue, la responsabilité des membres de nos coopératives ait au moins quelque durée. Trois années ce serait un minimum et chaque société aurait le droit d'après les statuts de prolonger après avis de l'Assemblée générale, le délai primitivement fixé. Quel préjudice en résulterait pour les associés ? aucun. Ceux que la durée de la responsabilité effraiera s'abstiendront de faire partie de la société. D'ailleurs, l'action sociale est peu élevée puisqu'elle ne peut être supérieure à 100 francs. Le pire qui puisse advenir à un associé, c'est d'avoir à compléter jusqu'à concurrence de cette somme le montant de sa souscription. En prévision de cette éventualité possible, les associés n'auront qu'à se libérer spontanément, pendant qu'ils font encore partie de la société, ce qui ne leur est pas défendu. De la sorte, ils ne seront point inquiétés après leur sortie de la société et ils trouveront cet autre avantage que jusqu'à cette époque ils toucheront chaque année un revenu plus important.

Les membres de la société coopérative peuvent se retirer dans les conditions prévues par les statuts.

Ils peuvent être exclus, eux présents ou appelés par lettre recommandée, sur un vote de l'assemblée générale convoquée à cet effet, à la majorité des trois quarts des votants (art. 23 du Sénat, art. 21 de la Chambre).

Les droits de l'associé qui se retire volontairement sont réglés d'après l'inventaire qui suit sa retraite. Au contraire, la part du fonds social qui revient à l'associé exclu lui est remboursée d'après le dernier inventaire approuvé, déduction faite des fonds de réserve et de prévoyance qui restent acquis à la société.

En principe, les sociétés coopératives ne sont point dissoutes par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou plusieurs membres (art. 21 du Sénat, art. 20 de la Chambre). Ces sociétés étant à capital et à personnel variables continuent de plein droit entre les autres associés. Cependant il pourrait arriver que par suite de trop nombreux cas de démission, d'exclusion ou de décès, le capital social fut réduit à des proportions insuffisantes pour la continuation des opérations. Aussi le projet de loi prescrit-il que « lorsque la diminution du capital, constatée par le dernier inventaire atteindra la moitié (1) du capital social initial, les administrateurs seront tenus de convoquer d'urgence l'assemblée générale et que la société sera dissoute si cette assemblée n'en décide la continuation à la majorité des sociétaires »

(1) Dans l'article 11 du projet voté par la Chambre, la moitié est remplacée par les trois quarts.

(art. 11). La Chambre des députés a fait ajouter au projet du Sénat que la dissolution peut-être prononcée sur la demande de toute partie intéressée, lorsqu'un an s'est écoulé depuis l'époque où le nombre des associés est réduit à moins de sept. Mais la Commission du Sénat saisie du projet de loi de la Chambre a supprimé cette adjonction. Quel que soit le nombre des associés, la dissolution ne pourrait donc résulter, d'après le projet du Sénat, que d'un vote de l'assemblée générale, conformément aux termes de l'article 16. Pour statuer valablement sur la question de dissolution, cet article dispose que l'assemblée doit comprendre la moitié au moins des associés, représentant la moitié au moins du capital social.

Avant d'en terminer avec le projet de loi sur les sociétés coopératives, disons que le dernier texte soumis à la Chambre autorise très heureusement les coopératives mixtes, c'est-à-dire réunissant en une seule et même société les buts divers de la coopération, le crédit, la consommation et la production. Cette innovation recevra son application la plus pratique dans les petites villes et dans les campagnes pour le plus grand avantage des ouvriers ou des paysans qui n'auront qu'une cotisation à payer au lieu de deux et trois pour participer aux trois sortes de coopérations. La coopération mixte, d'autre part, réunissant plus d'associés que n'en aurait réuni aucune des coopératives prise isolément, jouira d'un capital social plus impor-

tant et se développera plus rapidement, car le grand écueil des petites coopératives est l'absence de capitaux suffisants.

Comme on le voit, le projet que nous venons d'étudier et qu'il faut souhaiter de voir aboutir au plus tôt, institue le crédit populaire en France de la façon la plus large et la plus efficace. C'est pour la coopération le code où sont résumés les principes fondamentaux qui régiront nos futures banques populaires et auxquels l'expérience apportera avec le temps ses enseignements précieux et ses perfectionnements.

CHAPITRE VII

1. — Du principe de mutualité des Compagnies d'assurances et des sociétés de secours appliqué au crédit populaire.

Il résulte de l'étude que nous avons faite des institutions de crédit populaire à l'étranger et de nos lois sur cette intéressante matière que, partout, sauf dans le système de Raiffeisen et de Wollemborg où le capital social fait défaut, la coopération est la base du crédit. Dans toutes les banques populaires, le capital social est formé des souscriptions individuelles des membres de la société. Ainsi constitué, le capital ne peut s'accroître que par l'admission dans la société de membres nouveaux, ce qui, étant donné la modicité de l'action, n'ajoute au fonds social que des sommes assez insignifiantes. Ne serait-il pas possible d'appliquer aux sociétés de crédit populaire le principe de mutualité sur lequel reposent les Compagnies d'assurances mutuelles et les sociétés de secours mutuels ? Si cette adaptation était possible, comme nous le pensons, le capital social croissant indéfiniment, atteindrait bientôt des sommes très élevées, ce qui permettrait à la société de prêter plus largement et à meilleur compte encore à ses membres, parce qu'elle

n'aurait pas à emprunter elle-même à des taux souvent élevés l'argent qu'elle leur avancerait, comme cela a lieu dans toutes les banques populaires qui ne sont pas très riches, ce qui est le cas de la plupart.

On sait comment fonctionnent les compagnies d'assurances mutuelles et les sociétés de secours mutuels? Chaque membre de la société verse une cotisation qui lui donne droit d'être indemnisé ou de réclamer un secours le cas échéant. La cotisation est annuelle et indéfinie, c'est-à-dire qu'elle doit être payée aussi longtemps que l'associé fait partie de la société. Mais le montant de cette cotisation n'est pas invariable ; non seulement il varie avec les conditions du contrat mais il varie encore avec la situation financière de la société ! Si la société est prospère et dispose de capitaux abondants, la cotisation est abaissée. S'il en est autrement, la cotisation est augmentée. L'évènement qui donne ouverture au droit de l'associé se produit-il, la société s'acquitte conformément au contrat. Si elle ne peut le faire, un appel de fonds est adressé à tous les associés. Généralement les statuts contiennent la clause qu'au cas d'insuffisance du capital social, il ne pourra pas être demandé aux associés plus du double de la cotisation afférente à l'année courante.

Adapté aux institutions de crédit populaire, ce système recevrait, bien entendu, les modifications que comporte cette adaptation. Ainsi, au lieu de va-

rier pour chaque membre avec la nature des risques et avec la valeur de l'immeuble assuré, comme cela a lieu dans les compagnies d'assurances contre l'incendie, la cotisation serait égale pour tous. Et cependant il ne serait pas impossible de concevoir que la cotisation ne fut pas uniforme. Tel qui voudrait au cours de l'année s'assurer, le cas échéant, une avance de 1000 francs paierait une cotisation plus élevée que celui qui prévoit n'avoir besoin que de 100 francs. C'est ainsi à peu près que fonctionnent les sociétés russes de crédit mutuel. Celui qui est admis comme membre de la société verse une somme égale à la dixième partie du crédit qui lui sera ouvert. Seulement ce versement n'a lieu qu'une fois au lieu d'être annuel. Quoiqu'il en soit ; que la cotisation soit inégale ou bien plutôt qu'elle soit uniforme pour simplifier le mécanisme de la société, elle serait toujours annuelle et indéfinie et c'est sur ce point que nous insistons. Pour le reste il n'y aurait aucune différence avec les banques coopératives de crédit. La société saisie d'une demande d'argent exigerait qu'on lui indiquât la destination de la somme et en contrôlerait l'emploi. L'avance serait consentie à un taux raisonnable et les bénéfices annuels répartis entre la réserve d'une part et les associés d'autre part, à titre de bonis, c'est-à-dire au prorata des opérations faites par chacun avec la société. Il n'y aurait pas à payer l'intérêt du capital social, puisqu'il n'y a pas d'action

dans la société. C'est une raison encore pour que le capital déjà grossi sans cesse par les cotisations, s'accroisse encore davantage.

Nous n'avons trouvé nulle part l'idée de cette forme particulière de la mutualité appliquée au crédit populaire. Est-ce une preuve qu'elle ne donnerait pas les résultats que nous croyons ? Nous ne le pensons pas. Les assurances mutuelles ont atteint en Amérique surtout, où elles sont très répandues, des résultats extraordinaires. Pourquoi n'en serait-il pas de même des sociétés mutuelles de crédit ?

§ 2. — Du rôle des caisses d'épargne en matière de crédit populaire. — Loi du 27 juin 1895.

Nous avons vu les dispositions législatives destinées à répandre en France les institutions de crédit populaire. Ces dispositions sont-elles suffisantes pour mener à bien l'œuvre que le législateur s'est proposée ?

Nous abordons là une des questions les plus délicates de notre sujet ! D'aucuns ont pensé et comme eux l'opinion publique incrédule à l'endroit des banques populaires, a cru que, jusqu'à preuve au moins du contraire, la législation telle que nous l'avons exposée en son dernier état, offrait en la matière une protection suffisante aux essais chancelants du crédit populaire ! Mais sans se laisser abattre par le scepti-

cisme et l'indifférence qui accueillent le plus souvent en France toute idée nouvelle et généreuse et aux risques de passer pour utopistes, d'ardents philanthropes, d'éminents économistes, ont poussé plus avant la réalisation du crédit mutuel et depuis de longs mois réclament pour les sociétés de crédit agricole et les sociétés coopératives de crédit l'appui des caisses d'épargne ou de la caisse des dépôts et consignations : « S'il est un fait démontré jusqu'à l'évidence, disait M. E. Rostand, c'est qu'il n'y aura pas de vraie et large acclimatation possible du crédit populaire en France, malgré toutes vos lois, tant que les caisses d'épargne seront sous le régime d'emploi exclusivement étatique ».

Partout à l'étranger, en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Suisse, en Belgique, en Suède, en Norvège, en Hollande, en Danemark, au Canada, aux États-Unis, en Australie même, les caisses d'épargne ont, sous la surveillance de l'État, la libre disposition de leurs fonds et cette liberté, loin de tourner au détriment de ces caisses, leur a permis de prêter un concours très précieux à toutes les œuvres sociales ou d'utilité publique intéressantes (1), et d'atteindre à un degré de prospérité que nos caisses d'épargne n'ont jamais connu ! Le succès des institutions de

(1) La caisse d'épargne de Genève a passé un traité avec la ville, d'après lequel elle affectait un million et demi à l'assainissement d'un quartier insalubre.

crédit populaire en Allemagne, en Italie, en Autriche est dû en grande partie aux caisses d'épargne qui, depuis plus de cinquante ans, consacrent des millions chaque année à la propagation du crédit populaire.

En Allemagne, deux circulaires, l'une du ministre de l'intérieur en date du 19 décembre 1893, l'autre du ministre de l'agriculture en date du 7 juin 1894, recommandent aux caisses d'épargne de seconder encore plus activement le crédit populaire et tout particulièrement le crédit rural.

En Italie, les caisses d'épargne ont donné naissance à de nombreuses banques populaires et étendent chaque jour les services qu'elles leur rendent. Non seulement ces caisses d'épargne mettent très largement leurs fonds à la disposition des banques populaires et des caisses rurales, mais encore dans certaines régions du royaume, elles se sont entendues avec elles pour organiser « un enseignement agricole ambulant (1) et fournir au moyen de conférences et de brochures intelligemment et pratiquement conçues des conseils techniques aux artisans et aux agriculteurs ! Il faut citer au premier rang les caisses d'épargne de Milan, de Bologne, de Padoue, d'Udine, de Plaisance, etc.

En Autriche comme en Allemagne et en Italie les

(1) Rapport de M. E. Rostand au Congrès de Nîmes sur l'affranchissement et la décentralisation de l'épargne locale (14 mai 1895).

caisses d'épargne ont une vitalité extraordinaire. Un décret de 1892 a concédé aux caisses privées, de la façon la plus large, la libre disposition de leurs fonds. L'État se réserve d'intervenir seulement pour examiner et assurer les garanties offertes par les caisses. Celles-ci déterminent librement dans leurs statuts, le chiffre maximum et le chiffre minimum des dépôts, le mode de placement et de restitution ou de retrait de ces dépôts, les conditions et le taux de l'intérêt servi aux déposants (1).

En Belgique, la loi du 11 mai 1884 confère à la caisse générale d'épargne et de retrait, la faculté de disposer d'une partie de ses fonds au profit de l'agriculture par l'intermédiaire de comptoirs. C'est au conseil de la caisse d'épargne qu'incombe le soin de déterminer le taux de l'intérêt et les conditions des prêts. Une commission nommée par le ministre des finances doit contrôler chaque année, si les statuts de la caisse d'épargne et des comptoirs ont été respectés et si les garanties offertes aux déposants subsistent toujours. Mais le législateur a pensé que le crédit populaire pouvait être secondé d'une manière encore plus efficace par l'épargne. Une loi du 21 juin 1894 autorise la caisse générale d'épargne, à employer une partie de ses fonds disponibles en prêts consentis di-

(1) Voir la communication très intéressante faite par M. Dufourmantelle à la Société de législation comparée sur les caisses d'épargne en Autriche.

rectement à l'agriculture et aux sociétés coopératives de crédit. Les comptoirs institués par la loi de 1884 ne servent plus d'intermédiaires.

En France, comme en Angleterre, les caisses d'épargne doivent verser leurs capitaux dans les coffres de l'Etat. Encore les Anglais ont-ils la liberté de déclarer en effectuant les dépôts à la caisse, de choisir en quelles valeurs déterminées leurs économies seront placées ! Ce principe anti-économique du « tout à l'Etat », engloutit dans les caisses du Trésor des capitaux énormes qui sont retirés de la circulation et accroissent constamment la dette publique. Cette accumulation qui s'élève aujourd'hui à plus de quatre milliards remboursables à vue, n'est-elle pas d'abord une grave imprudence ? Qu'en un jour de crise redoutable ou seulement de panique, les porteurs de livrets se présentent aux guichets des caisses d'épargne, réclamant le remboursement immédiat, que fera l'Etat ? Sans doute il liquidera les valeurs du portefeuille ; mais avec quelle perte énorme cette liquidation précipitée n'aura-t-elle pas lieu ! Et il faudra au Trésor supporter cette perte. Car c'est en pareille occurrence, qu'apparaît dans toutes ses conséquences l'organisation défectueuse de nos caisses d'épargne ! Les déposants sont créanciers de l'Etat et non point propriétaires du portefeuille acheté avec leurs dépôts. De telle sorte que, si, par suite d'une panique, les valeurs de ce portefeuille deviennent invendables ou subissent

une baisse, l'Etat n'en reste pas moins obligé de rembourser intégralement le montant des dépôts. N'est-il pas souhaitable qu'une modification soit apportée à l'organisation actuelle de nos caisses afin de permettre à l'Etat de se libérer en remettant à chacun les titres tels quels qui composent son portefeuille ? Quelle épée de Damoclès pour le Trésor que l'éventualité possible d'un remboursement général ! Quel danger perpétuel pour la sécurité et l'ordre dans la nation ! Se figure-t-on la France engagée par une déclaration de guerre, n'ayant pas trop d'argent pour faire face aux dépenses écrasantes d'un armement, et obligée au même instant de rembourser quatre milliards, ou de faire banqueroute !

Ce drainage par le trésor de l'épargne publique, n'est pas seulement une imprévoyance coupable, il est « une tentation perpétuellement offerte à la prodigalité des gouvernements (1) ». Pendant combien d'années le trésor n'a-t-il pas fait face aux budgets extraordinaires avec les fonds de l'épargne. Aujourd'hui encore, quoique le gouvernement se soit imposé de ne pas employer par an plus de 100 millions d'épargne à combler les déficits du budget ou à faire face aux dépenses imprévues, il est permis de croire que s'il le fallait, la limite serait vite dépassée. Nécessité fait loi.

(1) *Conférence sur l'emploi de l'épargne populaire* par M. J. Many.

Mais le reproche le plus sérieux qu'on puisse adresser à cette centralisation immodérée, c'est qu'elle ruine le pays. D'où viennent tous ces capitaux qui s'engloutissent dans les coffres de l'Etat, sinon de l'agriculture, du commerce et de l'industrie? Par quelle inconséquence, par quelle ignorance des règles de la plus simple économie, en est-on arrivé à croire que ces puissants réservoirs débiteraient la fortune sans avoir jamais besoin d'être eux-mêmes alimentés? Regardons autour de nous. L'agriculture à bout de forces, agonise, et les industries disparaissent chaque jour non point faute de science ou de bras, mais uniquement faute de capitaux.

Grâce aux efforts persévérants des plus zélés partisans du crédit populaire, le parlement, au cours de la semaine dernière, a tenté de dégager l'épargne des liens trop étroits où la tenait enserrée la législation. Il ne s'agissait pas, qu'on le comprenne bien, de donner aux caisses d'épargne le droit de disposer en toute liberté des quatre milliards que le public lui a confiés ! Une liberté excessive serait plus nuisible encore qu'une excessive servitude ! Ce qu'il fallait obtenir des pouvoirs publics, c'était pour les caisses d'épargne une liberté limitée, entourée pour les déposants d'une garantie sérieuse et soumise à un contrôle excessivement sévère. La fortune personnelle des caisses d'épargne s'élève à peu près à cent millions et la plus-value de leur portefeuille dépasse six cents mil-

lions ! Quel danger pouvait-il y avoir à laisser aux caisses d'épargne sous un contrôle rigoureux la libre disposition de ces capitaux ? C'est ce que, tant au sein du Parlement que dans de nombreuses conférences sur tous les points du territoire, se sont efforcés de prouver des hommes éminents pour lesquels les problèmes les plus compliqués de l'économie sociale n'ont pas de secrets ! En citant MM. Aynard, Bardoux, Lourties, Cheysson, Rostand nous rendons hommage aussi à tous ceux qui, moins illustres que leurs maîtres, n'ont pas moins qu'eux travaillé, et combattu pour la propagation du crédit populaire. Tous ils ont lutté ardemment pour la cause des humbles, des travailleurs, et leurs efforts ont été salués des encouragements les plus flatteurs et les moins intéressés.

« Combattre pour le crédit populaire, c'est combattre un beau combat qui n'est pas sans déceptions amères et sans cruels déboires. Ce qui est un véritable malheur c'est que vous n'avez pas en France la libre disposition des fonds déposés dans les caisses d'épargne ! Quel bien vous aurait fait ce régime depuis cinquante ans ! Loin de croire que si la liberté était accordée aux caisses ordinaires, elles seraient abandonnées des déposants, comme l'affirment les partisans de la centralisation, je suis convaincu que c'est leur clientèle qui grandirait et l'autre qui diminuerait. En définitive, tout le monde aurait de quoi satisfaire sa préférence : ceux qui ne voient de sécu-

rité que dans la dette d'État iraient à la caisse postale ; ceux qui n'ont pas ce fétichisme iraient aux caisses libres ».

Ainsi s'exprimait M. Luzzatti, l'éminent homme d'État italien, au Congrès de Menton, et ces paroles résumaient parfaitement l'état de la question. Quelle solution en effet plus équitable et de nature à satisfaire mieux toutes les opinions. D'une part la caisse postale soumise comme par le passé au régime exclusivement étatique. D'autre part les caisses privées jouissant du bénéfice de la décentralisation. L'État aussi bien que les porteurs de livrets y trouveraient satisfaction. Libre de choisir entre la caisse postale et les caisses privées chacun ferait son choix sans contrainte, pesant les avantages de l'un et de l'autre système. La caisse privée libre de placer ses capitaux plus fructueusement qu'en fonds d'État servirait aux déposants un intérêt plus rémunérateur que la caisse postale, mais par contre l'État serait dégagé vis-à-vis des déposants de toute responsabilité à raison des résultats mêmes de ces placements, ou de détournements qui pourraient être commis. Au contraire la caisse postale offrirait en compensation de la modicité de l'intérêt, la garantie légale de l'État ; nous disons légale car sous l'empire de la législation actuelle, cette garantie n'est qu'effective. L'État rembourse les caisses lorsqu'elles sont victimes des malversations ou des dilapidations de quelque directeur malhonnête,

mais il n'y est en aucune façon tenu de par la loi.

Nous avons dit que le Parlement venait de voter une loi nouvelle sur les caisses d'épargne. Avant d'aborder le texte et d'en faire ressortir les modifications introduites par le législateur, il importe de jeter un coup d'œil rapide sur les travaux préparatoires qui en ont été le prélude et qui en seront l'explication la plus claire.

Un projet de loi organique sur les caisses d'épargne a été déposé en 1887 sur le bureau de la Chambre. Ce projet ne contenait aucune disposition excessive ; sa formule était modeste : libre emploi facultatif limité au quart des dépôts seulement et restreint aux caisses autonomes seules. Cependant la Chambre de 1888 repoussa presque sans discussion le libre emploi même limité au quart des dépôts. Mais, pour obvier à l'augmentation des capitaux dans les caisses elle limitait à 300 francs par quinzaine et à 1500 fr. par an le montant des dépôts individuels. Ce chiffre de 1500 francs devait aussi remplacer celui de 2000 jusqu'alors fixé comme maximum imparti aux déposants ! Ainsi qu'on le voit, loin de donner un essor aux fonds d'épargne on les maintenait dans les mêmes entraves, bien plus au lieu d'appeler l'épargne on l'écartait ! Malgré l'accueil si peu favorable que la Chambre faisait au projet de loi, les zélés partisans du crédit populaire ne se tinrent pas pour battus. Ils mirent leurs espérances dans la commission sénato-

riale, dont ils attendaient, disaient-ils, « pleine et entière justice ». Le rapporteur de cette commission M. Denormandie, président de la caisse d'épargne de Paris, déposa son projet le 8 juin 1893. La déception fut à son comble. La commission par cinq voix contre quatre consacrait les solutions de la Chambre. La première délibération du Sénat commença le 20 novembre. Le projet de la commission fut à peine modifié. Le Sénat fixait à 1500 francs le chiffre de 1000 francs proposé par la commission, pour le maximum des dépôts de chaque déposant. La limitation à 300 francs par quinzaine était repoussée. La seconde délibération du Sénat s'ouvrit dans les premiers jours de mai 1894 et dura jusqu'au 18 de ce mois. Le libre emploi décentralisé d'une partie des dépôts fut repoussé encore, quoique par une majorité moins forte que lors de la première délibération. Mais le Sénat adopta une modification qui témoignait du mouvement croissant de l'opinion publique en faveur de la décentralisation. Le Sénat (art. 10) autorisait les caisses d'épargne à disposer de tout le revenu de leurs fortunes propres et du cinquième du capital des réserves, au profit de certaines œuvres déterminées et localisées dans le département, telles que : associations coopératives de crédit, sociétés de crédit agricole, sociétés de construction d'habitations ouvrières, etc... Une commission supérieure surveillerait et contrôlerait la gestion des

caisses d'épargne. Le ministre du commerce serait maître de suspendre la liberté octroyée par la loi sur avis de la commission supérieure (art. 10).

Le projet de loi est revenu devant la Chambre actuelle le 9 juin 1894. Sur la proposition de la Commission et sur le rapport de M. Aynard. L'accord est intervenu entre les deux Chambres, sur le texte sorti des délibérations du Sénat.

La loi sur les caisses d'épargne votée par la Chambre le 27 juin 1895 a été promulguée le 20 juillet 1895. Parmi les nombreuses réformes introduites par la nouvelle loi et dont on ne saurait sans injustice méconnaître la réelle importance et l'immense utilité économique, nous ne retiendrons que celle qui intéresse notre sujet. L'article 10 visant la décentralisation de l'épargne est ainsi conçu :

ART. 10, alinéa 2 : — « Les caisses d'épargne pourront employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune : en valeurs locales énumérées ci-dessous, à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où les caisses fonctionnent : bons de monts de piété où d'autres établissements reconnus d'utilité publique ; prêts *aux sociétés coopératives de crédit* ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés ; acquisition ou construction d'habitations à bon marché ; prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations et aux sociétés de

crédit qui ne les construisant pas elles-mêmes ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction et les obligations de ces sociétés.

« Les caisses d'épargne seront tenues dans les cas prévus par le paragraphe précédent, d'adresser au ministre du commerce chaque année, dans la première quinzaine de février, l'état des opérations de l'année précédente. Le Ministre pourra toujours *sur l'avis de la commission supérieure, suspendre l'exercice de ce mode d'emploi.*

« Lorsque le fonds de réserve et de garantie représentera au minimum 2 0/0 des dépôts, un cinquième du boni annuel pourra être employé à l'augmentation du taux d'intérêt servi aux porteurs des livrets, sur lesquels le mouvement des retraits et des dépôts, y compris le solde antérieur, n'aura pas dépassé la somme de 500 francs pendant le courant de l'année ».

Ajoutons d'autre part qu'aux termes de l'article 4, dernier alinéa, les sociétés de crédit mutuel sont autorisées comme les personnes à faire des dépôts aux caisses d'épargne ordinaires. Le maximum des dépôts faits par ces sociétés ne peut s'élever au-dessus de 15.000 francs.

Telle quelle, la loi nouvelle réalise un progrès sérieux que nous ne saurions méconnaître. Mais ainsi que le disait M. Aynard, « l'essentiel reste encore à accomplir. Le grave problème de l'utilisation de l'é-

pargne populaire reste à résoudre presque dans son entier ». Ce dont il faut se féliciter surtout, c'est de voir le Parlement entrer dans la voie de la décentralisation. Les premiers pas sont timides et mal assurés, mais il n'en faut pas douter, ils seront suivis d'autres pas en avant. Les esprits encore que favorables à l'idée du crédit populaire sont peu préparés à ce régime nouveau. Suivons donc pas à pas dans la voie de la liberté les progrès de nos idées ! L'avenir du crédit populaire est lié inéluctablement à l'émancipation progressive de l'épargne populaire. Qu'importe l'époque du triomphe définitif, pourvu que sans déboires et mécomptes, par une marche lente mais sûre nous atteignions au but de nos efforts. Les caisses d'épargne s'entoureront de précautions infinies pour ne prêter qu'à bon escient et les banques populaires rivaliseront de régularité et de bonne foi dans le remboursement, pour mériter dans l'avenir une loi plus large et plus libérale encore. N'est-ce pas le moyen le plus sûr de calmer les esprits timorés et d'encourager les bonnes volontés. « Prenons donc toujours ce que l'on nous donne, écrivait notre honorable maître et président M. Beauregard, et continuons sans relâche à demander le reste ».

**§ 3. — De l'utilité d'une banque centrale
de crédit populaire.**

Avant de terminer notre thèse, nous voudrions aborder en quelques mots deux questions qui confinent au crédit populaire et qui ont fait l'objet de longues et fertiles discussions au Parlement, et dans les congrès populaires. La première de ces questions porte sur le point de savoir si la création d'une société centrale de crédit agricole et populaire ne doit pas être le point de départ de la diffusion en France des sociétés de crédit. Nous verrons ensuite et ce sera l'objet de la seconde question, si les statuts de la Banque de France ne pourraient pas être modifiés, pour permettre aux caisses populaires de faire escompter leur papier par ce puissant établissement.

Nous avons dit au début de cet ouvrage que la diffusion du crédit populaire peut se produire de deux façons différentes. Ou bien le crédit populaire aura pour base une association de personnes se prêtant réciproquement leur crédit ; ce sera le crédit partant « d'en bas ». Ainsi ont débuté les banques populaires dans les pays de l'Europe où nous les avons vues les plus prospères. Ou bien le crédit viendra « d'en haut » se répandant sur le pays « comme une pluie bienfaisante (1) ». Est-il besoin de dire que cette se-

(1) Paroles de M. Delahaye au Conseil supérieur du travail.

conde conception a rallié tous les suffrages des socialistes ! Vouloir l'Etat propriétaire universel, entrepreneur général, assureur de tous, c'est le vouloir aussi banquier. Ce qui surprend davantage c'est que cette idée ait trouvé au sein du parlement un écho à ce point favorable que les représentants du gouvernement s'y sont laissé séduire. Le 12 juillet 1892 le gouvernement a déposé à la Chambre des députés un projet de loi signé de M. Develle ministre de l'agriculture et Rouvier ministre des finances, à l'effet de créer une société centrale de crédit agricole et populaire. Le 1^{er} mai 1893 la Chambre adoptait le projet de loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — En vue de favoriser la création d'une société de crédit agricole et populaire, le ministre de l'agriculture est autorisé à passer, au nom de l'État une convention stipulant, en faveur de ladite société une garantie d'intérêt dont le maximum ne pourra excéder deux millions de francs par an et qui prendra fin au plus tard, le 31 décembre 1920.

Cette convention devra être soumise à l'approbation des Chambres.

ART. 2. — Les opérations de la société prévues par l'article précédent, consisteront exclusivement à escompter les lettres de change et autres effets qui seront présentés par les associations agricoles et ouvrières régulièrement constituées.

ART. 3. — Les conventions à passer avec les socié-

tés de crédit agricole et populaire seront enregistrées au droit fixe de 3 francs.

Ce projet de loi qui dans le dessein du gouvernement devait compléter l'organisation du crédit populaire n'a pas encore reçu sa consécration définitive. Et c'est à notre avis un grand bien. Non pas certes que la création d'une société centrale de crédit populaire soit une conception mauvaise. Il est d'une grande utilité, il est même nécessaire pour les banques populaires de trouver un puissant établissement de crédit qui escomptera leurs effets dans des conditions honnêtes et raisonnables. Les banques populaires ont un continuel besoin d'argent pour faire face aux demandes de crédit des associés. Or par la nature même des prêts qu'elles consentent toute l'encaisse métallique est bientôt remplacée par un portefeuille d'effets à longue échéance. En effet, les crédits nécessaires à l'agriculture sont presque toujours de neuf, douze et même quinze mois. Les crédits concédés par les banques populaires urbaines ne pourront l'être non plus pour moins de six mois le plus souvent. Que faire de ces effets à longue échéance qui immobilisent les ressources des caisses et paralysent les opérations. Le réescompte s'impose, mais qui consentira dans des conditions raisonnables. Quelques banquiers locaux sans doute mais bien peu certainement ! C'est alors qu'apparaît dans toute son utilité pratique et économique l'institution centrale de réescompte. Ainsi composée

la société centrale ferait heureusement concurrence aux banques locales dont les conditions à l'égard des institutions du crédit populaire seront souvent exorbitantes sinon usuraires. Mais il ne faut pas, pour nous servir d'une expression vulgaire, mettre la charrue devant les bœufs. Faciliter la création de nombreuses banques populaires, encourager leur essor par l'aide des caisses d'épargne et bien après, lorsque les banques populaires ne comptant que sur leurs propres efforts se sont organisées et ont fait leurs preuves, leur venir en aide en créant une banque centrale d'escompte et d'avances. Voilà, selon nous, comment il faut comprendre le rôle économique de la société centrale de crédit. Les Allemands et les Italiens chez qui le crédit populaire a une si puissante prospérité, ne l'ont pas compris autrement. La société centrale Sœrgel-Parisius et Cie de Berlin pour les caisses Schulze-Delitzsch, la central Darlenkassen pour les caisses Raiffeisen, la banque centrale de Milan pour le Nord de l'Italie ont toutes le même caractère ! Ce ne sont point des créations antérieures aux banques populaires. Elles sont nées du développement normal de ces institutions, comme une conséquence nécessaire de leur jeu même. C'est donc une grave erreur de songer aux caisses centrales, avant d'avoir assuré l'organisation et le développement des caisses locales.

Il y a plus ; et, non moins grave est l'erreur des pouvoirs publics de vouloir que la caisse centrale soit

créée et garantie par l'État. Là encore force nous est de regarder autour de nous, faute d'expérience. Ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Suisse, ni en Écosse où fleurit si puissamment le crédit populaire les caisses centrales ne sont une émanation de l'État. « Nous nous gardons bien, écrivait M. Wollemborg, de faire appel à l'intervention gouvernementale, persuadés que le concours de l'État serait plus nuisible qu'utile même au point de vue des intérêts purement matériels. Conséquence logique des associations locales, comme elles, les banques centrales sont le fruit de l'initiative individuelle, de la collectivité privée ? Est-il besoin d'insister pour démontrer à quelles influences multiples et, disons-le, néfastes, serait exposée l'administration d'une banque d'État. La politique tôt ou tard en ferait l'instrument docile de ses caprices et l'œuvre si péniblement préparée du crédit populaire s'effondrerait quelque jour en cours d'assises sous le mépris et l'indignation publics.

En dehors même de toute intervention de la politique si évidente qu'elle paraisse, que de difficultés innombrables rencontrerait une banque d'État dans l'exécution de sa mission. Le siège social sans aucun doute serait à Paris où afflueraient de toutes les banques locales du territoire les demandes de crédit. Comment distinguer parmi toutes les suppliques celles qui méritent un accueil favorable ! Comment connaître au jour le jour la solvabilité et le crédit de

chacune des mille associations urbaines ou rurales ! Que de mécomptes, quels déficits en perspective ! En Russie, en Turquie, en Roumanie, où l'État agit plus ou moins directement sur les banques locales, le crédit populaire est sans vitalité, sans avenir. La banque centrale, il n'en faut pas douter, pour rendre les services qu'on peut légitimement en attendre, doit naître du sein des associations locales étroitement groupées par département, tout au plus par province. En rapports journaliers avec ses mandants, dirigée par des hommes intègres et désintéressés, la banque centrale peut et doit rendre d'immenses services.

Abordons maintenant la seconde question que nous nous sommes proposé d'étudier. La banque de France ne pourrait-elle prêter un concours puissant à la diffusion du crédit populaire ? En apparence il semble bien que les associations de crédit devraient trouver auprès de notre Banque de France, sans aucun risque pour celle-ci, une protection et un soutien des plus efficaces. La banque, dit-on, aux termes de ses statuts ne doit accepter à l'endossement que les effets revêtus de trois signatures et cependant il est de notoriété publique, qu'elle accepte les effets de certaines sociétés de crédit mutuel, telles que la banque de Poligny, revêtus seulement de deux signatures. Pourquoi cette exception ne serait-elle pas érigée en règle ? Pourquoi à l'expiration du privilège de la Banque de France, ne pas faire de l'escompte à

deux signatures la condition du renouvellement du privilège ? La banque n'accepterait que les effets des banques populaires réputées solvables et le nouvel état de choses ne porterait aucune atteinte à la sécurité de l'institution. Cet argument séduit en apparence et des esprits distingués sans plus approfondir la question s'en sont fait l'écho pour la plus grande force des socialistes ennemis déclarés de la Banque privilégiée.

La Banque de France, nous allons le voir, ne peut pas et ne doit pas prêter le concours qu'on lui demande. La condition du succès de cette puissante fondation, la raison qui en fait le plus solide et le plus sûr établissement de crédit du monde, il faut le chercher dans le renouvellement incessant de son portefeuille. C'est pour entretenir ce renouvellement, que la banque n'escompte que les effets à courte échéance, trois mois au plus, revêtus de trois signatures réputées absolument solvables. C'est qu'en effet, ces traites doivent être dans le portefeuille de la caisse la compensation même des billets de banque répandus dans la circulation.

Dans de telles conditions il est aisé de conclure qu'il est impossible à la Banque de France, pour le maintien de son universelle réputation, pour le crédit immense dont jouit son billet de banque, de donner accès dans son portefeuille aux effets des banques populaires. Nous l'avons déjà dit. Ces effets sont à

longue échéance. Première condition incompatible avec les statuts de la Banque de France. D'autre part beaucoup d'entre eux n'inspirent pas une confiance absolue et quelque soin qu'apporterait la Banque de France à se renseigner sur la valeur des effets qu'on lui présenterait, il est hors de doute que des erreurs se produiraient néanmoins. Et c'est précisément ce qu'il faut avant tout éviter. Le jour où la Banque de France sera susceptible de se tromper, son crédit aura vécu.

Telle est, résumée en quelques pages, la question si intéressante du crédit mutuel. Sans doute, l'association n'est pas une panacée universelle dont l'humanité puisse espérer le remède à ses maux. Mais parce que la guérison radicale est impossible, faut-il désespérer de calmer la souffrance. Et n'est-ce pas un devoir, par ces temps agités, de tout tenter, sans désespérance, pour éviter une crise fatale ? L'avenir à quelque point de vue qu'on l'envisage est fait d'incertitude et plein de menaçantes complications. Quelle sera la solution des grands problèmes qui se posent de nos jours ? Nul ne saurait le prédire, mais du moins n'est-il pas possible d'en diminuer les inconnues ?

Notre conviction sincère est que la mutualité peut résoudre bien des difficultés. Nous en avons déjà la

preuve manifeste partout où elle s'est appliquée soit à l'assurance, soit au travail, ou encore à la charité. L'expérience nous dira ce que le crédit en aura tiré ; mais par l'exemple que nous donnent les pays étrangers, nous pouvons dès maintenant bien augurer du crédit mutuel. Quand la mutualité n'aurait pour effet que de rapprocher les hommes, d'apaiser leurs colères et par là de prévenir les révolutions, elle se recommanderait encore à l'attention du gouvernement et des hommes d'Etat.

Vu :

Le Président de la thèse,
PAUL BEAUREGARD.

Vu :

Le Doyen,
COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3

PREMIÈRE PARTIE. — Du crédit populaire à l'étranger.

CHAPITRE I. — État de la question en France	9
CHAPITRE II. — Origine du crédit populaire ; le Cash crédit en Écosse	11
CHAPITRE III. — Le crédit populaire en Allemagne . .	16
§ 1. — Système des caisses Raiffeisen	17
§ 2. — Système des caisses Schulze-Delitzsche	24
§ 3. — Du principe de la solidarité	33
§ 4. — Critique des caisses Raiffeisen et Schulze-Delitzsche.	35
CHAPITRE IV. — Crédit populaire en Italie	42
§ 1. — Caisse rurale italienne (Wollemborg)	42
§ 2. — Caisse urbaine (Luzzati, 1884, Statistique)	46
CHAPITRE V. — Crédit populaire en Suisse	52
CHAPITRE VI. — Crédit populaire en Belgique	57
CHAPITRE VII. — Crédit mutuel en Russie	72

DEUXIÈME PARTIE. — Du crédit populaire en France.

CHAPITRE I. — Pourquoi le crédit populaire ne s'est pas acclimaté en France . . .	81
CHAPITRE II. — Tentatives de crédit populaire en France	86
CHAPITRE III. — Du crédit agricole mutuel	91
CHAPITRE IV. — Texte annoté et examen critique de la loi du 5 novembre 1894	103

§ 1. — But de la loi. — Rôle de l'État en matière de crédit. — Organisation du crédit par « en bas »	103
§ 2. — Comment on constitue une société de crédit agricole. — A quelle condition est-on sociétaire? La société peut-elle faire des opérations avec des personnes étrangères? Forme de la société.	108
§ 3. — Opérations des sociétés de crédit agricole. La société peut-elle emprunter? Taux de l'emprunt	115
§ 4. — Constitution du capital social. Caractère des parts sociales. Non-limitation de l'intérêt	117
§ 5. — Formalités préalables au fonctionnement de la société. Conditions de publicité	121
§ 6. — De l'étendue, de la durée et des conditions de la responsabilité des associés. Du principe de la solidarité illimitée	123
§ 7. — Prélèvements sur les opérations de la société. Réserve. Bonis. Absence de dividende. Exemptions fiscales.	130
CHAPITRE V. — Conclusion. — Que faut-il penser de la loi du 5 novembre 1894.	135
CHAPITRE VI. — Projet de loi sur les sociétés coopératives	145
§ 1. — Etat du projet de loi.	145
§ 2. — Examen annoté et critique des articles du projet de loi relatifs aux sociétés coopératives de crédit.	147
Définition des coopératives de crédit. Forme et nature de ces sociétés. Nombre des membres.	147
Constitution du capital social. Versement obligatoire du dixième de chaque action souscrite.	148
Opérations des sociétés coopératives de crédit	152
Répartition des bénéfices. Réserve. Boni. Immunités fiscales.	155
Etendue et durée de la responsabilité des sociétaires. Démission et exclusion de la société	164
CHAPITRE VII	169
§ 1. — Du principe de mutualité des compagnies d'assurances et des sociétés de secours appliqué au crédit populaire.	169
§ 2. — Du rôle des caisses d'épargne.	172
§ 3. — De l'utilité d'une banque centrale	186

Imp. G. St-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier (Hte-Marne).
